



Soziale Arbeit

Institut für Vielfalt und gesellschaftliche Teilhabe

Suivi du domaine « Vivre-ensemble et participation » dans le cadre de l'Agenda Intégration Suisse

Rapport final
Novembre 2024

Kushtrim Adili
Nina Brüesch
Garabet Gül
Eva Mey
Peter Streckeisen

Mandant



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Secrétariat d'Etat aux migrations

Table des matières

1.	Introduction	6
1.1	Contexte et mandat	6
1.2	Contenu et structure du rapport	7
2.	Informations sur le projet.....	8
2.1	Organisation du projet.....	8
2.2	Élaboration des critères clés	8
2.2.1	Analyse documentaire.....	8
2.2.2	Revue de la littérature	9
2.2.3	Analyse des données et des systèmes d'indicateurs	9
2.2.4	Entretiens avec les experts	10
2.2.5	Entretiens et ateliers avec des réfugiés	10
2.3	Conception du modèle d'enquête	11
2.3.1	Élaboration des variantes du modèle d'enquête.....	11
2.3.2	Atelier avec les cantons et les villes et modification du mandat.....	12
3.	De l'intégration sociale à la participation à la société.....	13
3.1	Compréhension des processus d'intégration.....	13
3.2	Réflexion sur la terminologie et les catégories de l'AIS.....	14
3.3	Critères clés de la participation à la société.....	16
3.3.1	Couverture des besoins de base	17
3.3.2	Environnement résidentiel et organisation de la vie quotidienne.....	18
3.3.3	Réseaux et relations	19
3.3.4	Participation à la société civile et à la sphère publique	20
3.3.5	Expériences avec les autorités et statut juridique.....	20
3.3.6	Santé et satisfaction dans la vie.....	21
4.	Modèle d'enquête : de l'indicateur à la parole	23
4.1	Limites d'un indicateur pour le suivi	23
4.2	Contexte politique et considérations éthiques	24
4.3	Données disponibles et considérations méthodologiques.....	26
4.3.1	Données provenant de registres.....	26
4.3.2	Enquêtes par échantillonnage.....	27
4.3.3	Enquêtes de terrain	27
4.4	Projet « Groupes de discussion »	27
4.4.1	Objectifs du projet	27
4.4.2	Idée de base du projet	28
4.4.3	Évaluation, traitement des données et valorisation des résultats.....	29
4.5	Projet « Enquête par méthodes mixtes »	30

4.5.1	Objectifs du projet	30
4.5.2	Idée de base du projet	30
4.5.3	Analyse, traitement des données et valorisation des résultats.....	32
4.6	Remarques finales	32
	Bibliographie.....	34
	Annexes (Anhang).....	39

Tableaux et graphiques

Tableau 1 : Graphique de la Confédération et des cantons avec les différentes voies d'intégration	15
Tableau 2 : Critères clés de la participation à la société.....	17
Tableau 3 : Modèle séquentiel explicatif pour l'enquête par méthodes mixtes.....	31
Tableau 4 : Mandats pour l'enquête par méthodes mixtes	32

Annexes (Anhang)

A. Projektorganisation und Projektverlauf.....	39
A.1. Projekt-Factsheet des SEM	39
A.2. Mitglieder der Begleitgruppe	41
A.3. Atelier avec cantons et villes (février 2024)	42
A.4. Analyseraster für Dokumenten-, Literatur- und Datenanalyse.....	54
A.5. Dokumentenanalyse	58
A.6. Literaturanalyse:.....	62
A.7. Datenanalyse	78
A.8. Expert:inneninterviews	92
A.9. Interviews und Workshops mit geflüchteten Personen	102
B. Fokusgruppen: methodische Ausführungen	114
C. Mixed-Methods-Erhebung: methodische Ausführungen.....	120

1. Introduction

1.1 Contexte et mandat

Au printemps 2018, la Confédération et les cantons ont lancé l'Agenda Intégration Suisse (AIS), en complément des programmes cantonaux d'intégration (PIC). L'objectif était de favoriser l'intégration en Suisse des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire¹. Il a été convenu, dans ce cadre, de mettre en place un suivi couvrant divers domaines d'encouragement et objectifs. Dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation »², il n'a pas été possible jusqu'à présent de développer un ensemble d'indicateurs pertinents pour opérationnaliser l'objectif de l'intégration sociale. Cela a conduit le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) à lancer un appel d'offres (procédure sur invitation) pour l'élaboration d'une méthode de suivi. Après avoir examiné les offres reçues, le SEM a attribué ce mandat à la Haute école zurichoise de sciences appliquées (ZHAW). La première partie du mandat avait pour objectif de définir les critères clés permettant de mesurer la réalisation des objectifs dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». La seconde partie consistait à élaborer le modèle d'enquête pour un suivi régulier. Le SEM a veillé à formuler le mandat de manière à ne pas préjuger des résultats, une caractéristique qui s'est révélée à la fois difficile et stimulante lors de sa réalisation.

Le plan général du suivi de l'encouragement de l'intégration (SEM 2020) prévoit deux instruments distincts : le suivi annuel (cockpit) et le rapport pluriannuel. Le cockpit doit, grâce à des données standardisées et des séries temporelles portant sur une sélection d'indicateurs, fournir une vue d'ensemble de l'impact des mesures d'encouragement. Des données ont déjà été publiées pour les objectifs dans les domaines du marché du travail et de la formation. Un indicateur a été présenté pour chacun de ces deux domaines : le taux d'emploi et l'acquisition d'une formation certifiée. Le rapport pluriannuel, qui doit compléter le cockpit, comprend trois parties : les rapports pluriannuels sur les PIC, une plateforme de savoir et un programme de recherche et d'évaluation. Le présent mandat visait en particulier à déterminer les possibilités de concrétiser à la fois le suivi annuel (cockpit) et le rapport pluriannuel dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ».

Pendant la réalisation du mandat, le plan général du suivi a fait l'objet d'une réflexion approfondie. Outre la discussion de certaines questions d'ordre méthodologique ou liées à l'éthique de la recherche, la terminologie de l'AIS a été soumise à une réflexion critique (voir la section 3.2). Le mandant avait initialement présenté le projet comme la recherche d'un « indicateur » devant mesurer l'« intégration sociale » (voir la fiche d'information à l'annexe A1). Sur la base des réflexions menées, le présent rapport propose, d'une part, de ne pas faire reposer le suivi sur un indicateur au sens classique, mais plutôt sur des groupes de discussion et sur une enquête par méthodes mixtes, dans laquelle les entretiens avec des personnes ayant un passé de réfugié occupent une place centrale. Le rapport recommande, d'autre part, de remplacer la notion d'intégration sociale par une conception de la participation à la société qui s'appuie sur les résultats de la recherche en sciences sociales. Ce rapport final vise avant tout à documenter le déroulement du projet et les réflexions de fond ayant conduit à ces résultats.

¹ Le présent rapport évite, dans une large mesure, d'utiliser ces termes juridiquement codifiés pour décrire les membres du groupe cible de l'AIS. Il les désigne le plus souvent comme des réfugiés ou des personnes ayant un passé de réfugié.

² Dans la perspective de la troisième génération des programmes cantonaux d'intégration (PIC 3) pour les années 2024 à 2027, la désignation du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble » a été modifiée en « Vivre-ensemble et participation ». La partie principale du présent rapport utilise systématiquement cette nouvelle dénomination. L'annexe contient toutefois certains documents dans lesquels l'ancienne dénomination est encore utilisée, conformément à l'état d'avancement du projet à l'époque.

1.2 Contenu et structure du rapport

Le présent rapport comprend trois parties principales. Le chapitre 2 décrit le projet en précisant son organisation et la procédure suivie à la fois dans la première partie du mandat (définition des critères clés) et dans la seconde (conception du modèle d'enquête). Le chapitre 3 explique le contenu de la réflexion sur la compréhension de l'intégration et présente les critères clés proposés pour le suivi. Enfin, le chapitre 4 est consacré à la conception du modèle d'enquête. Il examine d'abord certaines questions générales concernant l'approche adoptée, avant d'esquisser les deux principaux volets proposés pour le suivi, à savoir les groupes de discussion et l'enquête par méthodes mixtes. La présentation du chapitre 4 se limite à l'idée de base des deux projets et à des explications concernant la valorisation des résultats. Des explications méthodologiques plus détaillées sont fournies dans les annexes correspondantes. Les annexes sont disponibles seulement en allemand (à l'exception de l'annexe 3 qui contient la documentation d'un atelier avec des responsables des cantons et des villes).

2. Informations sur le projet

2.1 Organisation du projet

Le mandat a été réalisé par le département de travail social de la ZHAW en étroite collaboration avec le mandant. Du côté du mandant, la gestion du projet a été confiée à Ursina Schönholzer et Corina Bürgi (spécialistes de l'intégration). En outre, la mise en œuvre du mandat a été suivie en particulier par Christof Rissi (responsable du domaine spécialisé Finances et pilotage), Lisa Guggenbühl (responsable de la section Intégration sociale), Adrian Gerber (responsable de la division Intégration jusqu'en juin 2024) et par l'équipe chargée du dossier « Vivre-ensemble ».

L'équipe de la ZHAW était dirigée par Peter Streckeisen et Eva Mey (suppléante) et comprenait les collaborateurs scientifiques Kushtrim Adili, Nina Brüesch et Garabet Gül. D'autres collaborateurs scientifiques de la ZHAW ont été sollicités pour des tâches spécifiques. L'expertise de Rainer Gabriel en matière de statistiques et d'études quantitatives a également été mise à contribution.

Pendant les phases les plus intenses du projet, des réunions mensuelles en ligne (« *Monthly* ») ont été organisées entre le mandant et le mandataire afin de maintenir un échange étroit et de résoudre rapidement les questions qui se posaient. Cet échange s'est révélé précieux, d'autant que, comme les deux parties l'avaient prévu, la manière de procéder a dû être ajustée à plusieurs reprises en fonction des connaissances et des expériences acquises.

Afin de conférer une assise plus large au projet et de l'enrichir par un recours à différentes expertises, le mandant et le mandataire ont constitué un groupe d'accompagnement composé de spécialistes issus de l'administration, de la société civile et du monde scientifique (voir la liste des membres du groupe d'accompagnement à l'annexe A2). Le groupe d'accompagnement a été invité à se réunir à Berne en novembre 2023 et en mai 2024 pour discuter de manière critique des résultats de la première partie (critères clés) et de la seconde (modèle d'enquête). Au cours du projet, l'équipe de la ZHAW a contacté certains membres du groupe d'accompagnement de manière ciblée afin de clarifier des questions spécifiques et de faire appel à leur expertise particulière.

2.2 Élaboration des critères clés

Pour élaborer les critères clés, l'équipe de recherche a, d'une part, analysé les sources existantes (documents administratifs et politiques, littérature spécialisée, statistiques et enquêtes quantitatives). Elle a, d'autre part, collecté un ensemble de données en menant des entretiens avec des spécialistes et des réfugiés. Les différentes étapes sont brièvement décrites et expliquées ci-après. Les résultats de cette première partie du mandat ont été exposés dans un rapport intermédiaire, qui a été présenté et discuté le 20 novembre 2023 lors d'une réunion avec le mandant et le groupe d'accompagnement.

2.2.1 Analyse documentaire

Pour cette étape, des documents émanant d'administrations publiques et d'organisations de la société civile en Suisse ont été collectés et évalués à l'aide d'une grille d'analyse (voir la liste des documents à l'annexe A5). Au niveau de la Confédération, outre la documentation (élargie) concernant l'AIS, des documents de la Commission fédérale des migrations et de la Commission fédérale contre le racisme ont été analysés. Au niveau cantonal, l'analyse a porté sur les documents des services d'intégration concernant le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». La façon dont les cantons abordent cette thématique dans le cadre des PIC a également été examinée. En complément de la documentation officielle, des documents d'organisations de la société civile ont aussi été analysés.

L'accent a été mis sur les œuvres d'entraide spécialisées dans le domaine de l'asile, les centres de conseil, les institutions de travail social de proximité, ainsi que sur les réseaux de solidarité et de soutien.

L'analyse des documents visait à répondre aux questions suivantes :

- Quelles conclusions l'analyse des différents documents permet-elle de tirer concernant les catégories formulées dans la grille d'analyse ?
- Quel est le consensus actuel entre la Confédération et les cantons concernant l'objectif de l'AIS dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » ? Où se situent les controverses et les difficultés de mise en œuvre ? Quelles sont les questions en suspens ?
- Comment les documents des organisations de la société civile abordent-ils la question du vivre-ensemble ? Quelles conceptions et quels critères de l'intégration ressortent de ces documents ? Dans quelle mesure sont-ils différents de ceux des documents officiels ?

2.2.2 Revue de la littérature

La revue de la littérature a permis de documenter et d'évaluer l'état de la recherche sur la situation de vie des réfugiés et le vivre-ensemble. Une attention particulière a été accordée, d'une part, aux défis et aux facteurs pertinents des processus d'intégration et, d'autre part, aux concepts et aux modalités d'opérationnalisation dans le domaine de l'intégration à la société et du vivre-ensemble que l'on peut trouver dans la littérature. L'annexe A.6 présente un aperçu commenté des principales publications analysées. La revue de la littérature a été menée en trois étapes.

1. Études sur le vivre-ensemble

Une sélection d'études empiriques, principalement qualitatives, menées en Suisse et dans les pays germanophones a été analysée sur la base de la grille établie pour l'analyse documentaire. Le choix ne s'est pas limité à la migration des réfugiés. L'accent a été mis sur des questions de fond : quels critères clés pour la participation à la société est-il possible de reconstruire ? Lorsque l'analyse de ces études a mis en évidence des aspects importants sur le plan conceptuel ou méthodologique, ceux-ci ont été traités dans la deuxième ou la troisième étape.

2. Examen des notions et concepts clés des sciences sociales

Cette étape a examiné les publications (reposant sur des fondements empiriques) portant sur des notions et des concepts théoriques largement acceptés à l'échelle internationale. L'objectif était également de rechercher des termes et des concepts offrant une alternative viable aux modèles d'intégration fondés sur l'assimilation et à des notions comme celle de « culture locale » afin de réfléchir à la perspective et aux concepts directeurs de l'AIS (« mode de vie en Suisse », « contacts avec la population locale », etc.).

3. Réflexion critique sur les données

La troisième étape a consisté à examiner les limites et les défis particuliers de la recherche quantitative sur et avec les groupes vulnérables de la population. La réflexion a également porté sur les écueils à éviter, par exemple les effets discriminatoires non intentionnels, ainsi que sur la nature intrinsèquement politique des données statistiques concernant les réfugiés (et les autres migrants).

2.2.3 Analyse des données et des systèmes d'indicateurs

Cette étape visait à recenser et à évaluer de manière systématique les données quantitatives existantes et pertinentes pour l'étude du vivre-ensemble et de la participation des réfugiés à la société. Le contenu (variables) des données et leurs bases méthodologiques (en particulier l'échantillonnage, les

procédures de collecte et les possibilités de mise en relation) ont été examinés. L'accent a été mis sur les jeux de données en Suisse, notamment les données provenant de registres officiels ou d'enquêtes complètes, les enquêtes représentatives et les systèmes d'indicateurs de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Une sélection d'enquêtes quantitatives, de données statistiques et de systèmes d'indicateurs d'autres pays et d'institutions internationales a également été utilisée à titre de complément (par ex. IAB-BAMF-SOEP Survey of Refugees en Allemagne, indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés, Euroqol). Un tableau sur les jeux de données suisses et un tableau sur les systèmes d'indicateurs couverts par la recherche internationale figurent à l'annexe A.7. La question générale de cette étape était de déterminer si l'analyse des données permet de tirer des conclusions sur la pertinence des données existantes ou régulièrement collectées en lien avec la participation des réfugiés à la société. Parallèlement, l'objectif était d'évaluer si et de quelle façon la mise en relation de jeux de données ou la coordination d'éventuelles enquêtes de terrain avec des enquêtes déjà existantes pouvait poser les bases d'un suivi régulier.

2.2.4 Entretiens avec les experts

Pour recueillir les connaissances, les évaluations et le point de vue des principaux acteurs de l'intégration et de la migration, 29 entretiens ont été réalisés avec 32 personnes (trois entretiens l'ont été avec deux personnes). Les experts ont été sélectionnés en veillant à inclure des perspectives aussi variées que possible. Les personnes interrogées se distinguent par leurs missions et leurs rôles (tâches stratégiques, tâches de conception, travail direct avec les clients), leur contexte de travail (société civile, institutions), leur zone d'intervention (villes, communes, cantons) et leurs groupes cibles (familles, population de quartier, etc.). Une attention particulière a été accordée à la couverture des différentes régions linguistiques de la Suisse et à la prise en compte de cantons ruraux et urbains. La liste des experts interrogés figure à l'annexe A.8.

Les entretiens ont été menés en ligne ou par téléphone entre le 26 juin et le 7 septembre 2023 en suivant un guide d'entretien (voir annexe A.8). Les questions portaient sur la compréhension de l'intégration et de la participation, sur l'évaluation de l'objectif de l' AIS dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation », sur leur mesurabilité, ainsi que sur les possibilités et les limites d'un suivi. Les entretiens ont été enregistrés, retranscrits, puis analysés (Kuckartz, 2018). Les observations et les appréciations recueillies présentaient certaines différences en fonction du parcours professionnel et de l'expérience en matière d' AIS et d'intégration sociale, mais étaient rarement divergentes sur le fond. Une synthèse des résultats est disponible à l'annexe A.8.

2.2.5 Entretiens et ateliers avec des réfugiés

Ces entretiens ont été réalisés afin de recueillir le point de vue des personnes réfugiées sur leur participation à la société et sur l'idée d'un suivi. Ils ont également permis d'acquérir une première expérience méthodologique et d'évaluer la faisabilité d'une enquête de terrain. Pour ce faire, deux groupes distincts de réfugiés ont été interrogés, et une approche méthodologique différente a été retenue pour chacun d'eux.

a) Entretiens avec des personnes vivant en Suisse depuis relativement longtemps

Les personnes interrogées dans le cadre d'entretiens individuels ne se trouvent plus dans la phase initiale particulièrement éprouvante qui suit l'exil. Elles ont déjà une solide expérience du régime d'intégration suisse, sont capables de bien communiquer et de prendre du recul par rapport à leur propre parcours d'intégration. Outre les appréciations concernant la mesurabilité et le suivi, il était également intéressant de recueillir les expériences des personnes interrogées sur leur participation à la société.

Sept entretiens ont été menés avec huit personnes (deux personnes en couple ont été interrogées ensemble). Les entretiens ont eu lieu en Suisse alémanique. Les personnes interrogées ont été choisies en veillant à tenir compte de l'hétérogénéité en termes de durée de séjour, de statut du point de vue du droit des étrangers, de lieu de résidence (ville/campagne), de sexe, d'âge, de pays d'origine, de situation familiale et de niveau de formation (pour l'échantillon concret, voir l'annexe A.9).

Les entretiens ont été réalisés entre le 15 août et le 3 octobre 2023 en suivant un guide d'entretien (voir l'annexe A.9). Ils ont été menés en ligne ou dans un lieu choisi par les personnes interrogées (par ex. dans un café ou à leur domicile), enregistrés, puis transcrits.

b) Ateliers avec des personnes vivant en Suisse depuis peu de temps ou parlant peu l'allemand

Des ateliers ont été organisés avec ces personnes en lieu et place d'entretiens individuels ; le cadre institutionnel choisi était une école de langue. L'objectif était d'apprendre ce que les membres de ce groupe cible jugent important pour eux et pour leur bien-être en Suisse, et de tester des approches méthodologiques, des instruments et des désignations possibles. Les ateliers ont été préparés pour trois niveaux de langue et organisés en collaboration avec le personnel enseignant des classes. Ils ont eu lieu les 10 et 11 octobre 2023 :

- *Post-alphabétisation*, six personnes : les participants ont été interrogés sur ce dont ils ont besoin pour se sentir à l'aise en Suisse et sur ce qui pourrait leur permettre d'aller bien. Ils pouvaient ensuite sélectionner des pictogrammes afin d'indiquer les aspects les plus importants pour eux et pour leur bien-être (voir annexe A.9).
- *Niveau A1*, onze personnes : des questions ont été discutées en deux groupes (librement constitués). Elles portaient sur ce qui est important pour les participants, ce qui les aide à se sentir bien en Suisse, ce dont ils ont besoin pour cela, quelles personnes pourraient les aider et quelles expériences ils ont déjà faites à ce sujet. Le niveau de détail et de nuance des réponses dépendait fortement de la capacité à communiquer en allemand ou en anglais.
- *Niveau B2*, dix personnes : les participants étaient invités, en répondant par écrit à quatre questions (voir annexe A.9), à préciser leur compréhension de l'intégration sociale et ce qui est important pour y parvenir et ce qui leur fait éventuellement défaut.

Les ateliers oraux ont fait l'objet d'un compte rendu, et les contributions écrites ont été collectées. L'ensemble des données ainsi recueillies dans le cadre des entretiens individuels et des ateliers avec les réfugiés ont été analysées en termes de contenu (Kuckartz, 2018). Un rapport récapitulatif des résultats des entretiens et des ateliers avec les réfugiés est disponible à l'annexe A.9.

2.3 Conception du modèle d'enquête

2.3.1 Élaboration des variantes du modèle d'enquête

Sur la base des résultats de la première partie du mandat et des enseignements de la réunion du 20 novembre 2023 avec les membres du groupe d'accompagnement, l'équipe de projet de la ZHAW a élaboré, en accord avec le mandant, trois variantes pour un modèle d'enquête sous la forme de courtes fiches descriptives (voir les documents relatifs à l'atelier consacré à ces variantes à l'annexe A3) :

- groupes de discussion PLUS ;
- enquête qualitative auprès des réfugiés ;
- enquête quantitative auprès des réfugiés.

L'état des travaux et des discussions avait alors permis de conclure qu'un suivi reposant sur un seul indicateur – ou sur un petit nombre d'indicateurs – ne serait pas pertinent (voir les explications à ce

sujet à la section 4.1) et qu'il était également nécessaire de mener des entretiens avec les personnes ayant un passé de réfugié. Une enquête de ce type auprès du groupe cible de l'AIS était par conséquent prévue dans les trois variantes esquissées.

2.3.2 Atelier avec les cantons et les villes et modification du mandat

Afin de discuter des variantes, des spécialistes des cantons et des villes ont été invités à un atelier à Berne, qui s'est tenu le 1^{er} février 2024 (voir l'annexe A3). Plus de 50 spécialistes ont répondu à l'invitation et ont exprimé leurs appréciations, questions et propositions pendant cette rencontre extrêmement fructueuse. Lors du débriefing qui a suivi, le 19 février 2024, le SEM a décidé de ne pas choisir une seule variante d'enquête et a chargé la ZHAW de poursuivre l'étude des trois variantes dans le cadre de deux projets :

- projet Groupes de discussion ;
- projet Enquête par méthodes mixtes.

Les questions à clarifier ont été précisées, et la ZHAW a été déchargée de la tâche d'élaborer un modèle d'enquête concret jusqu'à ce qu'il soit prêt à être mis en œuvre.

3. De l'intégration sociale à la participation à la société

3.1 Compréhension des processus d'intégration

Les recherches et les entretiens menés durant la première partie du mandat, ainsi que les discussions avec les membres du groupe d'accompagnement, ont mis en évidence à quel point le concept d'intégration est polysémique et suscite des controverses, tant dans la recherche que dans la pratique. À la lumière de ce constat, le mandant et le mandataire ont convenu qu'il était plus approprié de parler de participation à la société que d'intégration sociale. L'équipe de la ZHAW propose de partir d'une compréhension de la participation qui intègre les résultats de la recherche en sciences sociales et qui tient compte de la complexité et de la diversité des processus d'intégration (voir, par ex., Diehl 2017 ; Mogge-Grotjahn 2022 ; Wansing et al. 2022). La participation à la société comprend l'accès à certaines ressources (formation, travail, revenu, relations sociales, etc.) et la jouissance de ces ressources, mais aussi la participation active aux institutions sociales et aux différentes dimensions de la vie sociale. La participation à certaines sphères de la société – par exemple, la participation active au marché du travail ou aux processus politiques – et l'acquisition des compétences et des ressources indispensables à cette participation – par exemple, l'apprentissage de la langue et la formation – représentent des aspects différents mais interdépendants de la vie en société. Les objectifs formulés dans l' AIS ne doivent donc pas être considérés indépendamment les uns des autres. L'intégration professionnelle ou l'apprentissage de la langue font partie intégrante de la participation à la société.

Le recours à la notion de participation à la société invite à appréhender le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » d'une façon qui va bien au-delà de ce que l'on désigne habituellement par « intégration sociale ». Dans le contexte de l'aide sociale économique, l'intégration sociale est considérée comme un objectif distinct de l'intégration professionnelle et subsidiaire par rapport à elle ; autrement dit, elle n'est mise en avant que pour les bénéficiaires de l'aide sociale dont les chances d'accéder au marché du travail sont jugées faibles. Les documents consacrés à l' AIS utilisent ces notions de manière similaire. Ainsi, un graphique établi par le SEM en concertation avec les cantons distingue trois voies d'intégration : la formation, le marché du travail et l'intégration sociale³. Le groupe cible de l'intégration sociale est désigné par le terme « autres », ce qui revient à le considérer comme une catégorie résiduelle réunissant les personnes jugées inaptes à suivre une formation ou à exercer une activité professionnelle. Une focalisation étroite sur les groupes cibles n'est pourtant pas conforme à l'idée du suivi de l'objectif du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation », qui doit porter sur *toutes* les personnes réfugiées en Suisse. Par ailleurs, les objectifs de l' AIS ne doivent pas être atteints uniquement par des mesures qui relèvent de l' AIS, mais aussi par des mesures développées dans le cadre des PIC, qui optent pour une approche nettement plus vaste de la thématique du vivre-ensemble, incluant, par exemple, des problématiques comme la protection contre la discrimination. Le concept de participation à la société permet donc d'élargir la perspective, en ce qui concerne aussi bien les groupes cibles que les aspects pertinents du vivre-ensemble. Les mesures destinées spécifiquement aux groupes qui ne sont actuellement pas ciblés par la promotion de l'intégration professionnelle font, bien entendu, partie de cette perspective plus large. Le passage de l'« intégration sociale » à la « participation à la société » est, en outre, conforme à une perspective qui refuse de mettre l'accent sur ce qui ferait défaut aux personnes réfugiées. Les personnes ayant un passé de réfugié sont, au contraire, perçues comme les sources d'information les plus compétentes sur leur propre réalité, et donc comme des interlocuteurs qui peuvent et doivent être interrogés sur le processus d'intégration (voir le chapitre 4 : Modèle d'enquête).

³ Le graphique est présenté et discuté à la section 3.2.

Sur la base de la revue de la littérature et des entretiens avec des experts et des réfugiés, l'équipe de la ZHAW a conclu que le suivi de la participation à la société devait tenir compte des trois dimensions suivantes : (1) Les *conditions générales* ont un impact déterminant sur les possibilités de participation à la société. Un large éventail de conditions politiques et sociales peut être identifié. Il s'agit tout d'abord de facteurs contextuels comme les structures du marché du travail ou du marché du logement ou les attitudes de la population à l'égard des migrants. Il s'agit ensuite de la politique d'intégration (cantonale ou communale) mise en œuvre dans un contexte donné, notamment les offres et les structures de promotion de l'intégration, sachant qu'une distinction doit, là aussi, être opérée entre les structures ordinaires et les formes spécifiques de promotion de l'intégration. (2) Les *interactions sociales* sont l'essence même de la vie en société et donc des processus d'intégration. Sur la base des résultats de l'analyse de la littérature et des entretiens, nous distinguons les interactions dans la sphère privée, les interactions dans la sphère publique, au sens de la participation à des sphères de la société comme le marché du travail, la culture ou la politique, et enfin les interactions avec les autorités étatiques, qui sont particulièrement marquantes pour les personnes réfugiées dans les premières années qui suivent leur arrivée en Suisse. (3) Le *bien-être subjectif* : dans une compréhension large de la participation, telle qu'elle a été exposée en détail précédemment, le bien-être subjectif peut être compris comme le résultat d'une interaction de facteurs aux niveaux structurel, institutionnel et personnel. Il est également l'expression de la capacité des personnes à s'engager de manière autonome dans des interactions sociales.

Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que la Suisse est désormais une société post-migratoire (Foroutan, 2019), qui ne saurait être considérée comme une entité homogène ou statique. La société dite d'accueil est hétérogène à de nombreux égards (par ex. en ce qui concerne les inégalités sociales, la diversité des styles de vie, les pratiques culturelles, les différences régionales, les typologies d'espace et d'habitat, les structures administratives ou les paysages institutionnels de l'offre) et en constante évolution. Ce sont précisément la pluralité des formes de participation et les confrontations qui y sont liées qui provoquent des changements au sein de la société. Participer à la société n'est pas simplement s'adapter à la société telle qu'elle existe. Les personnes qui s'impliquent et participent activement à la vie sociale contribuent aussi à façonner et à transformer cette société.

Au vu de ce qui précède, la participation des réfugiés à la société ne présente pas des caractéristiques fondamentalement différentes de celle des autres personnes migrantes ou de la « population locale ». De nombreuses personnes ayant un passé de réfugié ont toutefois vécu des expériences traumatisantes avant ou pendant leur exil, ce qui peut affecter leur capacité à participer à la vie sociale. De plus, les conditions juridiques, politiques et institutionnelles de l'accueil et de l'établissement en Suisse (interrogatoire dans le cadre de la procédure d'asile, hébergement collectif, exclusion du marché du travail, incertitude quant à la durée du droit de séjour, obstacles importants au regroupement familial, etc.) sont autant d'éléments qui peuvent causer des formes supplémentaires de traumatisme et d'exclusion. Cette problématique doit être prise en compte lors de la mise en place du suivi, tant en termes de contenu que de méthode.

3.2 Réflexion sur la terminologie et les catégories de l'AIS

L'élaboration d'un modèle de suivi pour la participation des réfugiés à la société a donné lieu à une réflexion approfondie sur les principaux termes utilisés dans le cadre de l'AIS (voir la section 3.1). La Confédération et les cantons ont convenu de cinq objectifs contraignants. Dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation », l'objectif est formulé comme suit : « Sept ans après leur arrivée en Suisse, les AP/R connaissent bien le mode de vie en Suisse et entretiennent des contacts sociaux avec la population locale. » La question est de savoir quel est le lien entre cet objectif (ainsi que les notions de « vivre-ensemble » et de « participation ») et la conception illustrée dans le graphique

déjà mentionné à la section précédente (voir ci-dessous), qui présente l'« intégration sociale » comme la troisième voie de l'intégration, après la promotion de la formation et la promotion de l'intégration professionnelle. Pour aider à préciser ce point, l'équipe de la ZHAW formule les recommandations suivantes.

Recommandations concernant la représentation des voies d'intégration dans le graphique⁴ :

- La troisième voie d'intégration ne devrait plus être intitulée « intégration sociale », mais « organisation autonome de la vie quotidienne » (éventuellement « gestion de la vie quotidienne » ou « stabilisation et exploitation des ressources »). Son groupe cible est « tous les réfugiés qui en ont besoin » (au lieu de « autres »).
- Deux autres champs thématiques faisant référence à la troisième génération des programmes d'intégration cantonaux 2024-2027 (PIC 3) devraient être ajoutés : « Vivre-ensemble et participation » et « Gestion de la diversité et protection contre la discrimination ». Afin de mettre en évidence la différence avec l'orientation plus individuelle des trois voies d'intégration prévues actuellement, ces nouveaux champs devraient faire l'objet d'une représentation graphique différente (par ex. comme cadre ou arrière-plan des voies d'intégration).

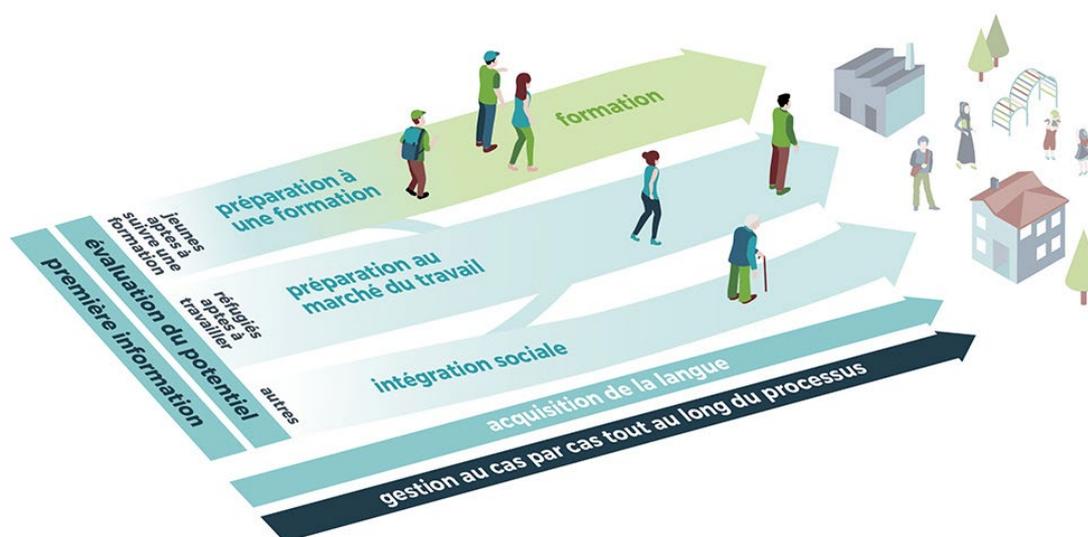


Tableau 1 : Graphique de la Confédération et des cantons avec les différentes voies d'intégration

Le fait de modifier et de compléter le graphique de la sorte permet d'éviter la confusion entre, d'une part, l'intégration sociale en tant que catégorie résiduelle ou prestation de soutien pour des personnes vulnérables (compréhension par les autorités, par ex. dans l'aide sociale) et, d'autre part, l'intégration sociale en tant que participation de tous les réfugiés à la société (compréhension par les sciences sociales). Les offres destinées spécifiquement aux groupes cibles qui ont besoin d'un soutien particulier pour organiser leur vie quotidienne restent néanmoins visibles et sont désignées de manière plus précise. L'ajout des objectifs stratégiques des PIC « Vivre-ensemble et participation » et « Gestion de la diversité et protection contre la discrimination » permet de tenir compte du caractère global de la participation à la société. Le graphique illustre ainsi le fait que seule une interaction fructueuse entre les

⁴ <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/integration-einbuengerung/integrationsfoerderung/kantonale-programme/integrationsagenda.html>

offres de l' AIS et les PIC permettra d'atteindre l'objectif du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». La participation et la protection contre la discrimination sont des conditions importantes pour que les offres produisent leurs effets sur tous les aspects de la participation à la société.

Recommandations concernant la formulation de l'objectif :

L'objectif (« Sept ans après leur arrivée en Suisse, les AP/R connaissent bien le mode de vie en Suisse et entretiennent des contacts sociaux avec la population locale ») fait l'objet de commentaires critiques dans les milieux spécialisés. La littérature scientifique fournit, elle aussi, un certain nombre d'arguments contre cette approche (par ex. Glick Schiller et al., 2004 ; Amelina, 2010 ; Nieswand et Drotbohm, 2014 ; Mecheril et al., 2016 ; Schinkel, 2018). Les principales critiques sont les suivantes :

- L'objectif se concentre sur certains aspects particuliers de l'intégration, sans tenir compte du caractère global de la participation à la société et de la complexité des processus d'intégration.
- L'exigence d'intégration adressée de façon unilatérale aux personnes ayant un passé de réfugié n'est pas compatible avec la reconnaissance de la réciprocité des processus d'intégration et renvoie à la notion d'assimilation, critiquée depuis longtemps aussi bien dans la recherche que dans la pratique.
- La focalisation sur le mode de vie « suisse » et « local » favorise une ethnicisation, une culturalisation et une approche dichotomique du « nous » et du « eux », ce qui ne rend pas justice à la diversité des modes de vie et des groupes de population déjà présents dans la Suisse post-migratoire.
- Le délai de sept ans correspond à la base de financement de l' AIS (durée du forfait global versé par la Confédération aux cantons). Il ne répond toutefois à aucune logique sur le plan technique et ne tient pas compte du fait que les processus d'intégration se déroulent de manière très différente en fonction des personnes et du contexte général.
- La focalisation sur la dimension individuelle conduit à ne pas prendre suffisamment en considération les défis spécifiques (par ex. ceux liés au permis de séjour) qui entravent la participation des réfugiés à la société.
- L'objectif repose sur des notions qui ne sont pas définies avec suffisamment de précision ou qui ne se prêtent pas à une opérationnalisation pertinente pour une enquête empirique (par ex. « connaissent bien le mode de vie en Suisse »).
- L'objectif suggère que l'effet concret des offres d'intégration pourrait être mesuré empiriquement, ce qui n'est pas réaliste vu la multitude de facteurs non contrôlables qui peuvent influencer sur les processus de participation à la société.

Dans ce contexte, l'équipe de la ZHAW recommande de reformuler l'objectif « Vivre-ensemble » de l' AIS en renonçant notamment aux termes « population locale » et « mode de vie en Suisse ».

3.3 Critères clés de la participation à la société

Afin de tenir compte dans toute leur complexité des dimensions de la participation à la société et de leur interaction, l'équipe de la ZHAW propose de retenir six critères clés pour le suivi. Lors de l'élaboration de ces critères, il est apparu que leur cadrage spécifique, c'est-à-dire la perspective à partir de laquelle ils sont considérés, est tout aussi pertinent que leur sélection en tant qu'éléments importants pour le suivi. C'est la raison pour laquelle le contenu de ces critères est brièvement défini ci-après.

Les trois aspects suivants ont notamment été pris en compte lors de l'élaboration des critères clés :

- la pertinence thématique et scientifique pour l'analyse de la participation à la société ;
- le lien avec l'objectif « Vivre-ensemble et participation » de l' AIS et avec les objectifs des PIC ;
- la mesurabilité, les données existantes et la faisabilité d'éventuelles enquêtes de terrain.

L'élaboration des critères clés est le résultat d'un processus itératif qui allie réflexions déductives et inductives. D'un côté, les analyses et les entretiens réalisés durant la première partie du mandat ont permis d'aborder de manière systématique les aspects de fond de la participation à la société sociale auxquels il est déjà fait référence pour la formulation des objectifs ou des indicateurs dans le cadre de l'AIS et des PIC. Cette approche déductive visait à examiner dans quelle mesure ces aspects se prêtent à un suivi de l'intégration à la société. D'un autre côté, une approche inductive a permis d'identifier d'autres aspects pertinents sur la base des analyses et des entretiens.

Les critères clés proposés s'appuient sur la compréhension de la participation qui intègre les résultats de la recherche en sciences sociales (voir la section 3.1). Ils reprennent les trois niveaux que sont les conditions générales, les interactions sociales et le bien-être subjectif, même si chaque critère clé ne saurait être attribué exclusivement à un seul de ces trois niveaux. Les conditions générales figurent au premier plan des deux premiers critères clés (« Couverture des besoins de base » et « Environnement résidentiel et organisation de la vie quotidienne »), tandis que les interactions sont considérées comme des éléments fondamentaux de la participation à la société dans les critères clés 3 à 5. Une distinction est faite entre les interactions dans la sphère privée (« Réseaux et relations »), les interactions dans la sphère publique (« Participation à la société civile et à la sphère publique ») et les interactions avec les autorités publiques (« Expériences avec les autorités et statut juridique »). Le sixième critère (« Santé et satisfaction dans la vie ») propose une approche synthétique pour mesurer les effets de la participation à la société sur les personnes ayant un passé de réfugié. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des critères clés proposés. Ceux-ci sont ensuite l'objet d'une brève présentation.

Critères clés de la participation à la société	
CC1	Couverture des besoins de base
CC2	Environnement résidentiel et organisation de la vie quotidienne
CC3	Réseaux et relations
CC4	Participation à la société civile et à la sphère publique
CC5	Expériences avec les autorités et statut juridique
CC6	Santé et satisfaction dans la vie

Tableau 2 : Critères clés de la participation à la société

3.3.1 Couverture des besoins de base

Pour qu'une personne puisse exercer effectivement son droit de participer à la société, elle doit disposer de certaines ressources. Tout d'abord, les ressources économiques sont évidemment indispensables pour participer à la vie sociale au-delà de la simple garantie du minimum vital, laquelle n'est d'ailleurs pas suffisante pour de nombreux réfugiés. Un autre facteur décisif est l'accès à l'emploi et à la formation (compétences linguistiques comprises), pour lesquelles la plupart des personnes réfugiées dépendent d'offres de soutien. Il faut également accorder une attention particulière à la question des soins de santé.

La recherche scientifique (Breckner, 2022 ; Breckner et Sinning, 2022) et la pratique s'accordent par ailleurs à faire du logement un facteur décisif d'intégration à la société. Pour les personnes réfugiées comme pour tous les membres d'une société, le logement représente un besoin existentiel fondamental

et une condition déterminante de la vie quotidienne⁵. Or, les premières années de séjour en Suisse sont généralement marquées pour ces personnes par un hébergement collectif, dont la durée varie en fonction du statut et des revenus, ainsi que par l'impossibilité de choisir librement leur lieu de résidence. Il s'agit là de conditions contraignantes qui entravent la participation à la société.

Ce critère clé n'a pas de lien direct avec l'objectif de l'AIS dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». Il peut néanmoins être mis en relation avec le « programme R » du SEM, qui vise à promouvoir « la stabilisation et l'activation des ressources des personnes ayant des besoins particuliers »⁶. La couverture des besoins de base est une condition indispensable à l'efficacité des mesures d'activation des ressources individuelles. Ces mesures atteignent rapidement leurs limites lorsque les réfugiés ne jouissent pas d'un accès suffisant à certains biens. C'est la raison pour laquelle nous qualifions ce critère clé de « couverture des besoins de base ». L'idée est de souligner qu'il est de la responsabilité de l'État et de la société de permettre à toutes les personnes réfugiées d'avoir accès aux ressources nécessaires à une participation substantielle à la société.

Lors de la collecte et de l'analyse des données, il faut garder à l'esprit que les besoins de base à couvrir dépendent du contexte et de la situation et qu'ils ne peuvent pas être mesurés uniquement au moyen de critères standard. Par exemple, les connaissances linguistiques dépendent autant de l'environnement personnel et professionnel que du lieu de résidence ou du voisinage. De même, le niveau de revenus doit être évalué en fonction de la composition du ménage et du coût de la vie local ou régional. Il est donc d'autant plus important de demander aux réfugiés eux-mêmes comment ils évaluent leur accès aux ressources. Il en va de même pour le soutien dont ils pourraient avoir besoin : les estimations des spécialistes ne correspondent pas nécessairement aux besoins exprimés par les personnes concernées elles-mêmes.

En ce qui concerne les aspects pertinents des besoins de base (revenu, travail, formation [connaissances linguistiques comprises], santé, logement, mobilité), le suivi peut se référer à un large éventail d'enquêtes représentatives en Suisse et à l'échelle internationale afin d'établir une comparaison avec l'ensemble de la population. Cependant, il ne s'agit pas seulement de collecter des données factuelles (dites objectives), mais aussi de recueillir des évaluations subjectives (auprès de spécialistes, mais surtout auprès de membres du groupe cible de l'AIS). Le lien entre les données dites objectives et les évaluations subjectives est bien établi, par exemple dans la recherche sur la santé. Il est également abordé dans le critère clé n° 6 (« Santé et satisfaction dans la vie »).

3.3.2 Environnement résidentiel et organisation de la vie quotidienne

Les enquêtes réalisées pour la première partie du mandat (analyses et entretiens) ont mis en évidence le rôle central des aspects socio-spatiaux du logement pour la participation à la société. Ce critère clé met l'accent sur les liens entre l'environnement résidentiel immédiat et l'organisation de la vie quotidienne. Le choix du lieu de résidence et la sociodémographie du voisinage immédiat (lotissement et quartier) revêtent à cet égard une importance particulière. La composition du ménage ou de la colocation joue également un rôle non négligeable. Les personnes réfugiées ont-elles la possibilité de choisir où et avec qui elles vivent ? Quelles opportunités de contact leur environnement résidentiel immédiat

⁵ Comme la plupart des personnes réfugiées sont touchées par la pauvreté, du moins pendant les premières années de leur séjour en Suisse, le modèle de l'étude publiée par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) sur le logement des ménages pauvres ou précaires (Kehrl et al., 2016) pourrait être utilisé. Des études portant spécifiquement sur le logement des réfugiés ont déjà été réalisées, par exemple en Allemagne et en Autriche (Johansson et al., 2016 ; Schiefer, 2017 ; Ratheiser et al. 2019). En Suisse, les autorités collectent des informations sur la situation en matière de logement dans le cadre de la gestion des cas de l'AIS. Le système d'information central sur la migration (SYMIC) contient également l'adresse du domicile de tous les membres du groupe cible de l'AIS ; ces données pourraient être utilisées comme point de départ pour des études sur l'utilisation de l'environnement résidentiel (voir le critère clé n° 2).

⁶ <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/integration-einbuengerung/innovation/programm-r.html>

leur offre-t-il ? Par ailleurs, la qualité du lieu de résidence et de l'environnement immédiat (village, quartier) a une influence considérable sur l'organisation de la vie quotidienne. L'accès aux services publics, aux lieux de rencontre, aux relations sociales ou aux loisirs dépend en effet du lieu de résidence et des transports publics. L'offre ou la desserte par les transports publics ne suffit toutefois pas si un manque de ressources (voir CC 1 « Couverture des besoins de base ») ou des discriminations (voir CC 5) en entravent l'utilisation. Ce critère clé, comme tous les autres, ne doit donc pas être considéré isolément.

Bien que le critère clé n° 2 ne présente pas de lien direct avec l'objectif du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » de l' AIS, la gestion autonome de la vie quotidienne est explicitement mentionnée parmi les objectifs stratégiques des PIC 3. Afin d'éviter une perspective trop individualiste, l'équipe de la ZHAW propose de considérer la gestion autonome de la vie quotidienne en lien avec la couverture des besoins de base (CC 1) et avec l'environnement de vie (CC 2). Le fait de vivre dans un logement collectif ou dans un endroit très isolé, par exemple, a une grande influence sur l'organisation du quotidien. Il en va de même pour les personnes qui n'ont pas accès au marché du travail ou à des cours de langue, qui ne peuvent pas se permettre d'emprunter les transports publics ou dont les journées sont marquées par des allers et retours entre différents lieux.

Un suivi de ce critère clé peut s'appuyer sur un riche répertoire de méthodes et de données issues de la recherche sur l'espace social (Kessl et Reutlinger 2007). Des études portant sur les quartiers et les villes, ainsi que des enquêtes sur la mobilité et les loisirs pourront notamment être mobilisées. Des analyses sur la ségrégation résidentielle, la qualité de vie et les services dans certains quartiers sont également envisageables, de même que des études sur la discrimination à l'encontre des réfugiés lors de la recherche d'un logement (voir, par ex., pour la Suisse, Auer et al. 2019 ; pour l'Allemagne, Foroutan et al., 2017 ; Hummel et al.).

3.3.3 Réseaux et relations

Le caractère fondamental des réseaux et des relations en tant qu'aspects de la participation à la société n'est pas contesté dans la littérature spécialisée (Nottmeyer, 2010 ; Sauer, 2009 ; Tucci, Eisenecker et Brücker, 2014). Ce critère clé présente en outre un lien direct avec l'objectif de l' AIS (« Contacts avec la population locale »). Cependant, pour des raisons à la fois matérielles et méthodologiques, l'équipe de la ZHAW propose de ne pas se limiter à la population « locale ». La recherche et la pratique soulignent en effet l'importance de relations multiples et, dans l'idéal, complémentaires. Or, les relations pertinentes peuvent être situées non seulement dans un espace géographique de proximité, comme le voisinage, mais aussi au-delà et jusqu'à l'étranger. De plus, la notion de « population locale » serait difficile à opérationnaliser sur le plan méthodologique pour réaliser une enquête valide et fiable.

L'équipe de la ZHAW propose par ailleurs de s'éloigner d'une approche purement quantitative de cette question. L'élément le plus pertinent n'est pas le nombre de contacts, notamment parce qu'il n'est pas possible de déterminer de manière valide et fiable ce que les personnes interrogées considèrent comme un « contact » ou une « relation ». Il serait préférable d'interroger les personnes réfugiées sur la façon dont elles évaluent la qualité et la diversité de leurs relations, ainsi que sur leur degré de satisfaction à l'égard de leurs réseaux de connaissances. On pourrait également envisager de les interroger sur leurs relations de voisinage et sur leur perception du degré d'« ouverture » des personnes dans leur environnement privé (voisinage, cercle d'amis, contacts pendant les loisirs, etc.) à l'égard des réfugiés. Une référence à la théorie du capital social (Franzen 2007) pourrait être utile pour distinguer différents types de relations (par ex., liens d'attachement [*bonding*], liens d'acointance [*bridging*] et liens verticaux [*linking*]).

L'élaboration d'un modèle d'enquête (qualitatif ou quantitatif) sur ce critère clé peut s'appuyer sur un riche corpus d'études et de données sur les contacts sociaux, les réseaux et les relations. En Suisse,

des données statistiques sur les réseaux et les relations sont déjà collectées dans le cadre du Panel suisse de ménages, de l'Enquête suisse sur la santé et de l'Enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC).

3.3.4 Participation à la société civile et à la sphère publique

La participation active aux organisations de la société civile et à la sphère publique est l'une des dimensions centrales de la participation à la société (Bürklin, 2010 ; Kast, 2006 ; Roth, 2012). Si ce critère clé n'a pas de lien direct avec les objectifs de l'AIS, la « participation » est mentionnée comme un objectif des PIC 3. En accord avec l'équipe responsable du dossier au SEM, l'équipe de la ZHAW propose d'adopter une conception large de la participation. Dans une telle conception, la participation ne signifie pas seulement l'engagement dans des organisations de la société civile, mais aussi l'accès à différents champs d'action publics. L'accès à la sphère publique, à la politique et à la culture revêt à cet égard une importance particulière. Les connaissances sur les facteurs qui favorisent ou entravent cet accès (par ex. le racisme, la limitation des droits de participation et l'insuffisance des ressources) peuvent être abordées dans ce cadre.

Pour ce critère clé, les personnes réfugiées pourraient être interrogées sur leurs expériences avec les organisations de la société civile ainsi que sur leur accès à l'espace public, à la politique et à la culture. La politique et la culture ne doivent pas être définies de manière trop restrictive. Par exemple, le fait de ne pas pouvoir participer aux procédures politiques formelles telles que les élections et les votations en Suisse ne signifie pas nécessairement que les personnes réfugiées n'ont aucune activité politique ou sont exclues de toute manifestation politique. De même, en ce qui concerne la culture, il faut aussi tenir compte de l'importance des manifestations et des traditions culturelles telles qu'elles s'expriment au sein des réseaux et des organisations composés (principalement) de personnes migrantes. Dans le cadre du programme « Nouveau Nous – culture, migration, participation », le SEM collabore dans cette perspective avec la Commission fédérale pour les questions de migration et l'Office fédéral de la culture. Le sentiment de ne pas être pleinement accepté et reconnu par la « société d'accueil » et par certains publics doit également être pris en compte dans ce critère clé (voir, par ex., Diekmann et Fereidooni, 2019 pour l'Allemagne). L'accès aux transports publics (qu'il s'agisse des coûts et de leur éventuelle prise en charge ou de la desserte du lieu de résidence, par ex.) est également une question pertinente, car les transports publics sont, pour de nombreuses personnes réfugiées, le seul moyen d'accéder à la sphère publique au-delà de la sphère privée (voir également les critères clés 1 et 2).

Il existe de nombreuses enquêtes au niveau international sur certains aspects de ce critère clé (voir, par ex., pour l'Allemagne, l'étude du Service fédéral de lutte contre les discriminations consacrée aux risques de discrimination pour les réfugiés [ADS 2016] ou l'étude de Hossain et al. [2016] sur la participation et la représentation politiques des personnes issues de la migration). En Suisse, les enquêtes SILC et l'Enquête sur la langue, la religion et la culture (ELRC) de l'OFS contiennent des données pertinentes concernant (les obstacles à) l'accès aux événements et activités culturels. En outre, l'Observatoire du bénévolat en Suisse fournit des données sur l'engagement dans les organisations de la société civile. Il faut néanmoins garder à l'esprit l'importance des formes informelles de participation (Munsch 2005), en particulier dans le cas des groupes de population ayant un statut social ou un niveau de formation formelle moins élevé, dont les membres s'engagent, par exemple, moins souvent dans des contextes formels tels que des associations ou le « bénévolat ».

3.3.5 Expériences avec les autorités et statut juridique

Par rapport aux deux critères clés précédents, les relations avec les autorités sont un sujet moins pertinent pour la recherche sur la participation à la société. Les entretiens avec les experts et les personnes

réfugiées ont toutefois souligné avec force que les premières années de séjour en Suisse sont fortement influencées par des expériences particulièrement marquantes avec les autorités (dans le cadre de la procédure d'asile, de l'hébergement et, dans la plupart des cas, de l'aide sociale économique ou de l'aide sociale dans le domaine de l'asile). Il convient donc d'accorder une attention particulière à cette question, notamment afin de déterminer s'il est possible de renforcer la confiance dans les autorités publiques. Dans leurs relations avec les autorités, les personnes ayant un passé de réfugié apprennent en outre les effets concrets de leur statut juridique, qui peuvent être vécus comme fortement contraignants et discriminatoires.

Ce critère clé n'a pas de lien direct avec l'objectif de l'AIS dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». La gestion de la diversité et la protection contre la discrimination font néanmoins partie des objectifs stratégiques des PIC 3. Trois aspects sont mis en avant dans ce cadre : les autorités et les institutions doivent remplir leur mission en évitant toute discrimination ; les personnes concernées par la discrimination doivent être conseillées et soutenues de manière professionnelle ; l'échange de connaissances et d'expériences en matière de gestion de la diversité et de lutte contre la discrimination et le racisme doit être encouragé. Le critère clé proposé met plus particulièrement l'accent sur le premier de ces trois aspects, mais tient également compte des deux autres. La question de savoir si et dans quelle mesure les personnes réfugiées vivent leur statut juridique et les droits et obligations qui y sont liés comme discriminatoires revêt un intérêt particulier.

Un suivi de ce critère clé ne devrait pas se limiter aux expériences que les réfugiés ont vécues avec les services d'immigration, les services sociaux et les services d'intégration, mais devrait aussi tenir compte de leurs expériences dans les structures ordinaires. Les entretiens avec les experts et les personnes réfugiées ont mis en évidence que le milieu scolaire et un large éventail de services de santé offerts par les autorités ou par des intermédiaires sont particulièrement pertinents. Les personnes réfugiées pourraient être interrogées sur leur connaissance du fonctionnement des autorités, sur leurs expériences avec ces dernières et sur leur degré de confiance à leur égard. Cela mettrait en lumière l'importance du recours ou de l'absence de recours aux prestations sociales. Ce suivi permettrait d'identifier les raisons pour lesquelles certaines prestations ne sont pas sollicitées et les besoins de soutien pour pouvoir en bénéficier. Enfin, une attention particulière pourrait être accordée à la sensibilité dont font preuve les autorités en matière de gestion de la diversité et de lutte contre la discrimination, ainsi qu'à l'importance de la présence, au sein des administrations et des services sociaux, de professionnels possédant une expérience dans le domaine de la migration et de l'asile.

Plusieurs enquêtes ont été menées à l'échelle internationale sur la confiance et la satisfaction à l'égard des autorités (Fersch et Breidahl, 2018 ; OCDE, 2022 ; Vento, 2021). En Suisse, l'enquête SILC collecte des informations sur la confiance dans les institutions politiques. La littérature scientifique sur le (non-)recours aux prestations sociales est de plus en plus riche (Warin 2018). Le rôle central du droit des étrangers et de la politique d'intégration dans la question du non-recours aux prestations sociales est devenu toujours plus évident au cours des dernières années.

3.3.6 Santé et satisfaction dans la vie

Si ce critère clé ne figure pas directement dans l'objectif de l'AIS ou dans les objectifs des PIC 3, les entretiens avec les experts et les réfugiés ont souligné à plusieurs reprises l'importance centrale du bien-être subjectif. Deux dimensions ont été plus particulièrement mises en avant : le degré d'autonomie et d'autodétermination, d'une part, et l'état de santé, d'autre part. La recherche sur le bien-être reconnaît également aujourd'hui l'importance de l'évaluation subjective du bien-être individuel.

Pour ce critère clé, l'équipe de la ZHAW propose de recueillir des évaluations subjectives sur la santé et la satisfaction générale dans la vie. En ce qui concerne la santé, l'accent n'est pas mis sur les soins

de santé (voir CC1 « Couverture des besoins de base »), mais sur l'évaluation de l'état de santé et de ses éventuels changements depuis l'arrivée en Suisse. La santé psychique revêt un intérêt particulier, notamment la question de l'isolement et de la solitude, qui a été abordée à plusieurs reprises lors des entretiens avec les spécialistes et les réfugiés. Les personnes réfugiées peuvent également être interrogées sur l'importance de certains aspects de leur histoire pour leur satisfaction dans la vie (par ex., la séparation d'avec des membres de leur famille dans le pays d'origine ou les expériences traumatisantes pendant le trajet). Les données sur la satisfaction générale dans la vie peuvent être interprétées comme un indicateur synthétique des effets de la participation à la société. Il est également possible de collecter des données sur la satisfaction par rapport à différents aspects de la situation de vie ou de demander aux personnes quelle importance elles attachent à ces divers aspects pour leur satisfaction subjective. Pour le suivi, il est notamment recommandé de poser des questions sur la satisfaction et l'importance de différents aspects des critères clés n^{os} 1 à 5 mentionnés ci-dessus. Cela permettra d'analyser les différences entre les divers aspects de l'intégration à la société ou de pondérer certaines dimensions de la participation à la société dans la vue d'ensemble. Des études qualitatives approfondies pourraient être menées sur les thèmes de l'autonomie, de l'autodétermination et du sentiment d'auto-efficacité, mais aussi sur celui de l'isolement et de la solitude.

À l'échelle internationale, il existe un vaste éventail d'enquêtes et de données sur la santé et la satisfaction dans la vie (Appau, Awaworyi Churchill et Farrell, 2019 ; Pappas, 2021). En Suisse, l'OFS réalise l'Enquête suisse sur la santé, collecte des données sur la satisfaction subjective dans la vie et rassemble, sur le bien-être de la population, des données issues de différentes enquêtes. Les conditions sont donc réunies pour comparer la santé et la satisfaction dans la vie des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire aux données correspondantes concernant l'ensemble de la population⁷.

⁷ Il faut évidemment tenir compte du fait que la comparaison d'un groupe de population spécifique avec la population globale pose toujours certains défis méthodologiques et d'interprétation. C'est d'autant plus vrai dans le cas d'un groupe de population que les enquêtes représentatives ne couvrent généralement pas de manière adéquate. Voir à ce sujet les explications méthodologiques au chapitre 4 et aux annexes B et C.

4. Modèle d'enquête : de l'indicateur à la parole

4.1 Limites d'un indicateur pour le suivi

Vu la conception de la participation à la société exposée précédemment et les six critères clés retenus, l'équipe de la ZHAW propose de faire reposer le suivi du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » non pas sur un indicateur unique, mais sur deux enquêtes menées à intervalles réguliers et couvrant un champ plus large (voir les sections 4.4 « Groupes de discussion » et 4.5 « Enquête par méthodes mixtes ») donnant la parole aux principaux intéressés : les spécialistes de l'intégration et les réfugiés. Cette proposition s'intègre judicieusement dans le plan général du suivi de l'encouragement de l'intégration (SEM 2020). Ce plan général, élaboré par la Confédération et les cantons, s'appuie pour l'essentiel sur deux instruments. Tout d'abord, la publication annuelle de données standardisées doit permettre de créer un « cockpit » renseignant sur le succès de l'encouragement de l'intégration dans les différents domaines. Des données ont déjà été publiées pour les objectifs dans les domaines du marché du travail et de la formation, et un indicateur central a été présenté pour chacun de ces deux domaines : le taux d'emploi et la situation en matière de formation (acquisition d'une formation post-obligatoire). Outre le cockpit annuel, le plan général du suivi de l'AIS prévoit ensuite un rapport pluriannuel. Cette partie complémentaire du suivi de l'AIS doit comprendre des rapports pluriannuels sur les PIC, une plateforme de savoir et un programme de recherche (sur le modèle des programmes de recherche de l'OFAS).

Selon le plan général, le suivi de l'AIS doit répondre à trois exigences : l'acceptation par les services compétents dans les cantons, la qualité scientifique et la contextualisation. Sur la base des enquêtes et des ateliers réalisés dans le cadre du présent projet, l'équipe de la ZHAW arrive à la conclusion qu'il n'est pas possible, dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation », de remplir ces exigences au moyen d'un suivi classique reposant sur un indicateur. Les considérations qui suivent conduisent à estimer qu'un tel suivi ne saurait satisfaire aux exigences d'acceptation, de qualité et de contextualisation.

Acceptation : étant donné la complexité des processus d'intégration à la société, il n'existe pas d'indicateur qui bénéficie du même niveau d'acceptation parmi les spécialistes et les responsables que le taux d'emploi ou la situation en matière de formation. D'une part, le caractère multidimensionnel de l'intégration à la société, illustré par les critères clés proposés au chapitre 3, empêche le choix d'un indicateur unique. D'autre part, la diversité des voies d'intégration invite à se méfier des interprétations trop simplistes des données quantitatives : même en supposant que le nombre de contacts sociaux puisse être mesuré de manière fiable, les spécialistes n'accepteraient pas d'en conclure que les personnes ayant davantage de contacts sont mieux intégrées que les autres. Bien qu'ils reconnaissent l'importance des contacts sociaux dans les processus d'intégration à la société, les spécialistes doutent que le nombre de contacts constitue, à lui seul, un indicateur pertinent.

Qualité : le recours à des indicateurs pour assurer le suivi dans les domaines d'encouragement du marché du travail et de la formation se justifie par l'existence de données de bonne qualité (SYMIC, statistiques de la formation de l'OFS). Or, il n'existe pas de données similaires pour les critères clés de la participation sociale. Pour diverses raisons, il n'est pas souhaitable de collecter des données supplémentaires dans le cadre de la gestion au cas par cas de l'AIS (voir les sections 4.2 et 4.3). La réalisation d'une enquête de terrain est donc indispensable si l'on veut obtenir des données pour le suivi dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». Du point de vue de la collecte des données, il ne serait toutefois pas judicieux de réaliser une enquête de terrain uniquement pour acquérir des données relatives à un seul indicateur.

Contextualisation : une approche reposant uniquement sur des indicateurs ne permet pas de remplir cette exigence. Pour prendre en compte les facteurs exogènes sur lesquels la politique d'intégration et le

développement de l'offre n'ont pas d'influence (ou seulement une influence limitée), il est nécessaire de mener une recherche d'accompagnement et celle-ci doit être conçue comme une partie intégrante du suivi de l' AIS, conformément à ce que prévoit le plan général avec le programme de recherche et d'évaluation. Les enquêtes proposées aux sections 4.4 et 4.5 devraient d'ailleurs livrer, au-delà du domaine « Vivre-ensemble et participation », des résultats intéressants pour la contextualisation des données fournies par les indicateurs concernant le taux d'emploi et l'acquisition d'une formation. Elles permettraient, par exemple, d'étudier les liens entre la situation de logement et l'accès à l'emploi.

Le suivi du domaine « Vivre-ensemble et participation » constitue un instrument particulièrement adapté pour poser les bases de la mise en place des rapports pluriannuels. Le caractère complexe et multidimensionnel de la participation à la société requiert une approche en réseau et combinant plusieurs méthodes, qui se prête bien à la contextualisation des différentes données et observations. L'équipe de la ZHAW recommande de saisir cette opportunité plutôt que de chercher à établir un indicateur clé unique pour vérifier la réalisation de l'objectif dans le domaine de l'intégration à la société. Dans cette perspective, les sections 4.4 « Groupes de discussion » et 4.5 « Enquête par méthodes mixtes » esquissent deux projets conçus comme les piliers complémentaires d'un modèle d'enquête pour le suivi dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ».

Un élément central de l'approche proposée consiste à mettre l'accent sur les expériences et les points de vue des personnes réfugiées. Ces dernières sont, en définitive, les protagonistes des processus d'intégration sur lesquels le suivi doit porter. Il est donc indispensable de tenir compte de leurs expériences et de leurs appréciations si l'on entend développer la politique d'intégration et mieux cibler les mesures qui y sont proposées. C'est la raison pour laquelle le modèle d'enquête prévoit d'interroger régulièrement les personnes ayant un passé de réfugié au moyen d'enquêtes qualitatives et quantitatives (voir les sections 4.4 et 4.5). Des spécialistes travaillant pour les autorités ou les organisations d'entraide et des personnes clés de la société civile doivent également être régulièrement interrogés.

Par ailleurs, le fait d'opter pour des rapports pluriannuels n'implique pas un abandon définitif ou catégorique de l'approche fondée sur des indicateurs dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation ». Il serait notamment envisageable de constituer un ensemble d'indicateurs sur la base des enquêtes régulières, par exemple en sélectionnant trois à cinq indicateurs pour chaque critère clé. L'OFS applique une approche similaire pour ses indicateurs de l'intégration⁸, car il a rassemblé 41 indicateurs couvrant huit domaines de la vie. Certains indicateurs (par ex. la participation active à une association ou un groupe, la confiance envers le système politique et la police, l'expérience de la discrimination raciale, entre autres) présentent une grande pertinence pour les critères clés décrits dans le présent rapport (voir le chapitre 3). Cependant, aucun indicateur ne permet, à lui seul, de mesurer l'impact de l'encouragement de l'intégration dans le domaine « Vivre-ensemble et participation ».

4.2 Contexte politique et considérations éthiques

Dans les sociétés postmigratoires comme la Suisse, les migrations sont un sujet de controverse permanent, et les débats sur les réfugiés sont particulièrement véhéments (Espahangizi, 2019). Cette réalité doit être prise en compte lors de la conception du suivi. En accord avec la compréhension de l'intégration à la société qui s'appuie sur les résultats de la recherche en sciences sociales (voir la section 3.1), l'équipe de la ZHAW rejette la conception d'un suivi qui chercherait à mesurer et à comparer les « efforts d'intégration » individuels des personnes ayant un passé de réfugié. Il faut également rejeter les perspectives qui mettent l'accent sur ce qui ferait défaut aux réfugiés et qui les perçoivent avant tout comme des personnes ayant besoin d'aide et privées de certaines ressources et compétences. La publication des résultats de

⁸ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration/indicateurs-integration.html>

l'enquête doit aussi tenir compte du risque d'instrumentalisation à des fins politiques (voir en particulier Supik, 2014, 2016).

La collecte et la publication de données concernant des groupes défavorisés ou marginalisés de la population posent un dilemme fondamental (voir Supik, 2016 ; Baumann et al., 2018 ; Haug, 2019) : d'un côté, il est difficile de justifier politiquement des mesures de lutte contre l'exclusion et la discrimination en l'absence de telles données ; d'un autre côté, la façon dont ces données sont reçues peut, à son tour, encourager des discours et des pratiques d'exclusion ou de dénigrement. Un enjeu central est de réduire la tension entre les désignations, les attributions ou les récits qui sont acceptés par les membres du groupe cible eux-mêmes et ceux qui leur sont imposés par d'autres. Dans la mesure du possible, il faudrait éviter de désigner les destinataires du groupe cible de l'AIS en utilisant des catégories sans leur consentement. Il est préférable de faire appel aux multiples méthodes de recherche en sciences sociales qui permettent d'accéder aux expériences et au point de vue des personnes réfugiées et d'en rendre compte de manière appropriée.

Pour les raisons susmentionnées, l'équipe de la ZHAW refuse de fonder le suivi de l'intégration à la société exclusivement ou même principalement sur ce que d'autres personnes – spécialistes de la gestion au cas par cas, responsables des autorités, scientifiques, œuvres d'entraide ou autres – affirment au sujet des réfugiés. Pour évaluer les processus d'intégration individuels ou le bien-être subjectif, il convient d'interroger directement les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire. En revanche, lorsqu'il s'agit d'évaluer les conditions générales et les défis actuels de la participation à la société, il est approprié de faire appel aux connaissances d'experts ou d'utiliser les données des registres (par ex., celles provenant de la gestion au cas par cas de l'AIS).

La participation des réfugiés à la société peut être étudiée avec les mêmes méthodes que celles utilisées pour n'importe quel groupe de population. Il faut également garder à l'esprit que le groupe cible de l'AIS est loin d'être homogène : les personnes ayant un passé de réfugié ne sont pas moins différentes les unes des autres que les autres membres de la société, et les processus d'intégration suivent des voies multiples (Glick Schiller et al., 2004). Il est cependant indéniable que l'expérience de l'exil, le caractère multilinéaire et transnational des processus d'intégration (Wimmer, 2002) et les conditions générales de la procédure d'asile et de la politique de migration et d'intégration confrontent ces personnes à des défis particuliers qui sont susceptibles d'entraver leur participation à la société. Il est donc indispensable de tenir compte, dans le cadre du suivi, de la responsabilité du pays d'accueil de créer les conditions nécessaires à la réussite de la participation malgré ces contraintes spécifiques. Le suivi pourra ainsi contribuer à l'amélioration des conditions de la politique de migration et d'intégration en Suisse.

Les entretiens avec des personnes ayant un passé de réfugié posent non seulement des défis méthodologiques spécifiques (voir la section 4.3), mais soulèvent aussi des questions d'éthique de la recherche. Les aspects suivants doivent notamment être pris en compte :

- Intrusion dans la sphère privée : la procédure d'asile et la demande d'aide sociale économique (ou d'aide sociale dans le domaine de l'asile) obligent les réfugiés à raconter à plusieurs reprises certains aspects de leur parcours et de leur situation de vie, et donc à révéler aux autorités un grand nombre d'informations personnelles. C'est la raison pour laquelle les entretiens pour le suivi doivent être conçus de manière à respecter la sphère privée des personnes concernées et à leur éviter d'avoir à raconter une fois de plus des détails sur leur trajectoire de vie.
- Personnes confrontées à un stress important : de nombreuses personnes ayant fui leur pays vivent les premières années de leur séjour en Suisse comme une période difficile et éprouvante. Les conséquences des expériences traumatisantes de l'exil et des éventuelles retraumatisations dans le cadre de la procédure d'asile, les perspectives d'avenir incertaines et la précarité socio-économique, ainsi que la perte de relations avec certains amis et membres de la famille, affectent généralement leur bien-être psychique. Dans ces circonstances, un entretien peut être une

situation difficile à vivre. Il est donc essentiel que la participation à un entretien pour le suivi soit clairement facultative.

- Difficultés d'obtenir un consentement éclairé : le strict respect du caractère facultatif de la participation requiert également, conformément au principe du consentement éclairé, une information complète et transparente sur le contenu et les objectifs de l'entretien, y compris la façon dont les données seront protégées. Dans le contexte de la procédure d'asile, un « entretien » ou une « enquête » a une connotation particulière, car les réponses données aux autorités ont, ont eu ou peuvent encore avoir des conséquences importantes sur la vie des personnes interrogées. On ne saurait donc exclure que certaines personnes n'osent pas refuser de participer à une étude commandée par le SEM, faute de pouvoir évaluer si un refus les exposerait à des conséquences négatives. Garantir les conditions d'un consentement éclairé des personnes ayant un passé de réfugié constitue par conséquent un défi de taille dans le cadre du suivi de l'AIS. Une transparence totale sur l'arrière-plan et le contexte de l'entretien, la garantie de l'anonymat et le caractère facultatif sont des conditions nécessaires mais non suffisantes. Un test préalable minutieux est essentiel pour définir et appliquer la meilleure pratique possible. Il n'est toutefois pas possible de garantir de manière absolue que les conditions du consentement éclairé soient remplies pour tous les participants potentiels.
- Statut d'admission provisoire : le suivi de la participation sociale des personnes admises à titre provisoire soulève des questions fondamentales en matière d'éthique de la recherche. Comme les bases juridiques ne prévoient pas une perspective de séjour durable pour ces personnes, une telle démarche peut être perçue comme extrêmement discutable. Il est donc essentiel de concevoir l'entretien de manière à permettre à ces personnes de s'exprimer sur leurs expériences du cadre juridique, politique et institutionnel en Suisse. À l'inverse, un entretien qui viserait à mesurer et à comparer les efforts d'intégration des personnes admises à titre provisoire ne serait pas acceptable du point de vue de l'éthique de la recherche.

4.3 Données disponibles et considérations méthodologiques

Pour le suivi de la participation des réfugiés à la société, il est envisageable soit d'utiliser les données existantes provenant de registres et d'enquêtes par échantillonnage, soit de réaliser des enquêtes de terrain. La présente section commence par décrire brièvement la situation des données provenant de registres et d'enquêtes par échantillonnage, avant de présenter certaines considérations méthodologiques dans la perspective des enquêtes de terrain proposées.

4.3.1 Données provenant de registres

Les données provenant de registres peuvent être utilisées en particulier pour déterminer les conditions générales de l'intégration à la société (par ex. en ce qui concerne le logement). Les données disponibles (SYMIC, STATPOP, statistiques de l'aide sociale, chiffres clés de l'AIS) sont toutefois d'une pertinence limitée pour les critères clés de la participation à la société (voir la section 3.3). Pour des raisons d'éthique de la recherche (voir la section 4.2 : pas d'appréciations de tiers sur les personnes ayant un passé de réfugié) comme pour des raisons pragmatiques (qualité insuffisante des données, charge de travail supplémentaire quasiment impossible à assumer), l'équipe de la ZHAW ne juge pas souhaitable de recueillir des données supplémentaires en lien avec le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » dans le cadre de la collecte régulière des données des registres (par ex. par des spécialistes de l'AIS chargés de la gestion au cas par cas).

4.3.2 Enquêtes par échantillonnage

La Suisse peut compter sur un large éventail d'enquêtes représentatives menées régulièrement. Certaines de ces sources de données (Panel suisse de ménages, Enquête suisse sur la santé, SILC, ESPA, Enquête sur le vivre ensemble en Suisse, etc.) contiennent des variables pertinentes pour le suivi. Cependant, aucun de ces jeux de données n'est approprié en l'état (à l'exception de l'ESPA, tout au plus) pour tirer des conclusions représentatives sur les personnes ayant un passé de réfugié. L'ESPA est la seule enquête par échantillonnage à recenser la cause de la migration, ce qui est un préalable à l'identification de ce groupe de personnes dans l'échantillon. Il serait possible de surmonter cette difficulté en établissant des liens entre divers jeux de données (notamment avec SYMIC), mais une difficulté supplémentaire tient au faible nombre de personnes ayant un passé de réfugié parmi les personnes participant aux enquêtes représentatives. Ce problème ne dépend pas seulement de la taille absolue de l'échantillon, mais aussi de la probabilité de participation des personnes ayant un passé de réfugié. Pour remédier à ce problème, des échantillons supplémentaires ciblés pourraient être envisagés (voir, par ex., le module Migration de l'ESPA). Il est également possible d'utiliser les enquêtes représentatives existantes comme base pour comparer les résultats des enquêtes de terrain concernant le groupe cible de l'AIS avec les données portant sur l'ensemble de la population. Dans la mesure du possible, cette comparabilité devrait toujours être recherchée dans les enquêtes de terrain (voir la section 4.3.3).

4.3.3 Enquêtes de terrain

Les enquêtes de terrain peuvent être menées en utilisant des méthodes qualitatives ou quantitatives, ou une combinaison des deux dans le cas d'une enquête par méthodes mixtes. Les méthodes qualitatives permettent d'acquérir des connaissances approfondies sur les diverses formes de participation à la société, tandis que les approches quantitatives présentent des avantages en termes de représentativité statistique et de comparabilité.

Au vu de la situation actuelle des données, l'équipe de la ZHAW propose de mettre en place le suivi de l'encouragement de l'intégration dans le domaine « Vivre-ensemble et participation » au moyen de deux enquêtes de terrain périodiques. Les deux sections suivantes décrivent et caractérisent les projets « Groupes de discussion » (4.4) et « Enquête par méthodes mixtes » (4.5). L'accent est mis sur les objectifs, la conception de l'enquête et les questions relatives à la valorisation et à l'impact des résultats. Des explications méthodologiques plus détaillées sont fournies dans les annexes 3 (Groupes de discussion) et 4 (Enquête par méthodes mixtes).

4.4 Projet « Groupes de discussion »

4.4.1 Objectifs du projet

L'objectif des groupes de discussion répartis sur tout le territoire national est d'évaluer sous plusieurs angles la participation à la société et le vivre-ensemble dans différentes régions de Suisse, ainsi que les offres d'encouragement et de soutien correspondantes. Les résultats doivent aider les acteurs de la politique d'intégration aux niveaux national, cantonal et communal à développer l'offre et la qualité. Ils permettront en effet d'identifier les défis rencontrés et les exemples de bonnes pratiques, de lancer des développements (futurs) et de fournir des arguments en faveur d'une modification des offres de soutien spécifiques et, le cas échéant, des structures ordinaires. Par ailleurs, le projet peut ouvrir de nouvelles possibilités de collaboration stratégique et professionnelle, tant à l'intérieur des régions concernées qu'entre celles-ci.

Des groupes de discussion seront organisés tous les deux à quatre ans⁹ dans plusieurs régions de Suisse. Ils regrouperont des acteurs étatiques du domaine de l'intégration¹⁰, des acteurs non étatiques dans les domaines de l'asile et du vivre-ensemble ou de la participation ainsi que des personnes réfugiées.

Les discussions en groupe se concentreront sur l'évaluation de l'état actuel de la participation à la société, ainsi que sur l'offre et les structures de soutien dans les régions. Tous les critères clés exposés au chapitre 3 seront couverts, et la situation des personnes pour lesquelles la participation au marché du travail n'est (actuellement) pas possible sera prise en compte. Les discussions seront dirigées et structurées ; elles permettront de recueillir des appréciations sur les défis, les lacunes de l'offre et les exemples positifs de développement. Les mêmes questions seront discutées dans tous les groupes de discussion, c'est-à-dire dans toutes les régions et auprès de toutes les parties prenantes.

Le modèle d'enquête décrit dans le présent rapport est conçu comme un concept de base qui pourra être modifié en concertation avec les cantons et dont la mise en œuvre pourra être planifiée. L'élaboration du plan de recherche jusqu'à sa mise en œuvre, y compris l'élaboration d'instruments concrets d'enquête et d'évaluation, incombera au mandataire après l'attribution du mandat scientifique. Le mandataire sera ensuite responsable de l'ensemble du projet et des différentes étapes de travail (réalisation des entretiens avec les groupes de discussion, analyse et évaluation des données des entretiens, rédaction du rapport sur les résultats).

4.4.2 Idée de base du projet

Les discussions en groupe seront menées dans plusieurs régions couvrant l'ensemble du territoire suisse. Il faut donc se demander à quelle logique doit obéir le découpage des différentes régions. Les réflexions suivantes ont servi de fil conducteur pour répondre à cette question :

- Comme l'objectif des groupes de discussion est de générer des connaissances sur le développement de l'offre et de la qualité, il est logique de procéder au découpage en partant des acteurs importants de la politique d'intégration, par exemple des cantons ou des régions de la Conférence suisse des délégués à l'intégration (CDI). En effet, c'est autour de ces acteurs qu'une collaboration supracantonale dans le domaine de la politique d'intégration s'est parfois mise en place.
- Un découpage s'appuyant sur des caractéristiques ou des similitudes socio-spatiales, par exemple en suivant la typologie territoriale de l'OFS, aurait l'avantage de regrouper, pour les discussions, des acteurs confrontés à des situations et à des défis similaires en termes de participation à la société.
- Un découpage regroupant des zones géographiquement proches présente des avantages organisationnels, tant pour l'enquête que pour l'exploitation des résultats. À l'inverse, un découpage regroupant délibérément des régions qui n'entrent sinon que rarement en contact les unes avec les autres pourrait conduire à de nouvelles impulsions.
- Il est préférable d'éviter une répartition sur un territoire trop restreint, pour des raisons à la fois de charge de travail et de participation aux discussions d'un nombre suffisant de personnes qualifiées au sein des régions formées.

En tenant compte des commentaires du groupe d'accompagnement et du SEM, l'équipe de la ZHAW propose un découpage qui complète les regroupements existants en matière de politique d'intégration par une logique socio-spatiale. L'annexe B contient une proposition concrète pour un découpage en dix régions. Cette proposition se fonde, d'une part, sur les conférences régionales de la CDI et prévoit, d'autre part, deux groupes rassemblant les six plus grandes villes de Suisse. Les cantons ou des représentants de la CDI devraient être consultés sur cette proposition au moment de la concrétisation du projet.

⁹ En ce qui concerne la fréquence définitive, il faut encore déterminer dans quelle mesure il serait judicieux et réaliste de coordonner cet exercice avec les processus des PIC et avec l'enquête par méthodes mixtes. Voir aussi la section 4.6.

¹⁰ Il reste à déterminer dans quelle mesure les acteurs des structures ordinaires devraient également être associés ; voir à ce sujet les réflexions figurant à l'annexe B.

Dans chaque région, trois groupes de discussion seront formés, avec la participation de personnes différentes : acteurs gouvernementaux, acteurs non gouvernementaux et personnes ayant un passé de réfugié. L'objectif est d'obtenir une évaluation intégrant plusieurs perspectives et aussi différenciée que possible de la participation à la société et des offres de soutien dans les régions. Le nombre de participants doit être limité à huit ou neuf personnes par groupe de discussion, car il serait difficile d'avoir des discussions enrichissantes dans un groupe plus important. Une description plus détaillée des trois groupes de discussion et des stratégies de recrutement est disponible à l'annexe B.

Les discussions en groupe seront menées à l'aide d'un guide d'entretien structuré autour des critères clés. Afin de garantir la diversité des points de vue et de produire des résultats valables pour les différentes régions, il est nécessaire d'utiliser *un guide d'entretien globalement identique pour tous les groupes de discussion*, de sorte que les questions posées et discutées soient toujours les mêmes. En fonction du groupe de discussion, certains ajustements linguistiques seront éventuellement nécessaires. Les discussions seront modérées et enregistrées, et leur durée sera limitée à trois heures au maximum. L'annexe B contient une première ébauche du guide, qui sert à donner une idée plus concrète du contenu des discussions en groupe.

Comme l'enquête par groupes de discussion est conçue pour refléter une diversité de perspectives et de régions, un certain nombre de questions se posent en vue d'une éventuelle analyse comparative. Sur le plan méthodologique, les trois dimensions de comparaison suivantes sont pertinentes : (1) la comparaison entre les régions, (2) la comparaison entre les groupes de discussion ou les perspectives et (3) la comparaison dans le temps. Il faut toutefois noter que cette enquête est de nature essentiellement qualitative et qu'elle ne permettra donc pas d'obtenir des données statistiquement fiables et comparables.

4.4.3 Évaluation, traitement des données et valorisation des résultats

1) Évaluation et rapports : l'évaluation se fera tout d'abord *par région*. Elle sera réalisée en fonction des domaines thématiques ou des aspects mis en avant durant les entretiens (voir le guide en annexe B). Pour chaque domaine thématique, elle désignera et décrira de manière nuancée les *principaux champs de développement*, ainsi que certains *exemples de développements positifs*.

Elle mettra en évidence l'hétérogénéité, les différences et les éventuelles contradictions dans les déclarations et les appréciations entre (et au sein de) chaque groupe de discussion ou perspective (les explications méthodologiques sur l'analyse comparative figurent à l'annexe B). L'objectif général des analyses est toutefois de dégager et de nommer les principales thématiques qui ressortent de manière transversale des différentes perspectives.

Sur la base des analyses menées pour chaque région, un *rapport couvrant l'ensemble du territoire national* sera ensuite rédigé afin d'identifier, pour chaque aspect de la participation à la société, les principaux axes de développement et exemples de bonnes pratiques. Ce rapport présentera et décrira aussi bien les résultats spécifiques à chaque région que les résultats généraux et transrégionaux. L'objectif principal n'est pas de procéder à une comparaison systématique des régions entre elles, mais de fournir des suggestions utiles et des connaissances pour développer les stratégies et les offres.

2) Destinataires de la communication des résultats : les résultats seront rendus publics. Le rapport devra être rédigé dans un langage compréhensible par tous. Il faudra également trouver un cadre approprié pour présenter les résultats aux différents participants des groupes de discussion.

3) Processus de valorisation des résultats : la Confédération et les cantons utiliseront les enseignements tirés des rapports à l'échelle nationale en les insérant dans la politique nationale d'intégration, notamment dans le cadre des PIC ou de nouveaux projets et programmes lancés par la Confédération (par ex., par analogie au programme R). Les résultats exposés dans les rapports pourront également servir de base commune pour les négociations et la collaboration entre la Confédération et les cantons.

Les délégués cantonaux et communaux à l'intégration utiliseront ces connaissances pour développer l'offre et la qualité. Ils les intégreront dans les processus stratégiques correspondants (notamment pour l'élaboration des PIC) et veilleront à ce qu'ils soient pris en compte et utilisés par les services compétents (encouragement spécifique et, le cas échéant, structures ordinaires) au niveau cantonal ou communal. Pour ce faire, ils utiliseront les canaux et les instruments de collaboration déjà existants. Les possibilités de renforcer la coordination et le soutien en matière de développement de l'offre et de la qualité au sein des régions formées pour la constitution des groupes de discussion seront examinées lorsque cela est pertinent.

Un cadre approprié pour la valorisation des résultats à l'échelle suprarégionale serait, par exemple, les conférences générales de la CDI ou les conférences spéciales interrégionales sur la question de la participation à la société, au cours desquelles les résultats régionaux ou les stratégies de valorisation correspondantes pourraient être plus largement discutés.

Dans chaque processus de valorisation, il faudra veiller à ce que toutes les perspectives ou toutes les catégories de personnes représentées au sein des groupes de discussion, et donc en particulier les personnes réfugiées elles-mêmes, soient systématiquement impliquées dans les négociations sur l'utilisation et l'exploitation des résultats.

4.5 Projet « Enquête par méthodes mixtes »

4.5.1 Objectifs du projet

Une enquête par méthodes mixtes (Kelle, 2014) combine une enquête quantitative et une enquête qualitative. Elle vise à générer à la fois des connaissances aussi générales que possible et des connaissances thématiques approfondies sur la participation sociale des personnes ayant un passé de réfugié. Les enquêtes quantitatives et qualitatives seront menées l'une après l'autre et répétées à intervalles réguliers afin de mettre en évidence les évolutions au fil du temps.

L'*enquête quantitative* aura pour but de recueillir des appréciations sur la participation à la société du point de vue des personnes réfugiées en se référant aux critères clés proposés précédemment. Les résultats proviendront d'une enquête menée auprès de réfugiés reconnus et de personnes admises à titre provisoire en Suisse, âgés d'au moins 18 ans et dont la procédure d'asile est terminée depuis au moins un an. L'*enquête qualitative* permettra d'approfondir certains aspects spécifiques des processus d'intégration. L'objectif sera d'obtenir des connaissances différenciées sur les facteurs qui contribuent à la réussite de certains aspects de la participation à la société. Le contenu spécifique de l'enquête qualitative ou de l'étude d'approfondissement sera défini à chaque fois sur la base des résultats de l'enquête quantitative. Les résultats issus des groupes de discussion pourront également être pris en considération (voir la section 4.4).

4.5.2 Idée de base du projet

L'*enquête quantitative* se composera de deux échantillons : un échantillon aléatoire et un échantillon ciblé. Le premier s'appuiera sur un échantillonnage aléatoire sur la base du cadre d'échantillonnage pour les enquêtes auprès des personnes et des ménages (SRPH) de l'OFS. Dans le cas de l'échantillon ciblé, les personnes seront sélectionnées en fonction de critères spécifiques et au moyen de méthodes empiriques, plus particulièrement via un échantillonnage boule de neige (Parker, Scott et Geddes, 2019) et un échantillonnage utilisant des « passeurs » ou intermédiaires (*gatekeepers*) (Lamprianou, 2021). L'*enquête qualitative* reposera sur un échantillonnage ciblé qui, comme pour l'enquête quantitative, sera obtenu au moyen d'un échantillon boule de neige et *gatekeepers*.

L'enquête quantitative sera réalisée en combinant deux méthodes différentes en tant qu'enquête à mode mixte (voir Diekmann, 2006, ainsi que Couper et Coutts, 2006). Elle reposera principalement sur un sondage en ligne (*computer assisted web interview*, CAWI), complété par des entretiens personnels assistés par ordinateur (*computer assisted personal interview*, CAPI). Les enquêtes qualitatives ou les études d'approfondissement feront appel à des entretiens structurés. Selon l'objet d'étude, il sera également possible de recourir à d'autres méthodes d'enquête qualitative (comme l'observation directe ou l'analyse documentaire).

La méthode de sélection à plusieurs niveaux décrite pour l'échantillonnage augmente la probabilité de participation des personnes ayant un passé de réfugié. La capacité à atteindre le groupe cible constitue un défi pour l'enquête qualitative, mais surtout pour l'enquête quantitative. Différentes mesures sont proposées pour y remédier (voir l'annexe C).

Le tableau ci-dessous synthétise les différents éléments et caractéristiques de l'enquête par méthodes mixtes. Ceux-ci sont ensuite présentés en détail dans les sections suivantes.

Enquête par méthodes mixtes : modèle séquentiel explicatif		
Phase	1 Enquête quantitative	2 Enquête qualitative
Population	Réfugiés reconnus et personnes admises à titre provisoire	Réfugiés reconnus et personnes admises à titre provisoire
Échantillonnage	Échantillon aléatoire sur la base du cadre d'échantillonnage SRPH (n = 1600) avec échantillon ciblé supplémentaire (boule de neige et <i>gatekeepers</i>) (n = 800)	Sélection guidée par des critères avec échantillonnage boule de neige et <i>gatekeepers</i> (n = 100)
Enquête	Sondage en ligne et entretien personnel	Entretien personnel structuré ; autres méthodes d'enquête qualitative si nécessaire
Contenu	Critères clés n ^{os} 1 à 6	Focalisation variable

Tableau 3 : Modèle séquentiel explicatif pour l'enquête par méthodes mixtes

L'enquête par méthodes mixtes suppose l'attribution de deux mandats par le SEM (voir tableau 4 ci-dessous). Le premier mandat comprend l'enquête quantitative, y compris le traitement des données au moyen de statistiques descriptives. Pour ce mandat, une collaboration à long terme avec un institut de sondage devrait être envisagée (mandat répété). Le second mandat sera lancé sur la base des résultats de l'enquête quantitative (et, le cas échéant, des résultats des groupes de discussion ; voir la section 4.4). Il comprendra des analyses quantitatives approfondies (comme des analyses de dépendance, des analyses d'interdépendance, etc.), ainsi qu'une étude qualitative sur un thème choisi, y compris la publication des résultats dans un rapport de recherche. Afin de pouvoir utiliser les compétences thématiques ou méthodologiques de différents mandataires potentiels, il est recommandé de lancer un appel d'offres unique pour les études d'approfondissement, en fonction de la priorité thématique retenue.

Les résultats des enquêtes par méthodes mixtes devront informer les décideurs politiques et le public sur la situation actuelle et les tendances en ce qui concerne la participation des réfugiés à la société en Suisse. Le traitement et la valorisation des résultats respecteront donc les critères de qualité des statistiques publiques et le principe de l'*Open Research Data*.

Enquête par méthodes mixtes : deux mandats		
Mandat	1 Enquête quantitative	2 Étude d'approfondissement
Périodicité	Récurrente	Unique
Tâches	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration du questionnaire - Mise en place de l'enquête en ligne - Échantillonnage aléatoire et ciblé - Collecte des données (en ligne [CAWI] et en face-à-face [CAPI]) - Traitement des données - Présentation des résultats à l'aide de statistiques descriptives 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyses statistiques d'une sélection des données de l'enquête quantitative - Conception et réalisation de l'enquête qualitative - Analyse des résultats par triangulation des données quantitatives et qualitatives - Rapport de recherche pour la publication des résultats

Tableau 4 : Mandats pour l'enquête par méthodes mixtes

4.5.3 Analyse, traitement des données et valorisation des résultats

Les résultats de l'enquête par méthodes mixtes seront mis à la disposition du public par le SEM. Les études d'approfondissement seront publiées sous la forme de rapports de recherche, sur le modèle des programmes de recherche de l'OFAS (PR-AI, Plateforme nationale contre la pauvreté, etc.). Les résultats de l'enquête quantitative pourront être publiés sous la forme d'indicateurs sur le site du suivi de l' AIS, par exemple sur le modèle des indicateurs de l'intégration de l'OFS¹¹. Avant de publier de telles données, il est préférable d'attendre que les premières séries temporelles soient disponibles.

Lors de la publication des résultats, il faudra tenir compte du fait que l'intégration des réfugiés est une question extrêmement politisée. Les risques d'instrumentalisation politique des résultats doivent donc être anticipés. Il faut mettre en balance les bénéfices et les dommages potentiels de la publication, en évaluant la probabilité d'un « double usage » des résultats (Aggarwal et Floridi, 2020) (voir aussi la section 4.2). La publication des résultats devrait donc être encadrée de manière compétente et réflexive, raison pour laquelle le suivi du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » requiert impérativement un plan de relations publiques.

Une coopération étroite entre le SEM et l'OFS devra être recherchée afin que les enseignements tirés de l'enquête par méthodes mixtes puissent être exploités pour développer la statistique publique. Dans ce contexte, une demande importante concerne une meilleure représentation des réalités de vie des groupes de population vulnérables et marginalisés dans les enquêtes par échantillonnage et les analyses de l'OFS. Le suivi de l' AIS dans le domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » peut fournir des informations utiles et des impulsions concrètes à ce sujet. Comme l'OFS ne publie que ses propres données statistiques, une publication par ses canaux ne serait envisageable qu'en associant étroitement cet office à la collecte des données sur la base d'un mandat correspondant de l'administration.

4.6 Remarques finales

En résumé, l'équipe de la ZHAW propose de mettre en place le suivi de l'encouragement de l'intégration dans le domaine « Vivre-ensemble et participation » au moyen de deux enquêtes de terrain périodiques. Le projet « Groupes de discussion » (section 4.4) vise à assurer le développement de l'offre et de la qualité par les cantons et les communes. Il s'appuie sur des discussions en groupe avec des spécialistes, des acteurs clés de la société civile et des réfugiés, offrant ainsi une approche qui intègre une pluralité de

¹¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration/indicateurs-integration.html>

perspectives. Le projet « Enquête par méthodes mixtes » (section 4.5) vise, quant à lui, à informer les responsables politiques et le public intéressé et à obtenir des informations importantes pour le pilotage de l'offre et le développement de l'encouragement de l'intégration. Il s'appuie sur la conjonction d'une enquête quantitative auprès des personnes réfugiées et d'études d'approfondissement sur différents sujets. La combinaison des deux enquêtes de terrain est tout d'abord de nature à fournir une base solide pour les éléments du rapport pluriannuel mentionnés dans le plan général du suivi de l'AIS (rapports sur les PIC, plateforme de savoir et programme de recherche). Elle fournit ensuite des éléments de contextualisation pour le suivi annuel (« cockpit »). Elle contribue enfin au développement de la statistique publique afin d'améliorer sa capacité à saisir et à représenter les réalités de vie des groupes marginalisés (dans ce cas, les personnes réfugiées) (voir la section 4.5).

La ZHAW n'avait pas pour mandat d'élaborer un modèle permettant de relier le suivi du domaine d'encouragement « Vivre-ensemble et participation » de l'AIS au processus périodique de conception, de mise en œuvre et d'évaluation des PIC. On notera toutefois que les deux enquêtes de terrain proposées, si elles étaient réalisées sur une base périodique, pourraient fort bien s'aligner sur le cycle quadriennal des PIC. Comme le processus des PIC, l'enquête faisant appel aux groupes de discussion est centrée sur le perfectionnement et l'assurance-qualité des offres d'intégration. Il ne fait donc aucun doute qu'une synchronisation de la périodicité favoriserait les synergies au niveau du contenu. L'enquête par méthodes mixtes, quant à elle, vise avant tout à informer les responsables politiques et l'opinion publique sur la participation sociale des personnes ayant un passé de réfugié. Certains résultats des enquêtes quantitatives et des études qualitatives d'approfondissement pourraient néanmoins être intégrés au processus des PIC afin d'identifier des exemples de réussite, de déterminer certains défis encore trop peu abordés et d'améliorer les mesures.

Le modèle d'enquête proposé accorde une grande importance aux expériences et aux appréciations des personnes ayant un passé de réfugié. En tant que protagonistes des processus d'intégration dans le cadre de l'AIS, ces personnes n'ont pas encore suffisamment la possibilité de faire valoir leur point de vue. Or, il est essentiel, si l'on entend améliorer durablement les offres de soutien et le cadre juridique, politique et institutionnel, de recueillir leurs perspectives, de mieux les comprendre et de les associer à l'élaboration future de la politique d'intégration. Il est important que les réfugiés soient également impliqués dans la collecte, la publication et la valorisation des données. Cela peut se faire, par exemple, dans le cadre du pré-testing lors de l'enquête, au moyen de groupes d'accompagnement lors d'études d'approfondissement, par une implication ciblée lors de publications et de conférences spécialisées ou, enfin, par une meilleure prise en compte des personnes ayant un passé de réfugié lors de l'attribution de postes et d'organes pertinents dans le domaine de l'asile et de l'intégration.

Bibliographie

- ADS (2016). Diskriminierungsrisiken für Geflüchtete in Deutschland. Eine Bestandsaufnahme der Antidiskriminierungsstelle des Bundes. https://www.antidiskriminierungsstelle.de/SharedDocs/forschungsprojekte/DE/Studie_DiskrRisiken_fuer_Gefluechtete.html
- Aggarwal, N. & Floridi, L. (2018). Ethics of Data Publication in the Context of Asylum Claims. SSRN Electronic Journal, S. 1-9. DOI: 10.2139/ssrn.3263377.
- Amelina, A. (2010). Transnationale Migration jenseits von Assimilation und Akkulturation. Transnationale Inklusion und hybride Wissensordnungen als konzeptionelle Alternativen zur Assimilations- und Akkulturationsdebatte. *Berlin Journal für Soziologie* 20, S. 257–279.
- Appau, S., Awaworyi Churchill, S. & Farrell, L. (2019). Social integration and subjective wellbeing. Melbourne: School of Economics, Finance & Marketing, RMIT University.
- Auer, D., Lacroix, J., Ruedin, D. & Zschirnt, E. (2019). Ethnische Diskriminierung auf dem Schweizer Wohnungsmarkt. Grenchen: Bundesamt für Wohnungswesen.
- Baier, D.; Bühler, J. & Hartmann, A. B. (2022). Ukrainische Flüchtlinge in der Schweiz: Ergebnisse einer Befragung zu Fluchterfahrungen und zur Lebenssituation. Verfügbar unter: https://digitalcollection.zhaw.ch/bitstream/11475/26256/3/2022_Baier-Buehler-Hartmann_Fluechtlingsbefragung_Bericht.pdf.
- Baumann, A. L., Egenberger, V. & Supik, L. (2018). Erhebung von Antidiskriminierungsdaten in repräsentativen Wiederholungsbefragungen. Bestandesaufnahme und Entwicklungsmöglichkeiten. Herausgegeben von der Antidiskriminierungsstelle des Bundes.
- Bashir, N. K. (2023). Community Gatekeepers: Power, Pitfalls and Possibilities when Recruiting and Researching Black, Asian, and Minority Ethnic (BAME) Participants. *The Qualitative Report*, (28:5), 1501-1519.
- Bastable, E.; Meng, P.; Fairbanks Falcon, S. & McIntosh, K. (2023). Using an Embedded Mixed Methods Design to Assess and Improve Intervention Acceptability of an Equity-Focused Intervention: A Methodological Demonstration. *Behavioral Disorders* (48:3), S. 201-211. DOI: 10.1177/0198742919880486. Verfügbar unter: <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0198742919880486>.
- Bloch, A. (2004). Survey research with refugees. *Policy Studies* (25:2), S. 139-151. DOI: 10.1080/0144287042000262215.
- Breckner, I. (2022). Wohnen und Flucht – eine Grundlegung. In: C. Hannemann, N. Hilti & C. Reutlinger (Hrsg.): *Wohnen. Zwölf Schlüsselthemen sozialräumlicher Wohnforschung*. Stuttgart: Frauenhofer IRB, S. 248-275.
- Breckner, I. & Sinning, H. (Hrsg.) (2022). *Wohnen nach der Flucht. Integration von Geflüchteten und Roma in städtische Wohnungsmärkte und Quartiere*. Wiesbaden: Springer.
- Bürklin, W. (2010). *Integration durch Partizipation*. Trier: SSG Sozialwissenschaften, USB Köln.
- Couper, M. P. & Coultts, E. (2006). Probleme und Chancen von Online-Erhebungen. In: Diekmann, A. (Hrsg.). *Methoden der Sozialforschung*, S. 217-243. Wiesbaden: Springer VS.
- Diehl, E. (Hrsg.) (2017). *Teilhabe für alle?! Lebensrealitäten zwischen Diskriminierung und Partizipation*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung.
- Diekmann, A. (Hrsg.). (2006). *Methoden der Sozialforschung*. Wiesbaden: Springer VS.
- Diekmann, D. & Fereidooni, K. (2019). Diskriminierungs- und Rassismuserfahrungen geflüchteter Menschen in Deutschland: Ein Forschungsüberblick. *Zeitschrift für Flucht- und Flüchtlingsforschung* 3. Jg., Heft 2, S. 343-360.
- Duncan G.J. & Kalton G. (1987): Issues of design and analysis of surveys across time. *International Statistical Review/Revue Internationale de Statistique* 55(1), 97–117.

- Espahangizi, K. (2019). Der Schweizer Migration-Integration-Komplex: postmigrantische Perspektiven. In: B. Ringger & P. Zwicky (Hrsg.). *Reclaim democracy: die Demokratie stärken und weiterentwickeln*. Zürich: Edition 8, S. 149-155.
- Fetters, M. D.; Curry, L. A. & Creswell, J. W. (2013). Achieving Integration in Mixed Methods Designs—Principles and Practices. *Health Services Research HSR*, S. 2134-2156. DOI: 10.1111/1475-6773.12117. Verfügbar unter: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/1475-6773.12117>.
- Fersch, B. & Breidahl, K. N. (2018). Building, breaking, overriding...? Migrants and institutional trust in the Danish welfare state. *Aalborg: International Journal of Sociology and Social Policy*.
- Foroutan, N. (2019). *Die Postmigrantische Gesellschaft. Ein Versprechen der pluralen Demokratie*. Bielefeld: transcript.
- Foroutan, N., Hamann, U., El-Kayed, N. & Jorek, S. (2017). *Berlin und Dresden. Welchen Zugang haben Geflüchtete zum Wohnungsmarkt?* Berlin: Mediendienst Integration.
- Franzen, A. (Hrsg.). (2007). *Sozialkapital: Grundlagen und Anwendungen*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Glick Schiller, N., Nieswand, B., Schlee, G., Çağlar, A., Karagiannis, E., Darieva, T., Yalçın-Heckmann, L. & Fosztó, L. (2004). Pathways of Migrant Incorporation in Germany. *Transit* 1(1), S. 1-18.
- Haug, W. (2019). *Données statistiques sur l'égalité de traitement et la discrimination selon l'origine et les caractéristiques ethnoculturelles. État des lieux et possibilités de la statistique publique et de la recherche scientifique en Suisse. Sur mandat du Service de lutte contre le racisme*, Berne : Département fédéral de l'intérieur.
- Hess-Klein, C. & Scheibler, A. (2022). *Aktualisierter Schattenbericht: Bericht der Zivilgesellschaft anlässlich des ersten Staatenberichtsverfahrens vor dem UN-Ausschuss für die Rechte von Menschen mit Behinderungen*. Bern: Editions Weblaw.
- Hossain, N., Friedhoff, C., Funder, M., Holtkamp, L. & Wiechmann, E. (2016). *Partizipation - Migration - Gender. Eine Studie über politische Partizipation und Repräsentation von Migrant_innen in Deutschland*. Baden-Baden: Nomos Verlag.
- Hummel, S., Krasowski, B., Midelia, S. & Wetendorf, J. (2017), *Rassistische Diskriminierung auf dem sächsischen Wohnungsmarkt. Situationsbeschreibung & Handlungsempfehlungen*. Leipzig: Antidiskriminierungsbüro Sachsen e.V.
- Ivankova, N. V.; Creswell, J. W. & Stick, S. L. (2006). Using Mixed-Methods Sequential Explanatory Design: From Theory to Practice. *Field Methods* (18:3), S. 3-20. DOI: 10.1177/1525822X05282260.
- Jacobsen, J. (2018). Language Barriers during the Fieldwork of the IAB-BAMF-SOEP Survey of Refugees in Germany. In D. Behr (Ed.), *Surveying the Migrant Population: Consideration of Linguistic and Cultural Issues* (pp. 75-84). Köln: GESIS - Leibniz-Institut für Sozialwissenschaften. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-58536-7>.
- Johansson, S., Schiefer, D. & Andres, N. (2016). *Was wir über Flüchtlinge (nicht) wissen. Der wissenschaftliche Erkenntnisstand zur Lebenssituation von Flüchtlingen in Deutschland. Eine Expertise der Robert Bosch Stiftung und des SVR-Forschungsbereichs*.
- Jourdan, V. (2015). *Méthodes pour limiter la non-réponse pour la vague 3 d'une enquête longitudinale*. Verfügbar unter: https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/114615/917581/file/S10_7_ACTE_V1_JOURDAN_JMS2015.PDF.
- Kaesler, L. (2018). Adapting Quantitative Survey Procedures: The Price for Assessing Vulnerability? Lessons from a Large-Scale Survey on Aging and Migration in Switzerland. In: Oris, M. ; Roberts, C. ; Joye, D. & Stähli, M. S. *Surveying Human Vulnerabilities across the Life Course*. Springer Open. Verfügbar unter: <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-319-24157-9>.

- Kast, A. (2006). Gesellschaftliche Teilhabe sichern: Partizipation von Migrantinnen und Migranten in der «Sozialen Stadt» Berlin. Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Kehrli, C., Knöpfel, C., Bochsler, Y. & Fritschi, T. (2016). Wohnversorgung armutsbetroffener und -gefährdeter Haushalte. CHSS Soziale Sicherheit 03.06.2016, <https://sozialesicherheit.ch/de/wohnversorgung-armutsbetroffener-und-gefaehrdeter-haushalte/>
- Kelle, U. (2014). Mixed Methods. In: Bauer, N. & Blasius, J. (Hrsg.). Handbuch Methoden der empirischen Sozialforschung, S. 153-166. Wiesbaden: Springer VS.
- Kessl, F. & Reutlinger, C. (2007). Schlüsselwerke der Sozialraumforschung. Traditionslinien in Text und Kontext. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Kroh, M.; Böhm, A.; Brücker, H.; Jacobsen, J.; Kühne, S.; Liebau, E.; Scheible, J. A.; Schupp, J.; Siegert, M. & Trübswetter, P. (2018). Die IAB-BAMF-SOEP Befragung von Geflüchteten: Studiendesign und Feldergebnisse der Welle 1 (2016). In: Brücker, H.; Rother, N. & Schupp, J. (Hrsg.). IAB-BAMF-SOEP-Befragung von Geflüchteten 2016: Studiendesign, Feldergebnisse sowie Analysen zu schulischer wie beruflicher Qualifikation, Sprachkenntnissen sowie kognitiven Potenzialen. Berlin: Bundesamt für Migration und Flüchtlinge. Verfügbar unter: https://www.bamf.de/Shared-Docs/Anlagen/DE/Forschung/Forschungsberichte/fb30-iab-bamf-soep-befragung-gefluechtete-2016.pdf?__blob=publicationFile&v=14.
- Kuckartz, U. (2018). Qualitative Inhaltsanalyse. Methoden, Praxis, Computerunterstützung. Weinheim; Basel: Beltz Juventa.
- Kühne, S.; Jacobsen, J. & Kroh, M. (2019). Sampling in Times of High Immigration: The Survey Process of the IAB-BAMF-SOEP Survey of Refugees, Survey Methods: Insights from the Field, ISSN 2296-4754, FORS (Swiss Foundation for Research in Social Sciences), Lausanne.
- Lamprianou, L. (2021). Surveying through gatekeepers in social research: Methodological problems and suggestions. International Journal of Social Research Methodology, (25:6), S. 783-795.
- Mecheril, P., Oscar, T.O., Melter, C., Arens, S. & Romaner, E. (2016). Migrationsforschung als (Herrschafts-)Kritik! In: T. Geier & U. Zabrowski (Hrsg.): Migration: Auflösungen und Grenzziehungen, Studien zur Schul- und Bildungsforschung, S. 17-41.
- Mogge-Grotjahn, H. (2022). Gesellschaftliche Teilhabe. Grundlagen professioneller Haltung und Handlung. Stuttgart: Kohlhammer.
- Munsch, C. (2005). Die Effektivitätsfalle. Bürgerschaftliches Engagement und Gemeinwesenarbeit zwischen Ergebnisorientierung und Lebensbewältigung. Hohengehren. Schneider Verlag.
- Nieswand, B. & Drotbohm, H. (Hrsg.) (2014). Kultur, Gesellschaft, Migration: Die reflexive Wende in der Migrationsforschung. Wiesbaden: Springer.
- Nottmeyer, O. (2010). Interethnische Partnerschaften: was sie auszeichnet - und was sie über erfolgreiche Integration aussagen. Berlin: German Institute for Economic Research.
- OCDE (2022). Instaurer la confiance pour renforcer la démocratie. Paris : Éditions OCDE.
- Paparusso, A. (2021). Immigrant Integration in Europe. Cham: Springer.
- Platt L., Luthra R. & Frere-Smith T. (2015). Adapting chain referral methods to sample new migrants: Possibilities and limitations. Demographic Research 33, 665–700.
- Parker, C., Scott, S. & Geddes, A. (2019). *Snowball Sampling*. SAGE Research Methods Foundations. doi:10.4135/. Verfügbar unter: <https://eprints.glos.ac.uk/6781/>.
- Porst, R. (2001). Wie man die Rücklaufquote bei postalischen Befragungen erhöht. (GESIS-How-to, 9). Mannheim: Zentrum für Umfragen, Methoden und Analysen -ZUMA-. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-201415>.
- Probst, J.; Ruedin, D.; Bodenmann, P.; Efonayi-Mäder, D. & Wanner, P. (2021). Littérature en santé relatif covid-19 : Focus sur la population migrante. Sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique. Verfügbar unter:

https://assets.ctfassets.net/fclxf7o732gj/4mMFteNh8lcAMwL-Toh891e/4099631f8fb29fae10ff6fbbcc787853/Population_migrante_litt_ratie_en_sant_relative_au_covid19.pdf (08.08.2024).

- Ratheiser, V., Gruber, M., Heller, C., Pöcher, J. & Stainer-Hämmerle, K. (2019). Der Eingliederungsprozess von langfristig aufenthaltsberechtigten Drittstaatsangehörigen aus Syrien, Afghanistan und den Irak in Österreich. Eine qualitative Studie. Eine Studie im Auftrag des Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds (AMIF).
- Roth, R. (2012). Integration durch Partizipation – eine vernachlässigte Handlungsoption. Berlin: VHW - Bundesverband Wohnen und Stadtentwicklung.
- Sala, E. & Lynn, P. (2009). The potential of a multi-mode data collection design to reduce non response bias. The case of a survey of employers. *Qual Quant* (43), S. 123-136. DOI: 10.1007/s11135-007-9148-5.
- Salzwedel, A. (2023). Herausforderungen und Chancen der Integration von Geflüchteten in den deutschen Arbeitsmarkt. In: Ternès von Hattburg, A. & Grancy, C.D. de (Hrsg.). *Agenda HR – Digitalisierung, Arbeit 4.0, New Leadership: Was Personalverantwortliche und Management jetzt nicht verpassen sollten*. Wiesbaden: Springer. S. 329-351.
- Sauer, M. (2009). Teilhabe und Orientierung türkeistämmiger Migrantinnen und Migranten in Nordrhein-Westfalen. Essen: Stiftung Zentrum für Türkeistudien.
- Schiefer, D. (2017). Wie gelingt Integration? Asylsuchende über ihre Lebenslagen und Teilhabeperspektiven in Deutschland. Eine Studie des Forschungsbereichs beim Sachverständigenrat deutscher Stiftungen für Integration und Migration (SVR) und der Robert Bosch Stiftung.
- Schinkel, W. (2018). Against 'immigrant integration': for an end to neocolonial knowledge production. *CMS* 6, 31/2018.
- Schittenhelm, K. (2021). Theoretisches und praktiziertes Sampling. Zwischen Felderkundung, Theoriebildung und Gütesicherung, *ZQF – Zeitschrift für Qualitative Forschung* (22:2), S. 283-298. <https://doi.org/10.3224/zqf.v22i2.07>
- Secrétariat d'État aux migrations SEM (2023). Asile : statistiques de 2022. Berne : SEM. Consultable sur : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-93006.html>.
- Secrétariat d'État aux migrations SEM (2020). Suivi de l' AIS : plan général. Consultable sur : <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/integration-einbuengerung/integrationsfoerderung/monitoring.html>.
- Söhn, J. & Marquardsen, K. (2017). Erfolgsfaktoren für die Integration von Flüchtlingen. Forschungsbericht Nr. 484 im Auftrag des Bundesministeriums für Arbeit und Soziales. Verfügbar unter: <https://www.bmas.de/DE/Service/Publikationen/Forschungsberichte/fb-484-erfolgsfaktoren-in-integration-fluechtlinge.html> (08.08.2024).
- Sulaiman-Hill, C. M. R. & Thompson, S. C. (2011). Sampling challenges in a study examining refugee resettlement. *International Health and Human Rights* (11:2), S. 1-10. Verfügbar unter: <http://www.biomedcentral.com/1472-698X/11/2>.
- Supik, L. (2014). Statistik und Rassismus. Das Dilemma der Erfassung von Ethnizität. Frankfurt/New York: Campus.
- Supik, L. (2016). Statistik und Diskriminierung. In: A. Scherr, A. El-Mafaalani & E. Gökçen Yüksel (Hrsg.): *Handbuch Diskriminierung*. Wiesbaden: Springer.
- Tucci, I., Eisnecker P. & Brücker, H. (2014). *Wie zufrieden sind Migranten mit ihrem Leben?* Berlin: DIW Berlin - Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung e. V.
- Vento, I. (2021). Homeland Political Trust Among Emigrants: The Case of Finland-Swedes. Helsinki: *Frontiers in Political Science*.

- Wansing, G.; Schäfers, M.; Köbsell, S. (Hrsg.). (2022). Teilhabeforschung – Konturen eines neuen Forschungsfeldes. Wiesbaden: Springer VS.
- Warin, P. (2018). The analysis of non take-up: beyond the service relation model. Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit 23: 60-75.
- Wehden, L.-O. (2023): Gatekeeping-Prozesse als Grundlage der Nachrichtenverbreitung in Sozialen Medien. In: Wehden, L.O. (Hrsg.). Journalistische Gatekeeper in den Sozialen Medien: Eine empirische Analyse der Nachrichtenverbreitung durch Journalist*innen anhand von Ereignis- und Meldungsmerkmalen. Wiesbaden: Springer VS. S. 85-155.
- Wihstutz, A. (2019). Mittendrin und aussen vor – Geflüchtete Kinder und die Umsetzung von Kinderrechten in Deutschland. In: Wihstutz, A. (Hrsg.). Zwischen Sandkasten und Abschiebung. Zum Alltag junger Kinder in Unterkünften für Geflüchtete. Opladen/Berlin/Toronto: Verlag Barbara Budrich. S. 45-74.
- Wimmer, A. (2002). Multikulturalität oder Ethnisierung? Kategorienbildung und Netzwerkstrukturen in drei schweizerischen Immigrantenvierteln. Zeitschrift für Soziologie, 31/01, S. 4-26.
- Young, J. M.; O'Halloran, A.; McAulay, C.; Pirotta, M., Forsdike, K.; Stacey, I. & Currow, D. (2015). Unconditional and conditional incentives differentially improved general practitioners' participation in an online survey: randomized controlled trial. Journal of Clinical Epidemiology (68:6), S. 693-697.

Annexes (Anhang)

A. Projektorganisation und Projektverlauf

A.1. Projekt-Factsheet des SEM

Soziale Integration von geflüchteten Personen im Rahmen des Monitorings IAS

Schlüsselkriterien zur Messung der sozialen Integration von Geflüchteten

Hintergrund

Für eine bessere Integration der Zielgruppe der vorläufig aufgenommenen Personen (VA) und anerkannten Flüchtlinge (FL) haben sich Bund und Kantone im Frühling 2018 auf die Lancierung der [Integrationsagenda Schweiz \(IAS\)](#) als Ergänzung und Konkretisierung der KIP¹ geeinigt. Zusätzliche strategische Wirkungsziele sollen die Integration von VA/FL gezielt und nachhaltig verbessern. Mit der IAS haben sich Bund und Kantone darauf geeinigt, ein Monitoring aufzubauen. Das Monitoring soll Bund und Kantonen langfristig die Überprüfung der Zielerreichung der fünf im Rahmen der IAS festgelegten Wirkungsziele ermöglichen. Mit dem Monitoring soll auch beurteilt werden können, ob die Massnahmen der IAS die gewünschte Wirkung entfalten und wo gegebenenfalls Anpassungsbedarf besteht. Aktuell läuft hierzu bis Ende 2023 eine Pilotphase (vgl. [Gesamtkonzept Monitoring IAS](#)).

Das Monitoring soll standardisierte Indikatoren und Entwicklungsverläufe zu Massnahmen der Integrationsförderung und zum Integrationserfolg im Asyl- und Flüchtlingsbereich ausweisen. Für den Förderbereich „Zusammenleben“ konnten bisher keine aussagekräftigen Indikatoren zur Operationalisierung des Wirkungsziels IAS zur sozialen Integration definiert werden.

Mit dem Monitoring IAS wurde ein Forschungs- und Evaluationsprogramm (FoP) KIP geschaffen. Damit sollen spezifische Fragestellungen vertieft untersucht werden oder auch methodische Entwicklungen zu den im Monitoring nicht abgedeckten Wirkungszielen vorangetrieben werden. Im Bereich Soziale Integration soll nun eine solche Methodenentwicklung für die Wirkungsmessung erfolgen.

Auftrag

Der Auftrag ist, Erkenntnisse zur Messung der Ziele für VA/FL im Bereich Soziale Integration zu generieren. In einem ersten Schritt sollen **Schlüsselkriterien herausgearbeitet werden, welche es erlauben, die soziale Integration von VA/FL in der Schweiz abzuschätzen bzw. zu messen**. Es geht darum, vertiefte Informationen dazu zu erhalten, wie aus Sicht der Betroffenen und Beteiligten der Gegenstand der „soziale Integration“ erfasst werden kann, resp. wie die Teilhabe von VA/FL am gesellschaftlichen Leben gemessen werden kann. Dafür sind Fragen auf verschiedenen Ebenen relevant: zum Beispiel auf einer emotionalen (Zugehörigkeit und Identität), einer strukturellen (Zugänglichkeit und Teilhabe) oder auch auf einer sozialen Ebene (Kontakte und Interaktion). Sowohl die individuelle Sicht von VA/FL als auch die Sicht von betroffenen Akteurinnen und Akteure aus der Zivilgesellschaft und aus Gemeinden und Kantonen (fallführende Stellen, Projektträger, Anbietende von Massnahmen, Vereine, freiwillig Engagierte, Schlüsselpersonen etc.) sind von Interesse.

In einem zweiten Schritt wird es darum gehen, ein **Vorgehen zur regelmässigen Messung** der Ziele im Rahmen des Monitorings zur IAS zu konzipieren, welches erlaubt, ab 2024 die Erhebung zu verstetigen. Das Konzept soll aufzeigen, wie die Messung konkret umgesetzt werden kann. Es muss sich dabei nicht zwingend um eine Monitoring-Erhebung mit Indikatoren handeln, je nach Ergebnissen des ersten Teils können auch andere Vorschläge zum Tragen kommen.

Das Mandat umfasst somit folgende Produkte:

- Bericht mit ersten Erkenntnissen zur Messung der Ziele im Förderbereich Zusammenleben
- Konzept mit realistischem Vorgehen für eine regelmässige Erhebung
- Schlusspräsentation Ende 2024

Umsetzung

Den Zuschlag für die Umsetzung des Projekts hat die Offerte der ZHAW, Institut für Vielfalt und gesellschaftliche Teilhabe unter der Führung von Prof. Peter Streckeisen und Prof. Eva Mey erhalten. Das Projektteam aus ZHAW und SEM wird durch eine Begleitgruppe ergänzt.

Die zwei Teile des Projektes sind folgendermassen aufgebaut:

Teil 1: Für eine wissenschaftlich fundierte Erarbeitung von Schlüsselindikatoren zur Überprüfung der Wirkungsziele verwendet die ZHAW ein qualitatives Forschungsdesign. Dabei sind verschiedene Elemente vorgesehen:

- Literatur-, Dokumenten- und Datenanalyse
- Interviews mit Expertinnen und Experten und Geflüchteten
- Ausarbeitung Schlüsselindikatoren
- Oktober 2023: Zwischenbericht zuhanden SEM und Begleitgruppe

Teil 2: Als erstes werden die Rückmeldungen von SEM und der Begleitgruppe eingearbeitet und daraus Varianten zur Erhebung Workshops mit Kantonen, Expertinnen und Experten ausgearbeitet. Danach folgen die weiteren Schritte:

- Variantenworkshop: Workshop mit allen Kantonen und Integrationsfachstellen mit dem Ziel, verschiedene Varianten zur Erhebung zu teilen und diskutieren.
- Vorschlag zuhanden SEM, welche Variante weiterverfolgt werden soll. Es ist auch denkbar, dass auf der Grundlage des Workshops eine zusätzliche Variante oder Mischvariante formuliert und vorgeschlagen wird. Das SEM fällt den definitiven Variantenentscheid.
- Entwicklungsworkshops: In enger Zusammenarbeit mit ausgewählten Kantonsvertretungen wird an der Operationalisierung der gewählten Variante des Erhebungskonzepts gearbeitet.
- **Juni/Juli 2024 Zwischenbericht 2:** Die Finalisierung orientiert sich am Ziel, ein Erhebungskonzept auszuarbeiten, das möglichst direkt zur Entscheidungsfindung und Umsetzung gebracht werden kann. Die Erhebungsinstrumente sind fertig ausgearbeitet, die involvierten Akteurinnen und Akteure werden benannt und der Aufwand für die jährliche Erhebung wird geschätzt. Im Konzept wird zudem ausgeführt, inwiefern die Qualitätskriterien (Objektivität, Reliabilität und Validität) erfüllt sind bzw. worauf zu deren Gewährleistung besonders geachtet werden muss.

Der Zwischenbericht 2 wird mit dem SEM und der Begleitgruppe des Projekts diskutiert. Die Resultate fliessen in den **Schlussbericht** ein. Auf Basis des Schlussberichts sollen die Entscheide zur Realisierung des Erhebungsinstruments getroffen werden. Die Kantone bzw. betroffenen Stellen werden für die Umsetzung geeignet einbezogen.

A.2. Mitglieder der Begleitgruppe

Sibel Karadas , Integrationsdelegierte Kanton Aargau
Etienne Guerry , Asylkoordinator Kanton Fribourg
Jris Bischof , Fachbereichsleiterin Migration Generalsekretariat SODK
Regina Bühlmann Geschäftsführerin Konferenz der Integrationsdelegierten (KID), Generalsekretariat KdK
Brigitte Schletti , Quartierarbeiterin, Vereinigung Berner Gemeinwesenarbeit (am Kickoff: Nina Müller)
Bernhard Heeb , Städteinitiative, Leiter Migration; Abteilungsleiter Arbeits- und soziale Integration (ASI), Basel
Carsten Schmidt , Leiter Migration, Evangelisch-Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn
Michael Egli , Leiter Fachstelle Migrationspolitik, Caritas Schweiz
Iris Stucki , Leiterin Sektion Gesellschaftliche Integration, Abteilung Integration, SEM Ab September 2023: Adrian Gerber , Leiter Abteilung Integration, SEM
Marion Aeberli , BFS, Abteilung Migration und Demographie; Vertretung bei Abwesenheit: Johanna Probst , BFS, Abteilung Migration und Demographie
Kijan Espahangizi , Migrationsforscher Universität Zürich, Geschäftsführer «Geschichte des Wissens», Institut INES
Denise Efionay-Mäder , Projektleiterin und Vizedirektorin am Schweizerischen Forum für Migrations- und Bevölkerungsstudien SFM der Universität Neuchâtel

A.3. Atelier avec cantons et villes (février 2024)

Invitation à l'atelier

Zurich, le 18 janvier 2024

Chères et chers spécialistes de l'intégration des réfugiés

La confédération et les cantons se sont mis d'accord de mettre sur pied un suivi dans le cadre de l'agenda intégration suisse (AIS). Pour l'instant, il n'a pas été possible de définir des indicateurs valables couvrant le domaine du « vivre ensemble ». Pour cette raison, le Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) nous a donné mandat au printemps 2023 de développer des connaissances approfondies concernant la mesure des objectifs fixés en matière d'intégration sociale des réfugié.e.s et des personnes admises à titre provisoire en Suisse.

Ce mandat se déroule en deux étapes. D'abord il s'agissait d'élaborer des critères-clé définissant le contenu des processus d'intégration. Entre mai et octobre 2023 nous avons conduit des analyses de littérature, de documents et de données à cet effet. Nous avons également réalisé des entretiens avec des expert.e.s et des personnes réfugiées. Sur cette base, nous proposons une conception large de l'intégration sociale : Cette dernière ne se limite pas à des mesures ciblées pour les réfugié.e.s les plus vulnérables sans accès à la formation et au marché de travail mais désigne la participation des personnes réfugiées à la société suisse dans toutes les dimensions de la vie sociale.

Voici les critères de base que notre équipe de la ZHAW propose pour tenir compte de cette conception large de l'intégration sociale :

1. Structures d'encouragement et mesures d'intégration
2. Logement et situation de vie
3. Liens et réseaux
4. Accès et participation
5. Contacts et expériences avec les autorités
6. Autodétermination et bien-être subjectif

Alors que les deux premiers critères de base mettent l'accent sur des conditions-cadre importants de l'intégration sociale, les critères 3 à 5 visent à mesurer à travers les interactions sociales dans différents domaines la substance proprement dite dont consistent les processus d'intégration. À cet égard, les interactions dans l'entourage privé ou personnel (critère 3) sont cruciales, mais également les interactions dans l'espace public (marché du travail, système de formation, culture, politique) et la société civile (critère 4) ainsi qu'avec des représentant.e.s des institutions étatiques. Pour finir, le sixième critère est de nature synthétique en mettant l'accent sur la perspective des personnes réfugiées. Dans tous les critères, l'accent sera mis sur la qualité des interactions plutôt que sur la quantité (combien de contacts), en tenant compte des expériences et des points de vue des réfugié.e.s et des personnes admises à titre provisoire.

Dans la deuxième partie du mandat il s'agit d'élaborer les instruments permettant de collectionner les données permettant de mesurer l'intégration sociale. Dans cette perspective nous avons esquissé trois options qui se trouvent dans l'annexe de cette lettre (« fiches signalétiques ») :

- Groupes de discussion PLUS

- Consultation qualitative des réfugié.e.s et personnes admises à titre provisoire
- Enquête quantitative parmi les réfugié.e.s et personnes admises à titre provisoire

L'atelier du 1er février sert à discuter avec vous de la pertinence et de la faisabilité des options proposées. Tout comme au SEM, il nous paraît très important de tenir compte de votre expertise extraordinaire. Après l'atelier, le SEM décidera de la suite à donner à ce processus et nous donnera mandat élaborer plus en détail les instruments pour la collection des données servant de base au suivi de l'intégration sociale dans le cadre de l'AIS.

Nous savons que la mesure des objectifs d'intégration sociale des réfugié.e.s et personnes admises à titre provisoire pose des défis méthodologiques et éthiques particuliers. Pour cette raison, nous proposons de renoncer à un modèle traditionnel de suivi basé sur un seul indicateur (ou sur un petit nombre d'indicateurs). Nous sommes de l'avis que la qualité est plus importante que la quantité en la matière: Notamment, plutôt que de maximiser le nombre de données récoltées ou de récolter des données à des intervalles très courts, il faut viser à garantir la qualité des données, des analyses et de la diffusion des résultats la plus élevée possible. Un autre principe qui nous paraît crucial : Il est nécessaire de consulter les personnes réfugiées elles-mêmes. Quelle que soit la décision prise par le SEM suite à l'atelier : Il est prévu d'enquêter sur les expériences et des points de vue de réfugié.e.s et personnes admises à titre provisoire d'une manière inédite jusqu'ici en Suisse.

Plus de 50 spécialistes de l'intégration provenant de tous les cantons et d'une dizaine de villes se sont inscrit.e.s à l'atelier. Ce dernier se déroule en deux parties. D'abord, le SEM explique le contexte du mandat et notre équipe de la ZHAW informe sur le processus et sur les résultats de la première étape (critères). Par la suite, un World Café offre des espaces pour discuter des options proposées. Dans ce cadre, vous avez la possibilité de vous prononcer sur chacune des trois options, l'une après l'autre.

L'atelier aura lieu dans les locaux du SEM à Berne Wabern et commence à 13h30. Nous vous prions d'être sur place assez tôt pour qu'il soit possible de démarrer à l'heure. Vous trouverez des flèches indiquant le chemin pour se rendre à la salle. Il n'est donc pas nécessaire de s'annoncer à la réception de l'entrée principale du SEM, vous êtes invité.e.s à suivre directement les flèches.

Nous nous réjouissons de vous rencontrer le 1^{er} février et vous remercions d'avance de l'intérêt que vous portez à ce processus.

Pour l'équipe de la ZHAW :

Peter Streckeisen & Eva Mey

Option 1 « Groupes de discussion PLUS »

Descriptif

Tous les 2 ou 3 ans des groupes de discussion avec des spécialistes et des personnes réfugié.e.s sont réalisés dans 12 à 15 régions qui couvrent toute la Suisse. L'objectif consiste à saisir des expériences et des appréciations concernant *l'état de l'intégration sociale* et *l'offre des mesures d'encouragement* dans les régions. Il s'agit également d'identifier des bons exemples qui peuvent servir de modèle. Les discussions en groupe se font sur la base d'une grille d'entretien qui reste stable d'une réalisation à l'autre afin de permettre des comparaisons dans une perspective longitudinale (transformations de l'offre des mesures d'encouragement et de l'état de l'intégration sociale).

Méthodologie

Par la création de 12 à 15 régions, les petits cantons seront regroupés. Ce regroupement pourrait s'appuyer sur les régions d'asile du SEM, en les subdivisant. Dans chaque région, trois groupes de discussion sont créés :

1. Groupe autorités: Groupe de discussion avec des responsables de l'intégration de la région, notamment délégué.e.s cantonales (et communales) à l'intégration, coordinateurs/-trices en matière d'asile et éventuellement responsables du domaine d'encouragement « vivre ensemble » (4 à 8 personnes en fonction de la taille de la région).
2. Groupe spécialistes: Groupe de discussion avec 7 à 8 spécialistes des domaines de l'asile, de l'intégration et du social *en contact direct avec la population cible* (travail social de bas seuil, lieux de rencontres, éventuellement aussi des réseaux de la société civile). Le choix des participant.e.s se fait de manière ciblée. La composition des groupes est stabilisée d'une réalisation à l'autre afin de permettre des comparaisons dans le temps (améliorations dans une région etc.). Les discussions de groupe ont lieu en ligne.
3. Groupe réfugié.e.s: Groupe de discussion avec 7 à 8 réfugié.e.s ou personnes admises à titre provisoire en Suisse. Le choix des participant.e.s se fait de manière ciblée en tenant compte de la durée de résidence en Suisse, du permis de séjour, du niveau de formation, des connaissances linguistiques, et des formes et degrés de vulnérabilité. Groupe de discussion PLUS : Avec des personnes vulnérables, il est préférable de réaliser des entretiens individuels plutôt que des discussions en groupes, comme les résultats de la première partie du mandat l'ont montré. Si nécessaire, des entretiens sont réalisés en collaboration avec des interprètes. En règle générale, discussions de groupe et entretiens individuels se font sur place.

L'analyse produit des résultats spécifiés sur le plan des régions et des groupes de participant.e.s d'une part, mais aussi bien sur le plan général de l'autre.

Contenu

Les discussions de groupe couvrent l'ensemble des critères de base proposés par l'équipe de la ZHAW : structures d'encouragement et mesures d'intégration ; logement et situation de vie ; liens et réseaux ; accès et participation ; contacts et expériences avec autorités ; autodétermination et bien-être subjectif. Dans ce cadre, la grille d'entretien spécifie des aspects concrets et pertinents. En ce qui concerne les structures d'encouragement et les mesures d'intégration, des modèles à suivre seront récoltés et communiqués.

Acteurs impliqués

La récolte des données et l'analyse sont réalisées par un institut de recherche indépendant dans le cadre d'un mandat du SEM.

Appréciation

- **Points forts** : La combinaison de perspectives différentes permet de saisir un éventail riche d'expériences et de points de vue concernant les mesures d'encouragement et l'état de l'intégration sociale dans toutes les régions de la Suisse, en tenant compte du vécu des personnes réfugié.e.s aussi bien que du savoir des spécialistes. Participation ciblée des personnes vulnérables sans accès à la formation et au marché du travail. Récolte et diffusion de bons exemples pouvant servir de modèle. Grâce à la pluralité des perspectives et une approche qui couvre toute la Suisse tout en tenant compte de différences régionales, cette option rencontre probablement une acceptation élevée de la part des principaux acteurs intéressés.

Points faibles : Les résultats ne sont pas représentatifs d'un point de vue statistique. Un défi particulier réside dans la composition ciblée des groupes de discussion respectivement le recrutement de participant.e.s.

Option 2 « Consultation qualitative de personnes réfugiées »

Descriptif

Tous les 5 ans, une consultation qualitative de personnes réfugiées dans toute la Suisse est réalisée permettant une *analyse approfondie des processus et types d'intégration sociale* sur la base des expériences des réfugié.e.s et des personnes admises à titre provisoire. Il s'agit de saisir les processus d'intégration dans leur complexité afin de les analyser en s'intéressant notamment aux trajectoires, aux ressources nécessaires et aux défis et obstacles. Cette approche permet de développer un savoir différencié concernant les conditions de réussite des processus d'intégration qui peut servir de base au développement de mesures d'intégration et à l'adaptation des conditions structurelles de l'intégration des personnes réfugié.e.s en Suisse.

Méthodologie

Un échantillon de 80 personnes réfugié.e.s est construit sur la base de critères prédéfinis. Ces personnes sont interrogées sur leurs expériences et leurs perceptions du processus d'intégration personnel. 50 % (ou plus) des personnes interviewées n'ont pas encore accès à une formation ou à une activité lucrative en Suisse. Néanmoins, la consultation s'intéresse également aux expériences et aux défis rencontrés par des personnes réfugié.e.s se trouvant dans une mesure de formation ou exerçant une activité lucrative. En outre, lors de la construction de l'échantillon, les critères suivants sont retenus: la durée de résidence en Suisse, le permis de séjour, l'âge, le genre, la situation familiale, le niveau de formation, la connaissance de la langue et les régions linguistiques de la Suisse. L'accès aux personnes réfugié.e.s se réalise à travers les logements collectifs, les services sociaux, les offres d'intégration et le travail social de bas seuil (par exemple dans les quartiers, à travers les églises etc.). Une attention particulière est portée à garantir l'accès aux personnes vulnérables. Si nécessaire, les entretiens sont réalisés en collaboration avec des interprètes. L'analyse des entretiens met l'accent sur une reconstruction des trajectoires d'intégration différents, permettant l'identification des étapes cruciales, des ressources nécessaires et des obstacles à surmonter.

Contenu

La consultation qualitative couvre l'ensemble des critères de base définis par l'équipe de la ZHAW : structures d'encouragement et mesures d'intégration ; logement et situation de vie ; liens et réseaux ; accès et participation ; contacts et expériences avec les autorités ; autodétermination et bien-être subjectif.

Acteurs impliqués

La récolte des données et l'analyse sont réalisées par un institut de recherche indépendant dans le cadre d'un mandat du SEM.

Appréciation

- **Points forts** : Plus que les autres options, celle-ci permet de tenir compte de la complexité et des particularités individuelles des processus d'intégration. Dès lors, il sera possible de développer des connaissances approfondies concernant les conditions d'efficacité, la durabilité des effets ou les effets involontaires des programmes d'intégration. De même, le rôle de différentes personnes

clés, ou des liens entre santé et intégration sociale, peut être analysé. Dans une perspective longitudinale, des transformations des expériences et des typologies prédominantes dans les trajectoires d'intégration peuvent être analysées et rapportées au cadre des mesures et de la politique d'intégration. En outre, l'approche qualitative produira des indications permettant de développer des instruments statistiques pour le suivi de l'intégration sociale, si besoin en est.

- **Points faibles** : Les résultats ne sont pas représentatifs d'un point de vue statistique. Les défis éthiques et concernant la communication avec les personnes réfugié.e.s pour créer des liens de confiance, notamment lors qu'il s'agit d'expliquer les objectifs de la consultation (à quoi servent les résultats ?), sont considérables. Ceci pèse d'autant plus lourd que les personnes interviewées seront invitées à communiquer des informations personnelles sans jouir d'un bénéfice immédiat en retour.

ÉBAUCHE

Option 3 « Enquête quantitative de personnes réfugiées »

Descriptif

Les personnes réfugiées résidentes en Suisse sont consultées à propos de leur intégration sociale. L'accent est mis sur l'appréciation personnelles des processus d'intégration et sur l'évaluation des possibilités d'accès et de participation. L'enquête vise à produire des données statistiques représentatives exprimant l'état de leur intégration sociale et les possibilités d'accès à la vie sociale du point de vue des personnes réfugiées.

Méthodologie

L'enquête repose sur un échantillon aléatoire stratifié de la population des réfugiés et personnes admises à titre provisoire en Suisse sur la base du SYMIC. La stratification (par exemple selon l'âge, le sexe, la formation, la nationalité, la région d'asile et la durée de résidence en Suisse) sera contrôlée au moyen de trois recalibrages au maximum. Si nécessaire pour atteindre la stratification, des personnes réfugiées choisies de manière ciblée pourront être contactées en collaboration avec des organisations de la société civile ou des œuvres d'entraide. L'objectif est d'assurer la participation de 1'000 personnes au minimum. La communication se fera en coopération avec des organisations de la société civile et des œuvres d'entraide qui jouissent de la confiance des personnes réfugiées.

Dans la mesure du possible, le questionnaire intègre des questions et des variables contenues dans d'autres sondages représentatifs de l'OFS ou d'enquêtes similaires d'autres pays (par exemple l'enquête IAB-BAMF-SOEP auprès des personnes réfugiées en Allemagne) afin de favoriser la possibilité de comparer les résultats. Le questionnaire sera testé en collaboration avec des organisations de la société civile et des experts de l'aide aux réfugiés. Il sera traduit dans les 8 langues principales que parlent les personnes réfugiées en Suisse.¹

Grâce à une combinaison de méthodes de sondage (en ligne, par courrier, sur place), qui tient compte des spécificités de la population cible, un taux de réponse aussi élevé que possible est assuré. En plus, des encouragements sous forme de bons ou autres seront offerts pour la participation à l'enquête.

Les résultats seront significatifs au niveau des régions d'asile du SEM. L'enquête pourra être réalisée tous les 3 à 5 ans.

Contenu

L'enquête couvre les critères-clé 2 à 6 (logement et situation de vie ; relations et réseaux ; accès et participation ; contacts et expériences avec les autorités ; autodétermination et bien-être).

Acteurs impliqués

L'OFS sera associé à l'élaboration du concept de l'enquête. La collaboration avec les organisations de la société civile et d'aide aux réfugiés joue un rôle important dans la communication avec la population cible. L'enquête sera réalisée par un institut de sondage qui dispose de compétences en matière de consultations sur place également (pas seulement en ligne et par téléphone).

¹ Selon la statistique d'asile 2022, les pays d'origine et les langues principales des réfugiés et personnes admises à titre provisoire sont: l'Érythrée (tigrinya), la Syrie (arabe & kurde), la Turquie (turc & kurde), le Sri Lanka (tamoule), l'Afghanistan (Dari/Persan), l'Iraq (arabe & kurde), la Somalie (somali), l'Iran (persan).

Appréciation

- **Points forts:** L'enquête fournit des données statistiques représentatives qui couvrent de manière complète les dimensions centrales de l'intégration sociale du point de vue des personnes réfugiées. La combinaison des méthodes de sondage tient compte de manière optimale des situations de vie spécifiques et des ressources hétérogènes des membres de la population cible.
- **Points faibles:** Le sondage est complexe, car des recalibrages seront nécessaires, le questionnaire doit être traduit en plusieurs langues et la collection de données devra en partie se faire sur place. En outre, les résultats seront moins profonds du point de vue du contenu que ceux réalisés par une recherche qualitative.

Teilnehmer:innenliste Workshop 1. Februar 2024

	Familiennamen	Vorname	Kanton oder Stadt	Funktion
1	Ahmadi	Zeinab	Kanton Bern	Fachexpertin Integration
2	Bagnoud	Marie Pascale	Kanton Wallis	Fachexpertin Integration
3	Birchler	Felix	Kanton Graubünden	Integrationsdelegierter
4	Bischof	Jris	SODK	Fachbereichsleitung Migration
5	Bischof	Michael	Stadt Zürich	Stv. Leiter Integrationsförderung
6	Blanc	Katja	Yverdon-les-Bains	Délégué municipal à l'intégration
7	Bourdin	Christine	Kanton Wallis	Fachexpertin Integration
8	Büchi	Silvia	Olten	Städtische Integrationsdelegierte
9	Bühlmann	Regina	Interkantonale Konferenz (KdK)	Geschäftsstelle KID
10	Christen-Meister	Carole	Kanton Obwalden	Fachexpertin Integration
11	Comment	Patrick	Jura - AJAM	Coordinateur bénévolat
12	Crettenand	Mathieu	Genève	Directeur de l'aide aux migrants
13	da Silva	Marc	Kanton Luzern	Fachexperte Integration
14	Defanti	Camilla	Cantone Ticino	Collaboratrice scientifica
15	Fröhlich	Annina	Stadt Thun	Städtische Integrationsdelegierte
16	Ghiringhelli	Claudio	Cantone Ticino	Fachexperte Integration
17	Gilgen	Nina	Kanton Zürich	Integrationsdelegierte
18	Guermann	Philippe	Canton de Vaud	Fachexperte Integration

19	Hamerich	Sarah	Stadt Luzern	Fachexpertin Integration
20	Hauenstein	Barbara	Kanton Basel-Stadt	Stv. Asylkoordination
21	Hertig	Tanja	Kanton Zug	Fachexpertin Integration
22	Iskra	Tamara	Stadt Biel	Städtische Integrationsdelegierte
23	Karadas	Sibel	Kanton Aargau	Integrationsdelegierte
24	Koch	Patrick	Kanton Basel-Stadt	Fachexperte Integration
25	Kohler	Patrick	Schwyz	Projektleiter
26	Kunz Schürch	Jutta	Kanton Luzern	Fachexpertin Integration
27	Kutter	Markus	Stadt Frauenfeld	Integrationsdelegierter
28	Liem	Lukas	Kanton Nidwalden	Leiter Integration
29	Magnin	Mike	Canton de Neuchâtel	Fachexperte Integration
30	Mathis	Carmen	Kanton Glarus	Leitung Koordinationsstelle
31	Mérillat	Loranne	Kanton Aargau	Flüchtlingskoordinatorin
32	Mosimann	Albin	Canton de Neuchâtel	Fachexperte Integration
33	Orschel	Zaira	Kanton Solothurn	Fachexpertin Integration
34	Rek	Nadja	Kanton Solothurn	Fachexpertin IIZ
35	Roth	Bernhard	Kanton Schaffhausen	Flüchtlingskoordinator
36	Saredi	Christine	Kanton Glarus	Flüchtlingskoordinatorin
37	Schalch	Christian	Kanton Schwyz	Fachexperte Integration
38	Scheidegger	Daniela	Kanton Uri	Integrationsdelegierte

39	Schönbächler	Jasmin	Kanton Obwalden	Fachexpertin Integration
40	Suter	Iren	Kanton Graubünden	Flüchtlingskoordinatorin
41	Tobler	Peter	Stadt St.Gallen	Städtischer Integrationsdelegierter
42	Tömböly	Josef	Kanton Appenzell Innerrhoden	Integrationsdelegierter
43	Trisconi	Michela	Cantone Ticino	Integrationsdelegierte
44	Valicka	Erika	La Chaux-de-Fonds	Chargée de projet citoyeneté
45	Witzemann	Nadja	Stadt Frauenfeld	Abteilungsleiterin Frühe Förderung
46	Zehnder	Carina	Kanton Appenzell Ausserrhoden	Integrationsdelegierte
47	Zubler	Kurt	Kanton Schaffhausen	Integrationsdelegierter
48	Furrer	Heidi	Kanton Thurgau	Fachexpertin Integration
49	De Ventura	Sara	Kanton Schaffhausen	Integrationsdelegierte
50	del Rio	Vanessa	Kanton Bern	Fachexpertin Integration
51	Niggli	Ladina	Kanton Zug	Fachexpertin Integration
52	Streckeisen	Peter		Projektleiter ZHAW
53	Mey	Eva		Stv. Projektleiterin ZHAW
54	Brüesch	Nina		Projektmitarbeiterin ZHAW
55	Gül	Garabet		Projektmitarbeiter ZHAW
56	Müller-Suleymanova	Dilyara		Projektmitarbeiterin ZHAW
57	Sager	Daniela		Projektmitarbeiterin ZHAW

58	Gerber	Adrian		Leiter Abteilung In- tegration, SEM
59	Rissi	Christof		Fachbereitsleiter, SEM
60	Guggenbühl	Lisa		Leiterin Sektion Gesellschaftliche Integration, SEM
61	Blank	Lea		Stv. Leiterin Sek- tion Gesellschaftli- che Integration, SEM
62	Jehle	Meret		Fachspezialistin Integration, SEM
63	Gern	Stéphane		Fachspezialist In- tegration, SEM
64	Schönholzer	Ursina		Fachspezialistin Integration, SEM
65	Bürgi	Corina		Fachspezialistin Integration, SEM

A.4. Analyseraster für Dokumenten-, Literatur- und Datenanalyse

Übergeordnete Ziele IAS und KIP3:

IAS Wirkungsziel Soziale Integration

Sieben Jahre nach Einreise sind VA/FL vertraut mit den schweizerischen Lebensgewohnheiten und haben soziale Kontakte zur einheimischen Bevölkerung.

KIP3 Förderbereich Zusammenleben

Partizipation von VA/FL am gesellschaftlichen Leben: Die spezifische Integrationsförderung wirkt darauf hin, dass VA/FL am gesellschaftlichen Leben in der Nachbarschaft, d.h. in der Region, Gemeinde und im Quartier, teilnehmen und sich im Rahmen ihrer individuellen Interessen und Möglichkeiten in zivilgesellschaftlichen Organisationen engagieren können.

Angebote für VA/FL mit besonderen Bedürfnissen: Die spezifische Integrationsförderung stellt sicher, dass VA/FL, die in keiner Massnahme zur Förderung der Ausbildungs- oder Arbeitsmarktfähigkeit sind, unterstützt und befähigt werden, ihren Alltag autonom zu bewältigen und am gesellschaftlichen Leben teilzuhaben.

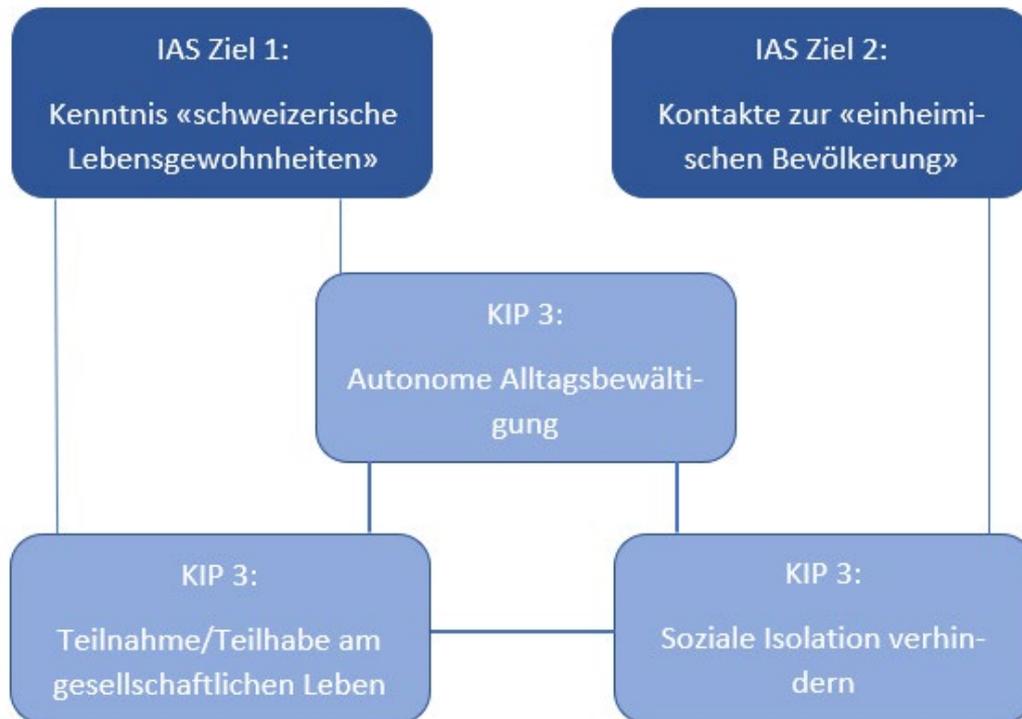
Zusammenfassung Pflichtenheft

In den Zielen finden sich verschiedene Aspekte. Hauptsächlich haben sie zum Gegenstand, dass sich die VA/FL autonom im Alltag zurechtfinden, im Rahmen ihrer Möglichkeiten und Interessen am gesellschaftlichen Leben teilnehmen und teilhaben können sowie dass die soziale Isolation verhindert wird. [...] VA/FL sollen sich in der Gesellschaft einbringen und teilnehmen können. (S. 6)

Verhältnis Wirkungsziele IAS und KIP3:

1. Die KIP3-Ziele bewegen sich nicht explizit entlang der Trennlinien «schweizerisch»/ «ausländisch» und «einheimisch»/«fremd».
2. Entsprechend geht es in den KIP3-Zielen zumindest vordergründig nicht um die Integration bzw. Assimilation der Migrationsbevölkerung/von Geflüchteten, sondern eher um das allgemeine soziale Zusammenleben und die gesellschaftliche Partizipation.

Die Ziele in KIP3 beziehen sich zwar nicht direkt auf die beiden Ziele, die im IAS-Wirkungsziel enthalten sind, lassen sich jedoch (grob) mit diesen in Verbindung setzen:



Ergänzend zu den Zielen aus der IAS und den KIP3 orientiert sich die Literatur-, Dokumenten- und Datenanalyse zusätzlich an folgenden Themen, die im Hinblick auf die Erarbeitung von Schlüsselkriterien für «soziale Integration» relevant erscheinen:

- Wohnen und Nachbar:innenschaft
- Anerkennung und Zugehörigkeit
- Erfahrungen mit Othering, Diskriminierung und Rassismus (Förderbereich «Umgang mit Vielfalt und Diskriminierungsschutz» in KIP3)

Übersicht Analysekatogorien Modul 2:

Kenntnis "schweizerische Lebensgewohnheiten"	
Kontakte zur "einheimischen Bevölkerung"	
Autonome Alltagsbewältigung	
Gesellschaftliche Teilhabe/Teilnahme (Partizipation)	
Soziale Kontakte vs. Isolation	
Wohnen, Nachbar:innenschaft, Quartier	
Anerkennung und Zugehörigkeit	
Diskriminierung und Rassismus	
Weitere Kategorien (induktiv)	

Spezifische Schwerpunkte und Fragen zu den einzelnen Analyseschritten im Modul 2:

Dokumentenanalyse

Grundsätzliches:

- Systematisch unterscheiden zwischen nicht veröffentlichten/vertraulichen Unterlagen und offiziellen Dokumenten
- In welchen Kantonen und Städten Dokumente sichten?
- Von welchen zivilgesellschaftlichen Akteur:innen Dokumente sichten?

Analysefragen:

- Welche Schlüsse lassen sich aus den verschiedenen Dokumenten hinsichtlich der formulierten Analysekatoren ziehen?
- Was ist der aktuelle Konsens (zwischen Bund und Kantonen) betreffend die IAS-Wirkungsziele zur sozialen Integration? Wo zeigen sich Unstimmigkeiten und Umsetzungsschwierigkeiten? Welche Fragen sind offen?
- Wie wird «soziale Integration» in Dokumenten von zivilgesellschaftlichen Organisationen thematisiert? Welche Integrationsverständnisse und -kriterien zeigen sich dabei? Inwiefern unterscheiden sich diese von den Inhalten und Kategorien in den behördlichen Dokumenten?
- Auf welche Themen/Fragen wird verwiesen, die in der Literaturanalyse zu vertiefen wären?
- Auf welche Quellen wird verwiesen, die in der Literatur- und/oder Datenanalyse genauer anzuschauen sind?

Ziel:

- Rekonstruieren, wie sich die IAS-Ziele und die KIP3-Ziele in den behördlichen und zivilgesellschaftlichen Dokumenten manifestieren.
- Kriterien ermitteln, an denen «soziale Integration» festgemacht wird und an denen soziale Integration sich «messen» lässt.

Literaturanalyse

Analysefokusse:

- Erkenntnisse zu relevanten Faktoren und Herausforderungen im Zusammenhang mit den formulierten Analysekatoren
- Weitere, in den Analysekatoren nicht berücksichtigte Aspekte der «sozialen Integration» miteinbeziehen
- Hinweise auf Datensätze im Bereich «Soziale Integration»
- Konzepte und Operationalisierungen im Bereich «Soziale Integration»

Ziel:

- Kriterien ermitteln, an denen «soziale Integration» festgemacht wird und an denen soziale Integration sich «messen» lässt.

Datenanalyse

Analysefokus:

- Lassen sich anhand der ausgewerteten Daten Aussagen vornehmen betreffend die empirische Belastbarkeit von Einflussgrößen der sozialen Integration von Geflüchteten?

Ziele:

- «Key Messages»: Zahlen zusammentragen zur statistischen Belastbarkeit von Einflussgrößen der sozialen Integration
- «Good Practices»: Methodische Inputs für die Erarbeitung der Monitoring-Schlüsselkriterien

A.5. Dokumentenanalyse

Dokumente Bund

Dok.-Nr.	Name	Datum
DS01	TK-Integrationsdialog 2012-2017	Nov. 2017
DS02	Monitoring IAS Gesamtkonzept	Nov. 2020
DS03	Rundschreiben IAS im Rahmen KIP 2018-2021	Dez. 2018
DS04	Überblicksdarstellung Erstintegration IAS	2018
DS05	Übersicht Förderung der Erstintegration; SEM/KdK	ca. 2017/18
DS06	Zielraster KIP/IAS	ca. 2017/18
DS07	Empfehlungen zur Umsetzung der ISA; SEM/KdK	ca. 2019
DS08	Glossar/Begriffserläuterungen IAS	ca. 2019
DS09	Grundlagenpapier KIP3	Okt. 2022
DS10	Strategische Programmziele KIP3	2022
DS11	Rundschreiben KIP3	Okt. 2022
DS12	Schnittstellen Globalpauschale-Integrationspauschale-Regelstrukturen. Empfehlungen SEM, KdK, SODK	2022
DS13	Empfehlungen SEM und FRB zum KIP3-Förderbereich Umgang mit Vielfalt und Diskriminierungsschutz	Okt. 2022
DS14	Fragen Programmeingabe KIP3	Nov. 2022
DS15	Ausschreibung Programm «Stabilisierung und Ressourcenaktivierung von Personen mit besonderen Bedürfnissen»	Mai 2022

Dokumente anderer Behörden im Migrations- und Integrationsbereich

Dok.-Nr.	Name	Datum
DB01	Evaluation Programm Projet urbain 2012-2015 durch Interface; Träger des Programms: ARE (Leitung), BWO, SEM, FRB, EKM.	2015
DB02	Quartierentwicklung, Chance für Gemeinden und Städte; Vier Argumente aus dem Programm «Projets urbains – Gesellschaftliche Integration in Wohngebiete»	2017
DB03	Handbuch Quartierentwicklung: Wissen für die Praxis aus acht Jahren Programm «Projets urbains – Gesellschaftliche Integration in Wohngebieten»	2017
DB04	Evaluation EKM-Programm Periurban (Zusammenleben im ländlichen Raum) 2016 – 2021	2021
DB05	Erkenntnisse aus dem Förderprogramm contact-citoyenneté (2012–2019); Träger: Migros und EKM;	2020
DB06	Broschüre Programm Citoyenneté EKM: Mitreden, mitgestalten, mitentscheiden.	2015
DB07	Programm Citoyenneté: Erkenntnisse aus der Evaluation von Interface zur Umsetzung und Wirkung eines Projektförderprogrammes der Eidgenössischen Migrationskommission EKM.	2022
DB08	Hintergrunddossier EKM-Förderprogramm «Neues Wir – Kultur, Migration, Teilhabe»	2020
DB09	EKM terra cognita - Wer ist Wir? 50 Jahre EKM	2020
DB10	EKR Tangram 42: Integrationsarbeit und Kampf gegen Rassismus	2018

Kantonale Dokumente

Kanton	Name	Datum
Aargau	Strategiekonzept Soziale Integration: https://www.ag.ch/de/verwaltung/dvi/migration-integration/integration/soziale-integration	2023
Aargau	https://www.hallo-aargau.ch/de/	
Bern	https://www.hallo-bern.ch/	
Bern	Schwerpunkteplan Migration und Rassismus 2022–2025	2021
AR	Grobkonzept «Vielfalt als Chance».	

Graubünden	Kantonales Integrationsprogramm Graubünden. Massnahmen und Ziele der Kantonalen Integrationsförderung für die Jahre 2024–2027 (KIP 3).	2023
Vaud	Rapport sur le « vivre-ensemble » ; Groupe de travail Agenda Intégration Suisse.	2022
Zürich	Monitoring-Bericht 2021, Integrationsagenda Kanton Zürich	2021
Zürich	Integrationsförderung der Stadt Zürich	2021
Zürich	Kantonales Integrationsprogramm 2024-2027 (KIP 3)	2023
Zürich	Monitoring-Bericht 2021, Integrationsagenda Kanton Zürich	2021

Dokumente zivilgesellschaftliche Organisationen

Organisation	Quelle
Caritas	https://www.caritas.ch/de/ https://www.caritas.ch/de/engagement-im-fluechtlings-und-integrationsbereich-im-kanton-freiburg/ https://www.caritas.ch/de/engagement-im-asyl-und-integrationsbereich-im-kanton-schwyz/?showCollapsible=%5B%22Engagement%20in%20der%20Gemeinde%20Arth%22%5D
HEKS	https://www.heks.ch https://www.heks.ch/inklusion
SFH	https://www.fluechtlingshilfe.ch/themen/asyl-in-der-schweiz/integration
SRK	https://www.redcross.ch/de/unser-angebot/unterstuetzung-in-notsituationen/familiennachzug https://www.redcross.ch/de/unser-angebot/unterstuetzung-im-alltag https://www.srk-aargau.ch/fuer-sie-da/gesundheits-und-soziale-integration
NCBI	https://ncbi.ch/ https://ncbi.ch/integration-von-gefuechteten/
MAP F Monitoring- und Anlaufstelle für vorläufig aufgenommene Personen (Kanton ZH)	https://map-f.ch/ https://map-f.ch/fachinformationen/ https://map-f.ch/portaitprojekt/
Fachstelle Soziale Arbeit Bern	https://www.kathbern.ch/fasa/migration
Asyltreff Mutsch	https://www.ref-bremgarten-mutschellen.ch/asyltreff
Kafi Klick, Zürich	https://kafiklick.ch/
Frauentreff - Empowerment für Migrantinnen AR	https://ar.ch/verwaltung/departement-gesundheit-und-soziales/amt-fuer-soziales/abteilung-chancengleichheit/integration-

	migrationsbevoelkerung/kantonales-integrationsprogramm-kip/frauentreff-empowerment-fuer-migrantinnen/
Femmes Tische /Männer Tische	https://www.femmestische.ch/de/home-1.html
Solinetz Bern	https://solidaritaetsnetzbern.ch/
Wir sind alle Bern	https://wirallesindbern.ch/
Solinetz Ostschweiz	https://www.solidaritaetsnetz.ch/regionalgruppen
Solinetz Zürich	https://solinetz-zh.ch/projekte/ https://solinetz-zh.ch/oeffentlichkeitsarbeit/
Autonome Schule Zürich	https://www.bildung-fuer-alle.ch/seite/was-ist-die-asz https://www.bildung-fuer-alle.ch/seite/mitmachen

A.6. Literaturanalyse:

Kommentierte Übersicht Schlüsselpublikationen

Literatur Teilaufgabe 1 (Studien zum sozialen Zusammenleben)

- Wimmer, A. (2002). Multikulturalität oder Ethnisierung? Kategorienbildung und Netzwerkstrukturen in drei schweizerischen Immigrantenquartieren. Zeitschrift für Soziologie ZfS., 31/01, S. 4-26. <https://www.jstor.org/stable/23772932>
- Wimmer, A. (2004). Does ethnicity matter? Everyday group formation in three Swiss immigrant neighbourhoods. <https://doi.org/10.1080/0141987032000147922>

Zusammenfassung (Wimmer, 2002, S. 4):

«Der Artikel berichtet über eine empirische Forschung zu der Frage, welche Bedeutung Kultur und ethnischer Gemeinschaft im Integrationsprozess von Migranten zukommt. Je ein Einwanderungsquartier in Basel, Bern und Zürich stand im Zentrum der Untersuchung.

Leitfadeninterviews und Netzwerkanalysen dienten der Erfassung der Kategorien, mit denen das Quartierumfeld beschrieben wird, sowie der alltäglichen Beziehungen von schweizerischen, türkischstämmigen und italienischstämmigen Quartierbewohnern.

Die wichtigsten Resultate sind: a) Ethnisch-nationale Gruppierungen und Identitäten stellen kein primäres Klassifikationsprinzip dar, sondern Unterscheidungen erfolgen gemäß dem Schema Ordnung-Unordnung. B) Die daraus folgende transethnische Definition der Wir-Gruppe findet jedoch im realen Beziehungsverhalten nur zum Teil ihre Entsprechung, da die Beziehungsgeflechte zu drei Viertel ethnisch homogen sind. C) In der Struktur unterscheiden sich die Netzwerke in der zweiten Generation nicht mehr nach ethno-nationaler Herkunft. Dieser Befund entspricht zum Teil der multikulturellen Perspektive auf die Einwanderungsgesellschaft (b) und zum Teil der derzeit gängigen Ethnisierungsthese (a und c). Als Schlussfolgerung wird die Hinwendung zu einem nicht-teleologischen, multilinearen Inkorporationsmodell empfohlen.»

- Efonayi-Mäder et al. (2020). Mit- und Nebeneinander in Schweizer Gemeinden. Wie Migration von der ansässigen Bevölkerung wahrgenommen wird. Studie im Auftrag der Eidgenössischen Migrationskommission EKM von Denise Efonayi-Mäder, Joëlle Fehlmann, Johanna Probst, Didier Ruedin und Gianni D'Amato

Qualitative Untersuchung in acht Schweizer Agglomerationsgemeinden zum sozialen Zusammenleben und damit verbundenen Themen.

«Das Land verändert sein Antlitz. Vor allem die Agglomerationen, die Siedlungen, die weder Kernstadt noch Land sind, wachsen in enormem Tempo. Rund 45 Prozent der Bewohnerinnen und Bewohner der Schweiz leben heute hier. An diesen Orten ist die Entwicklung der letzten Jahrzehnte am deutlichsten erkenn- und spürbar, hier ist man am Puls der Zeit. Doch was genau bestimmt diesen Puls? Wie ticken die Leute, die hier leben? Wie beurteilen sie die Entwicklungen? Wir wissen erstaunlich wenig darüber.»

(S. 3)

«Und so hat sich ein Team des Schweizerischen Forums für Migrations- und Bevölkerungsstudien auf den Weg in die Agglo gemacht, um dort mit unkonventionellen Methoden den Puls zu messen. Es besuchte acht ausgewählte Gemeinden in allen Landesteilen. Das ergebnisoffene Vorgehen umfasste informelle Gespräche, Kurzinterviews und eine spielerische Tablet-Befragung. Entstanden ist ein ebenso vielfältiges wie differenziertes Bild der Entwicklungen und Befindlichkeiten. Was sichtbar wird: Die Menschen sehen Erfolge sowie Probleme, und sie sehen sie wesentlich differenzierter, als es in der politischen Auseinandersetzung meist erkennbar wird.» (S. 3)

«Es dominieren Themen wie das vermehrte und oft als widersinnig empfundene Bauen in der Gemeinde, der belastende Autoverkehr und die steigende Einwohnerzahl – und verbunden damit die Verdrängung von Grünflächen oder Naturlandschaften. Diese Bereiche werden oft an erster Stelle genannt. Neben dem allgemeinen (Bevölkerungs-) Wachstum wird die Migration nur selten direkt erwähnt. Vielmehr erscheint sie meist in Verknüpfung mit anderen Themen, etwa dem täglichen Zusammenleben. Fortschreitende Anonymität, Individualisierung, Verarmung des Soziallebens und Verlust von Traditionen werden als Probleme genannt. Die Ergebnisse liefern keine Hinweise darauf, dass Migration im eigenen Lebensumfeld das Denken oder Handeln der Ansässigen besonders stark beeinflusst oder irrationale, emotionsgesteuerte Denkschemata befördert.» (S. 3)

«Wenig überraschend kommt zum Ausdruck, dass das Zusammenleben mit Menschen aus «näher gelegenen Ländern» oder «Kulturen» als problemloser und konfliktfreier eingestuft wird als dasjenige mit solchen aus fernerer Regionen.» (S. 3)

▪ Jacobs, C. (2017). Das Zusammenleben in der vielfältigen Stadt planen. Information zur Raumentwicklung IzR, Heft 2/2017, S. 44-49.

«Geflüchtete integrieren und gleichzeitig für ein gutes Miteinander in der Bevölkerung sorgen? Nicht immer haben Städte in den vergangenen Jahren an den richtigen Stellschrauben gedreht. Eine wichtige Rolle spielt vor allem der Wohnungsmarkt.» (S. 44)

«Die Gesellschaft in Deutschland ist heute sehr vielfältig. Vor allem in den Großstädten leben Menschen verschiedenster Herkunft und mit unterschiedlichen Lebenserfahrungen sowie Lebensstilen auf engem Raum zusammen.» (S. 45)

«Hier zeigt sich, wie versäumte Handlungsmöglichkeiten auf dem Wohnungsmarkt potenziell in Konflikt mit dem Ziel eines friedlichen Zusammenlebens treten und Segregation befördern.» (S.45)

«Sammelunterkünfte verstärken Ausgrenzungsprozesse von Geflüchteten» (S. 46ff)

«Größere Chancengleichheit auf Wohnungsmarkt fördert gleichberechtigte Teilhabe am städtischen Leben» (S. 47)

▪ Breckner, I. & Sinning, H. (Hrsg.) (2022). Wohnen nach der Flucht. Integration von Geflüchteten und Roma in städtische Wohnungsmärkte und Quartiere. Wiesbaden: Springer.
<https://doi.org/10.1007/978-3-658-26079-8>

▪ Breckner, I. (2022). Wohnen und Flucht – eine Grundlegung. In: C. Hannemann, N. Hilti & C. Reutlinger (Hrsg.): Wohnen. Zwölf Schlüsselthemen sozialräumlicher Wohnforschung. Stuttgart: Fraunhofer IRB, S. 248-275.

«Die Publikation [Breckner & Sinning, 2022] präsentiert Ergebnisse eines transdisziplinären BMBF-Forschungsprojektes zur Integration besonders benachteiligter Gruppen in städtische Wohnungsmärkte und Quartiere und ergänzt diese mit Befunden zu Diskriminierung von Zuwanderer*innen sowie zu Strategien und Instrumenten aktueller Integrationspolitik und -praxis in verschiedenen deutschen Städten.»

- Scherr, A. & Yüksel, G. (2019). Soziale Integration von Geflüchteten in lokalen Kontexten – Chancen, Herausforderungen und Risiken von Begegnungsprojekten. In: E. Arslan und K. Bozay (Hrsg.), *Symbolische Ordnung und Flüchtlingsbewegungen in der Einwanderungsgesellschaft*, Wiesbaden: Springer, S. 383-406. https://doi.org/10.1007/978-3-658-22341-0_20

«Die Erfordernisse der gesellschaftlichen Integration von Geflüchteten [in Deutschland] reichen jedoch über diese funktionalen Gesichtspunkte (Spracherwerb, schulische und berufliche Qualifizierung, Arbeitsmarktintegration) hinaus: Gesellschaftliche Integration vollzieht sich auch auf der Ebene des alltäglichen Zusammenlebens in Nachbarschaften, Schulen, Betrieben, Vereinen usw., also in informellen sozialen Beziehungen.» (S. 384)

«Im Folgenden wird nicht der Versuch unternommen, die Komplexität der vermeintlichen oder tatsächlichen Integrationsprobleme von Geflüchteten und ihren Zusammenhang mit struktureller Diskriminierung, fremdenfeindlichen oder rassistischen Abwehrhaltungen sowie der Dynamik von Etablierten-Außenseiter-Konflikten umfassend in den Blick zu nehmen.» (S. 384)

«Vielmehr beschränken wir uns auf die Betrachtung von Prozessen der sozialen Integration auf der Ebene informeller sozialer Beziehungen. Ausgehend von einer knappen Auseinandersetzung mit der Bedeutung sozialer Integration für die Ermöglichung gesellschaftlicher Teilhabe zeigen wir auf der Grundlage erster Forschungsergebnisse aus einem laufenden Forschungsprojekt Möglichkeiten, aber auch Schwierigkeiten und Grenzen von Projekten auf, die darauf ausgerichtet sind, soziale Integration durch Begegnungen zwischen Einheimischen und Geflüchteten zu fördern.» (S. 384)

«Begegnungsprojekte zwischen Einheimischen und Geflüchteten sind von der Erwartung überformt, zur gesellschaftlichen Integration von Geflüchteten beizutragen. Dementsprechend finden sie in einem Rahmen statt, der insofern keine dialogische Begegnung unter Gleichberechtigten darstellt, wie Einheimischen in diesen Projekten die Position von Repräsentant_innen einer Gesellschaft zugewiesen ist die von Geflüchteten die Fähigkeit und Bereitschaft erwartet, sich an gegebene Strukturen anzupassen und gesellschaftlich anerkannte Normen zu respektieren. Kontrovers ist diesbezüglich allein, welche Normen als verbindliche Vorgaben gelten sollen.» (S. 397)

«Die diesbezügliche Kontroverse ist auch für die evaluierten Projekte dann folgenreich, wenn diese darauf ausgerichtet sind, nicht nur soziale Kontakte und Kommunikation zu ermöglichen, sondern darüber hinaus den Anspruch haben, gesellschaftliche Integrationsprozesse von Geflüchteten zu unterstützen. Denn damit können sie eine Positionierung zu den Fragen nicht vermeiden, a) von welchem Integrationsverständnis und damit von welchen Annahmen über gesellschaftlich unverzichtbare Normen sie selbst ausgehen und welche Position sie diesbezüglich gegenüber Geflüchteten vertreten sowie b) welche Normen Geflüchtete kennen und akzeptieren sollen, um in der deutschen Gesellschaft erfolgreich handeln zu können.» (S. 398)

- Riegler A. & Moser H. (2018). Ein standpunktsensibler Blick auf Anerkennung und Diskriminierung im Zusammenleben in der Migrationsgesellschaft. *Soziales Kapital, wissenschaftliches Journal österreichischer Fachhochschulstudiengänge Soziale Arbeit*, Nr. 9/18. <http://www.soziales-kapital.at/index.php/sozialeskapital/article/viewFile/559/998.pdf>

«Wie kann Zusammenleben von Menschen mit und ohne Migrationsbiografie in einer Gesellschaft funktionieren, in welcher ein dichotomisierender Blick auf das Wir und das Andere als Norm und Ideologie [...] selbstverständlich vorherrschend zu sein scheint. Was kann Soziale Arbeit und vor allem

Gemeinwesenarbeit hier leisten? Diesen Fragen soll mit Blick auf Ergebnisse aus dem von den Autorinnen durchgeführten Forschungsprojekt „Anerkennung und Partizipation von Migrant*innen. Ein Beitrag zur Verflüssigung von stereotypen Ausgrenzungsmustern“ (vgl. Mikula et al. 2017) nachgegangen werden.» (S. 46)

«Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass eine Tendenz vorherrscht, pauschalierend, missachtend und abwertend auf Migrant*innen, Flüchtlinge und Asylwerber*innen, insbesondere in Bezug auf Herkunft, Klasse, Sprachkenntnisse, Religion und Geschlecht, zu blicken. Die von Diskriminierung betroffenen Menschen reagieren darauf mit erhöhter Leistungsbereitschaft, mit Überanpassung, mit Entsolidarisierung, aber auch mit Kritik an rechtlichen und institutionellen Rahmenbedingungen.» (S. 53)

«Betroffene Migrant*innen, Asylwerber*innen und Flüchtlinge erleben Zugehörigkeit durch Sprache, sie sind bereit die deutsche Sprache perfekt zu lernen, um nicht als fremd wahrgenommen zu werden. Aber auch die Förderung von Mehrsprachigkeit wird als anerkennend empfunden. Zudem wird Zugehörigkeit durch nachbarschaftliche Hilfestellungen beim Erlernen der deutschen Sprache erfahren.» (S. 53)

«Schließlich wirkt die Anerkennung eines lebensgeschichtlich erworbenen Status, d. h. nicht nur als Flüchtling wahrgenommen zu werden, sowie eine Normalisierung im Umgang miteinander, d. h. nicht ständig auf Herkunft reduziert zu werden, aber auch stolz auf Herkunft sein zu können, fördernd auf ein Zugehörigkeitsgefühl.» (S. 53)

- Szogs, N. (2019). Ankommen in Österreich und Deutschland? Eine Annäherung an Momente der Flucht mit dem Konzept der Anerkennung. In: R. Wehrhahn et al. (Hrsg.), Housing and Housing Politics in European Metropolises, Jahrbuch StadtRegion, Wiesbaden: Springer, S. 119-127. https://doi.org/10.1007/978-3-658-22345-8_6

«Die derzeitigen populistischen Tendenzen in Medien und Politik erschweren sowohl das Ankommen als auch das Aufnehmen. Nur selten spielt dabei Anerkennung eine Rolle. In einem Klima der Angst und der Abwertung wird dieser zentrale Aspekt sozialer Begegnungen erschwert. Der Kommentar befragt derzeitige Fluchtdiskurse mit dem Konzept der Anerkennung von Axel Honneth (1994) danach, wie sie Anerkennungserfahrungen fördern bzw. erschweren und stellt diese einem Praxisbeispiel gegenüber.» (S. 119).

«Anerkennung ist somit nicht nur auf rechtlicher Ebene ein zentraler Begriff im Fluchtcontext. Es geht auch um die Anerkennung als gleichberechtigtes Mitglied einer Gesellschaft und die Anerkennung und Wertschätzung als Individuum.» (S. 121)

«Laut Axel Honneth erlangt ein Mensch Anerkennung, wenn ihm die gleichen Rechte zur Verfügung stehen wie anderen Angehörigen einer Gesellschaft und er als Individuum wertgeschätzt und solidarisch behandelt wird.» (S. 125)

«Sobald Zwangsmaßnahmen, wie die Wohnsitzauflage oder das derzeitige Asylsystem, involviert sind, ist eine rechtliche und soziale Anerkennung eingeschränkt. Im Sinne Honneths machen Geflüchtete somit fortwährend Unrechtserfahrungen, da eine Anerkennung als gleichwertiges Mitglied der Gesellschaft gleich mehrfach und strukturell verweigert wird. Das politische Klima, das durch kulturalisierende Debatten um Migration geprägt ist, verschlechtert die Rahmenbedingungen für Anerkennungserfahrungen zusätzlich. Für die Anerkennungserwartungen von geflüchteten Menschen sind somit die rechtlichen und sozialen Voraussetzungen schwierig.» (S. 126)

Literatur Teilaufgabe 2 (sozialwissenschaftliche Konzepte)

Multilineare Inkorporation / Pathways of Incorporation:

- Glick Schiller, N., Nieswand, B., Schlee, G., Çağlar, A., Karagiannis, E., Darieva, T., Yalçın-Heckmann, L. & Fosztó, L. (2004). *Pathways of Migrant Incorporation in Germany*. *Transit* 1(1), S. 1-18
- Wimmer, A. (2002). Multikulturalität oder Ethnisierung? Kategorienbildung und Netzwerkstrukturen in drei schweizerischen Immigrantenvierteln. *Zeitschrift für Soziologie ZfS.*, 31/01, S. 4-26. <https://www.jstor.org/stable/23772932>
- Wimmer, A. (2004). Does ethnicity matter? Everyday group formation in three Swiss immigrant neighbourhoods. <https://doi.org/10.1080/0141987032000147922>

Mit den empirisch fundierten Konzepten «Multilineare Inkorporation» und «Pathways of Incorporation» wird aus einer transnational informierten mehrdimensionalen Analyseperspektive Kritik formuliert an linearen nationalstaatlichen Integrationskonzepten:

«To differentiate our definition from the dominant discourse about migrant integration, we will speak of *pathways of incorporation*. In examining these pathways of incorporation, we note that migrants often live their lives in more than one nation-state at the same time. They are simultaneously here and there, a part of a new land and another land or lands. We call this way of living, a living with and across borders and making daily life decisions with a network of people that includes both local and transnational actors, 'simultaneity' (Glick Schiller, 2004; Levitt and Glick Schiller, 2004). Incorporation in Germany may be part of a pattern of simultaneity. In four of the five pathways we describe, migrants become connected to Germany through social linkages and various forms of identity that at the same time connect them to organizations, communication systems or identities that extend transnationally.» (S. 1)

«First of all, the connection between cultural competencies and incorporation into social systems is empirically more complex than popular conceptualizations of integration may suggest. Dominant discourses about migration stress that it is only through a form of cultural change that foreigners can become a part of Germany. They focus on the cultural practices of foreigners within Germany, disregarding transnational connections or viewing them as an impediment to integration. From our point of view, incorporation into German society is not necessarily accompanied by cultural assimilation. Secondly, incorporation in one society is neither empirically nor theoretically exclusive. Data from studies of migration indicate that incorporation into more than one nation-state at a time is a frequent phenomenon that must be addressed by theorists of migration. Thirdly, there is little evidence that simultaneous incorporation in more than one nation-state is a liminal condition that will be overcome after successful integration. Rather there may be a direct connection between incorporation in a new state and maintaining cross-border incorporation. » (S. 1)

«The five pathways we identify through our research can be called (1) Christian modernists, (2) local public foreigners, (3) familial networks, (4) vernacular cosmopolitanisms, and (5) regional cosmopolitanism.» (S. 2)

«The research summarized in this essay makes it clear that there are many different pathways of incorporation being followed by migrants in Germany. In all cases these pathways discard dichotomies of cultural difference and articulate new ways of being German.» (S. 14)

Transnationale Inklusion:

- Amelina, A. (2010). Transnationale Migration jenseits von Assimilation und Akkulturation. *Transnationale Inklusion und hybride Wissensordnungen als konzeptionelle Alternativen zur Assimilations- und Akkulturationsdebatte*. Berlin *Journal für Soziologie* 20, S. 257-279.
<https://doi.org/10.1007/s11609-010-0123-y>

Amelina nimmt eine ähnliche Perspektive ein wie Glick Schiller et al. (Pathways of Incorporation) und Wimmer (multilineare Inkorporation); ergänzt die Idee mehrdimensionaler transnationaler Eingliederungsprozesse aber mit einer systematischen Unterscheidung zwischen kulturellen Wissens- und Sinnmustern und den sozialen Praktiken von Menschen mit biographischen Bezügen zu verschiedenen nationalstaatlichen und -gesellschaftlichen Kontexten:

«Zusammenfassung: Während die klassischen Migrationstheorien internationale Migrationsströme als einmalige Wanderungsereignisse beschreiben und kulturelle Anpassungsprozesse der Einwanderer an die „Mehrheitsgesellschaft“ untersuchen, wird hier gefragt, wie Prozesse der Assimilation und Akkulturation jenseits des konzeptionellen Rahmens des nationalstaatlichen Containers analysiert werden können. Dabei wird auf die Theorien der transnationalen Räume zurückgegriffen, die Migration als einen zirkulären Prozess definieren, der Sende- und Empfängerkontexte von Migration dauerhaft miteinander verbindet. Zum einen eröffnet diese Perspektive die Möglichkeit, „strukturelle Assimilation“ als simultane multiple Zugangsmöglichkeiten (Inklusionen) der Individuen zu identischen gesellschaftlichen Institutionen an unterschiedlichen nationalstaatlichen Standorten zu analysieren. Zum anderen können aus diesem Blickwinkel kulturelle Anpassungsprozesse von Migranten untersucht werden, die mit gleichzeitiger Aufrechterhaltung kultureller „Fremdheit“ einhergehen.» (S. 257)

«Ich argumentiere in diesem Zusammenhang, dass „Kultur“ nicht nur als Ressource für die Konstitution transnationaler Kollektivbildungen fungieren kann, sondern auch die fortlaufende Pluralisierung von Sinnmustern erlaubt. [...] Da Kultur nicht endgültig stabilisiert werden kann, ist sie weder an die „ganzen“ Individuen noch an Kollektive oder Nationalstaaten gekoppelt (Reckwitz 2006). Folglich können Individuen und Kollektive unter bestimmten Bedingungen an mehreren Wissensskripten bezüglich eines Objekts oder einer Situation partizipieren. Kulturelle Sinngabungsprozesse von transnationalen Migranten können demnach nicht mehr als Prozesse des Verlusts „ihres“ kulturellen Wissens konzeptualisiert werden. Stattdessen sollten sie als eine Pluralisierung von kulturellen Ordnungen beschrieben werden, die beides, den Verlust und den Gewinn kultureller Sinnskripte, beinhaltet. Diese kulturellen Überlappungen, so meine These, ermöglichen simultane Inklusionen der Handlungspotenziale transnationaler Migranten in „identischen“ Makro-Feldern, Organisationen und Institutionen an unterschiedlichen nationalstaatlichen Standorten.» (S. 276)

«Das praxeologisch orientierte Inklusionskonzept besteht somit aus zwei analytischen Dimensionen: Die erste Dimension verweist auf Wissensmuster, die zweite auf soziale Praktiken, die in Wissensmuster eingebettet sind. Ein zweidimensionaler Inklusionsansatz erlaubt zum einen die Analyse verschiedener transnationaler Formen der Inklusion in die „identischen“ gesellschaftlichen Makro-Felder. Zum anderen ermöglicht er die Beschreibung dynamischer Überlagerungsprozesse von kulturellen Sinnmustern, die soziale Definitionen solcher Inklusionsprozesse anleiten.» (S. 277)

Livelihood und transnationale Migration:

- Thieme, S. (2008). Sustaining livelihoods in multi-local settings: Possible theoretical linkages between transnational migration and livelihood studies. *Mobilities* 3 (1): 51-71.
<https://doi.org/10.1080/17450100701797315>

Thieme unterbreitet einen Vorschlag, wie die transnationale Perspektive auf Migrations- und Eingliederungsprozesse mit dem livelihood Ansatz zusammengeführt werden kann. Damit verfolgt sie einen ähnlichen Ansatz wie Amelina (2010), fokussiert dabei ausgehend vom livelihood Ansatz jedoch stärker die materiellen Lebensbedingungen und damit verbundene Vulnerabilitäten.

«Abstract: Worldwide, an increasing number of people are diversifying their income sources through migration. This mobility in most cases involves only parts of the family migrating, and this results in people's livelihoods taking on a multi-local dimension. Scholars have been studying this increasing mobility and multi-locality by applying either a livelihoods approach or one of transnational migration, but they rarely combine the two. However, one major criticism of both approaches is that they do not make the link to other existing social theory and do not therefore permit any fundamental analysis of the relationship between the subject and society, the power relations within a society and the changes human mobility effects to power relations. To address this criticism, I shall discuss existing innovative research and propose Bourdieu's Theory of Practice as a means to fill this theoretical gap.» (S. 51)

«The livelihoods approach is used to explain the diversity and complexity of the ways in which people make a living. It addresses the living conditions of poor people, their opportunities and capacities for well-being, their resilience and their resource base composed of various assets. [...] Livelihood strategies are strongly linked to livelihood assets or capital and these form the heart of the approach.» (S. 53)

«The assets poor people possess or have access to, the livelihoods they desire and the strategies they adopt are all influenced by the context in which they live. This context has, broadly speaking, two dimensions: the first dimension is an overarching structural context, including organisations and institutions such as rules, norms, policies and legislation shaping livelihoods. The second dimension of people's living context is vulnerability. This means the insecurity of people's wellbeing in the face of a changing ecological, social, political or economic environment.» (S. 53)

«Livelihood strategies can be seen as a continuum that covers the range from a struggle to survive, security and growth. Livelihood outcomes are the achievements or outputs of livelihood strategies. They relate to both increased material and non-material well-being such as health, access to services and improved resilience to vulnerability, such as food security or sustainable use of natural resources.» (S. 53)

«The major argument of the paper is that power relations and dependencies are central to understanding social practice. On this basis, one challenge for further research is to think about and understand these power relations not as fixed resources but instead at a symbolic level that requires concepts such as habitus and social field to be further operationalized. In order to better understand the relation between actors and their surrounding society, there is a need not only to research "the" migrant and his household members but also non-migrating people being affected by migration through the fact that they live in the receiving place.» (S. 66)

«Furthermore, it is important to consider migration as only one category of research, amongst many – it is always combined with other categories such as gender, age and ethnicity. All of them are fluid and only an in-depth analysis of power relations can reveal which category or categories are of importance for certain social practices. Given the increasing incidence of multi-local households, empirical research also has to be multi-local. A complete record of migration patterns and circuits reveals the possible linkages between internal and international migration as well as the linkages between different income sources in cases where, for example, remittances fund the purchase of land for agriculture and livestock breeding, small business creation or education. It can also give us an insight into how the power relations between people change.» (S. 66).

Citizenship und Urban Citizenship:

- Lebuhn, H. (2013). Migration – Recht – Citizenship. Potentiale und Grenzen eines kritischen Diskurses. In P. Mecheril, O. Thomas-Olalde, C. Melter, S. Arens & E. Romaner, Migrationsforschung als Kritik? Konturen einer Forschungsperspektive. Wiesbaden: Springer, S. 231-244.
- EKM, Terra cognita 33, 2018: Staatsangehörigkeit, politische Rechte und Möglichkeiten der Partizipation.
- Morawek, K. (2018). Urban Citizenship. Der Weg zu einer Demokratisierung der Schweizer Demokratie. Terra cognita 33, S.104-106.

Der Begriff «Citizenship» bildet eine zentrale Kategorie in der Migrationsforschung. Während er im Deutschen umgangssprachlich meist mit «Staatsbürger:innenschaft» übersetzt und damit auf die Frage «Pass oder nicht?» verengt wird, ist der Begriff im Englischen weitaus vielschichtiger. Zwar wird er auch hier als Bezeichnung für die «Staatsangehörigkeit» benutzt, darüber hinaus bezieht er sich jedoch auch auf die Frage nach gesellschaftlichen Teilhaberechten bzw. Teilhabepolitiken. «Citizenship» stellt die Frage nach Ein- und Ausschluss, auf den tatsächlichen Gehalt von Rechten, auf Teilhabe und Partizipation. «Urban Citizenship» tut dies mit Fokus auf lokale Bedingungen und Prozesse. Dabei werden vorherrschende Integrationskonzepte weniger aus transnationaler Perspektive kritisiert, sondern aus lokaler Sicht. Angestrebt wird eine Demokratisierung des lokalen sozialen Zusammenlebens durch Erweiterung von Rechten und Teilhabemöglichkeiten auf Gemeindeebene. Als zentrale Akteur:innen betrachtet werden dabei auch Geflüchtete und andere rassifizierte Personen(gruppen).

«Wie lässt sich eine offene Verhandlung über die gesellschaftliche Zukunft in der Schweiz ermöglichen, die allen gleichen Zugang zu diesem Aushandeln sichert? Der im deutschsprachigen Raum noch wenig beachtete Begriff der «Urban Citizenship» (Stadtbürgerschaft) steht für die Ausweitung der rechtlichen, politischen, sozialen und kulturellen Teilhabe aller Menschen, die an einem Ort zusammenleben. Ziel dabei ist, zu einer «Demokratisierung der Demokratie» zu kommen.» (Morawek, 2018, S. 104)

Diskutiert werden dabei auch die Grenzen einer lokalen Sicht auf Teilhabemöglichkeiten und Partizipationsprozesse:

«Die Grenzen einer lokal verankerten Politik der Urban Citizenship sind allerdings offensichtlich. Denn viele Entscheidungen über Rechte und Ressourcen finden auf nationaler und transnationaler Ebene statt. So lange Kapital- und Handelsflüsse über Grenzen hinweg funktionieren, müssten sich soziale Bewegungen auch an Transnationalität orientieren. Hier wird die Notwendigkeit von Bündnissen etwa zwischen Stadtbürgerschaftsbewegungen, der Grenzregimekritik und der Asyl- und Menschenrechtsbewegungen deutlich, die auf transnationalen Ebenen arbeiten. Um das transformative Versprechen von Urban Citizenship auch tatsächlich einzulösen, braucht es einerseits soziale Bewegungen und einen neuen, selbstbewussten Machtanspruch bisher marginalisierter Positionen. Andererseits geht es um progressive Politiken auf lokaler, nationaler und transnationaler Ebene, die es verstehen, tatsächliche Effekte zu produzieren – dort, wo Datenabgleich, Einreise- und Visapolitiken, Zusammenarbeit von Behörden, Asyl- und Abschiebestandards usw. verhandelt und entwickelt bzw. strukturelle Veränderungen bewirkt werden können. Dann könnte ein substanzieller, europaweiter Weg in Richtung einer Demokratisierung der Demokratie und einer Ausweitung des Rechts auf Rechte beschritten werden.» (Morawek, 2018, S. 106)

Reflexive Wende in der Migrationsforschung, kritische Migrationsforschung und postmigrantische Gesellschaft:

- Nieswand, B. & Drotbohm, H. (Hrsg.) (2014). Kultur, Gesellschaft, Migration: Die reflexive Wende in der Migrationsforschung. Wiesbaden: Springer.
- Mecheril, P., Oscar, T.O., Melter, C., Arens, S. & Romaner, E. (2016). Migrationsforschung als (Herrschafts-)Kritik! In: Geier, T. & Zabrowski U. (Hrsg.): Migration: Auflösungen und Grenzziehungen, Studien zur Schul- und Bildungsforschung, S. 17-41. https://doi.org/10.1007/978-3-658-03809-0_2
- Foroutan, N. (2019). Die Postmigrantische Gesellschaft. Ein Versprechen der pluralen Demokratie. Bielefeld: transcript.

Nicht zuletzt vor dem Hintergrund der oben dargestellten konzeptuellen Erneuerungen in der internationalen sozialwissenschaftlichen Migrationsforschung haben sich in der deutschsprachigen Migrationsforschung in den letzten rund zwanzig Jahren verschiedene neuere Analyseperspektiven und -konzepte etabliert, die sich auf verschiedene Weise kritisch mit dem Assimilations- und Integrationsparadigma auseinandersetzen.

Reflexive Wende in der Migrationsforschung:

«In diesem gleichsam einführenden wie programmatischen Beitrag wird die These verfolgt, dass sich in den letzten Jahrzehnten in der Integrations- und Migrationsforschung eine intellektuelle Krise ereignet hat, die vor allem die zentralen Grundbegriffe – Migration, Kultur und Gesellschaft – kritisch hinterfragt. Im Rahmen der daran anknüpfenden „reflexiven Wende“ geht es verstärkt darum, die Wissens- und Bedeutungszusammenhänge zum Thema zu machen, durch die Migration als abgrenzbares Phänomen in Erscheinung tritt. Den Konstruktcharakter wissenschaftlichen Wissens über Migration klarer zu erkennen, führt aber nicht zu einer Abkehr von empirischer Forschung, sondern stimuliert, wie dieser Sammelband zeigt, die Entwicklung neuer thematischer Zuschnitte, theoretischer Konzepte und Forschungsansätze, denen bei aller Pluralität gemein ist, dass sie sich aus den empirischen und intellektuellen Begrenzungen des ehemals dominanten Integrations- und Ungleichheitsparadigmas herausgelöst haben. Sie stehen in diesem Sinne für einen sich immer deutlicher abzeichnenden Paradigmenwechsel der Migrationsforschung.» (Nieswand & Drotbohm, 2014, S. S. 1f.)

«Bevor wir näher auf die Beiträge des Sammelbandes eingehen, werden wir anhand von drei inhaltlichen Punkten, 1) der Unterscheidung zwischen Ausländern und Einheimischen, 2) dem Gesellschaftsbegriff der Migrationsforschung und 3) dem Kulturbegriff der Migrationsforschung detailliert begründen, warum ein erhöhtes Maß an Selbstreflexivität so notwendig erschien, um zeitgemäß über Migrationsphänomene nachzudenken und zu forschen.» (Nieswand & Drotbohm, 2014, S. 6f.)

«Wir argumentieren, dass die skizzierten Entwicklungen maßgeblich mit einer Erschütterung der zentralen Grundbegriffe des Integrations- und Assimilationsparadigmas, das seit den 1970er Jahren die Migrationsdebatten in den deutschsprachigen Ländern dominierte, verbunden sind. Aus diesem Grunde markiert die reflexive Wende der Migrationsforschung einen Paradigmenwechsel in der Migrations- und Diversitätsforschung.» (Nieswand & Drotbohm, 2014, S. 7)

Perspektive der kritischen Migrationsforschung:

«Das Grundmotiv kritischer Migrationsforschung, zumindest jener, die uns hier als Orientierung vorschwebt, wird genährt von einem moralischen Impuls, in dem sich ein Unbehagen gegenüber migrationsgesellschaftlichen Strukturen und Ereignissen artikuliert, die Menschen in ihren Möglichkeiten, eine freiere Existenz zu denken, für diese einzustehen und zu leben, behindern, degradieren und entmündigen. Dieses Motiv der Kritik mobilisiert und leitet die wissenschaftliche Aufmerksamkeit in eine Richtung, die migrationsgesellschaftliche Herrschaftsstrukturen, Subjektivierungsphänomene und Formen der

Verschiebung und Veränderung dieser Strukturen empirisch und begrifflich in den Blick nimmt.» (Mehreril et al. 2016, S. 22)

Postmigrantische Analyseperspektive:

«Es geht in Wahrheit also gar nicht primär um Migration – die große Gereiztheit liegt vielmehr daran, am eigenen Anspruch einer weltoffenen, aufgeklärten Demokratie zu scheitern. Die Migration ist dabei der Spiegel, in dem wir diese Gewissheit erkennen: Wir sind hässlich geworden und wir schieben die Wut auf den Boten, der uns das übermittelt. Dies ist die Hauptthese dieses Buches. Der Kernkonflikt in postmigrantischen Gesellschaften dreht sich nur an der Oberfläche um Migration – tatsächlich ist der Konflikt jedoch angetrieben von der *Aushandlung und Anerkennung von Gleichheit als zentralem Versprechen der modernen Demokratien*, die sich auf Pluralität und Parität als Grundsatz berufen.

Die Omnipräsenz des Migrationsdiskurses verdeckt diesen zentralen Aushandlungskonflikt. Um die Probleme zu erkennen, die derzeit Gesellschaften polarisieren, müssen wir hinter die Migrationsfrage schauen, also postmigrantisch denken. Dazu ist es erforderlich, den Fokus auf gesellschaftspolitische Kernkonflikte um Anerkennung, Chancengerechtigkeit und Teilhabe zu lenken, die als umkämpfte politische Güter auch von Migrant*innen und ihren Nachkommen beansprucht werden. Das ist der Kern einer postmigrantischen Analyse.» (Foroutan, 2019, S. 13f.)

Literatur Teilaufgabe 3 (Kritische Datenreflexion)

- Supik, L. (2014). Statistik und Rassismus. Das Dilemma der Erfassung von Ethnizität. Frankfurt/New York: Campus.
- Supik, L. (2016). Statistik und Diskriminierung. In: A. Scherr, A. El-Mafaalani, E. Gökçen Yüksel, (Hrsg.): Handbuch Diskriminierung. Wiesbaden: Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-658-11119-9_46-1

«Das Messen von Diskriminierung im Sinne der Feststellung des Ausmaßes und der Verbreitung von struktureller und institutioneller Diskriminierung wird mit seinen Potenzialen und Dilemmata dargestellt. Besonders für die Messung von rassistischer Diskriminierung fehlen in Deutschland und anderen westeuropäischen Einwanderungsländern die geeigneten Daten.» (Supik, 2016, S.1)

Es gibt diverse Dimensionen von Diskriminierung und die Datenlage für diese ist unterschiedlich bzw. die Erfragung dieser Dimensionen ist unterschiedlich:

- Alter: Als metrische Variable ist diese einfach zu erheben. Es können auch Alterskategorien gebildet werden.
- Behinderung: Es wird kritisiert, dass diese Variable v.a. in medikalisierten Kategorie verwendet wird, bzw. dass die Bezeichnungen Schwerbehinderung oder der Grad der Behinderung nichts über die Schwere einer Behinderung aussagen. In der Disability Bewegung wird mit dem sozialen und kulturellen Modell der Behinderung gearbeitet. Doch dazu gibt es keine statistischen Erfassungen im deutschsprachigen Raum.
- Geschlecht: Die meisten Datensätze enthalten dichotome Variablen, männlich oder weiblich. Eine inklusivere und weniger heteronormative statistische Erfassung von Geschlecht und Sexualität ist in deutschen Erhebungen selten anzutreffen.
- Sexuelle Orientierung: In Deutschland wurde diese zum ersten Mal 2016 erfragt im Sozioökonomischen Panel (SOEP). Jedoch sind die Grenzen oftmals nicht trennscharf und zu LGBTIAQ+ gibt es unscharfe Schätzungen.
- Religion/Weltanschauung: Oft beschränken sich Befragungen zur Religion auf die Frage «Welcher Religionsgesellschaft gehören Sie an?» oder «Zu welcher der folgenden Religionen,

Glaubensrichtungen oder Weltanschauungen bekennen Sie sich?». Neben der offiziellen Mitgliedschaft in einer religiösen Gemeinde oder einem Verein und dem Bekenntnis wäre die religiöse Praxis im Alltag relevant, z.B. im Sinne von: «Ist die Ausübung der Religion für Sie im Alltag wichtig?». Im Kontext der Diskriminierung ist der Übergang zwischen religiöser und rassistischer Diskriminierung (wie bspw. antimuslimischer Rassismus oder Antisemitismus) fließend.

- **Ethnische Herkunft (oder «Rasse»):** Bei den Daten über die ethnische Herkunft verwendet Supik den Begriff der «Ethnizitätsdaten». Damit sind Daten gemeint, die Informationen über sowohl die Selbstauskunft über Identität wie auch die Selbstauskunft über Fremdzuschreibung geben.

Der Begriff «Migrationshintergrund» in Erhebungen wird von diversen NGOs, der UNO und europäische Institutionen als nicht geeignet zur Diskriminierungsmessung eingestuft. Dies weil dieser Indikator, mangels eines rassistische Diskriminierung messenden Indikators als Proxyindikator (Proxy = Platzhalter) verwendet wird. Auch die Daten über Staatsangehörigkeit und Geburtsort werden als nicht geeignet betrachtet. Fachpersonen, die im Bereich der Antidiskriminierung arbeiten, diskutieren zunehmend die Notwendigkeit, Ethnizitätsdaten in Umfragen zu erheben, v.a. im Kontext der Diskriminierung, der gesellschaftlichen Teilhabe und der Integration sowie der Equality und Diversity Monitoring. «Die Statistikabteilung der Vereinten Nationen empfiehlt, Daten über die ethnische-kulturelle Zugehörigkeit im Sinne einer subjektiven Selbstauskunft zu erheben» (Supik, 2016, S.7).

Doch die Erfassung von Kategorien der ethnischen Herkunft sind mit Dilemmata und Risiken verbunden und es bestehen Grenzen beim Messen dieser Kategorien.

Dilemma 1: Freiwillige Selbstauskunft vs. Fremdkategorisierung: «Ein grundlegendes ethisches Prinzip der Erhebung von Daten über Ethnizität und rassistische Diskriminierung ist, dass jeder Mensch diese Auskunft selbst geben oder verweigern kann und es kein weiteres Wahrheitskriterium für diese subjektive Auskunft gibt.» Ethisch problematisch ist es, wenn Informationen durch Dritte erhoben werden (also Lehrpersonen oder Ärzt:innen, usw.). Denn solche Informationen enthalten immer Fremdzuschreibungen und damit rassistische Zuschreibungen und Diskriminierungen. Bei der Erhebung durch freiwillige Selbstauskunft sollte den Befragten immer der grösstmögliche Spielraum gelassen werden, sodass Befragte die Frage auch nicht beantworten müssen oder mittels Residualkategorien etwas anderes eingeben können. Auch sollte die Möglichkeit gegeben werden, mehrere Antworten anzuklicken (also Mehrfachnennungen). Eine ganz offene Antwortoption ist auch nicht zielführend, da letzten Endes die Forschenden nachträglich Gruppierungen (Codierungen oder Allokationen) der Antworten vornehmen und so wieder eine Fremdkategorisierung stattfindet. Doch die Vorgabe von geschlossenen Antworten ist die Auskunftsfreiheit der einzelnen eingeschränkt, da die meisten Befragten (aufgrund eines psychologischen Effekts) die vorgegebenen Antwortoptionen einer selbst eingetragenen Antwort vorziehen.

Dilemma 2: Selbstbild vs. Fremdbild, Stigmatisierung vs. Zugehörigkeitsgefühl: «Im Kontext von Diskriminierung ist weniger von Bedeutung, wie eine Person selbst sich sieht und zugehörig fühlt, als wie sie von anderen gesehen wird, insbesondere ob sie von Angehörigen der Mehrheit als ‚Eine von uns‘ gesehen und akzeptiert wird. [...] Zur Diskriminierungsmessung wäre es am treffendsten, Menschen nach ihrer rassistischen Stigmatisierung zu fragen, also danach, wie sie seitens der Mehrheit eingeordnet werden bzw. nach der Zugehörigkeit zur privilegierten Wir-Gruppe innerhalb der diskriminierenden Strukturen der deutschen Gesellschaft. (Z. B.: „Sehen andere Menschen Sie üblicherweise als Angehörige der Mehrheitsgesellschaft?“ oder „Werden Sie als weisse Deutsche wahrgenommen?“).»

Das heisst also, durch die Erfassung von Ethnizitätsdaten zur Diskriminierungsmessung wird der rassistische Gestus wiederholt, Menschen zu schubladisieren und sie aus der Aussenperspektive, durch den fremden, z.T. auch feindseligen Blick zu betrachten, unabhängig davon, ob diese Sichtweise mit dem Eigenbild korrespondiert. Durch die statistischen Erhebungen werden Menschen und

ihre Erfahrungen «in Schubladen gesteckt», damit sie besser verglichen werden können. Doch entstehen dadurch Gemeinsamkeiten mit dem Bild von (rassistischen) Stereotypen, welchen die Antidiskriminierungspolitik entgegenzuwirken versucht. Damit werden also die Stereotypen und die rassistischen Zuschreibungen durch die «Amtlichkeit und Wissenschaftlichkeit der Statistik erst legitimiert» (Supik, 2016, S.11).

Dilemma 3: Gruppismus und Performativität: Das Klassifikationssystem, das für das statistische Erfassen und Darstellen von Stigmatisierungs- und Ausschlusserfahrungen notwendig ist, bedient ein Schubladen- und Gruppendenken im Zusammenhang mit Ethnizität und Rassismus («Gruppismus»). Allerdings sind ethnische Gemeinschaften nicht scharf voneinander getrennt und klar voneinander zu unterscheiden. Doch die scharfe und strikte Grenzziehung sind eine technische Notwendigkeit der statistischen Erhebung, um exakt definieren zu können, wovon die Rede ist. Gleichzeitig sind solche Elemente der Grenzziehung «ein tragendes Element älterer wie neuerer rassistischer Ideologien [...] In der Herstellung einer rigiden Ordnung besteht eine riskante Nähe der Bevölkerungsstatistik zum Rassismus, die Fehlinterpretationen Vorschub leistet» (Supik, 2016, S.11f).

Methodisches Problem 1: Datenschutz und Datenmissbrauch: Zum einen bergen kleine Fallzahlen das Risiko in sich, dass Identifikation von Einzelpersonen nicht ausgeschlossen werden kann. Zum anderen haben Angaben über Gruppenzugehörigkeit, wie bspw. der ethnischen Zugehörigkeit in personenbezogenen Registerdaten ein Stigmatisierungspotential. «Vertreter*innen der jüdischen Gemeinde und der Sinte*zza und Rom*nja in Deutschland lehnen die Erhebung von Ethnizitätsdaten grundsätzlich ab aus Sorge vor Missbrauch, und auch wegen der potentiellen Gefahr für die persönliche Sicherheit der Datensubjekte.» (Supik, 2016, S. 12f)

Methodisches Problem 2: Offenheit für rassistische Kausalinterpretationen: «Durch Berechnungen kann zwischen zwei Phänomenen ein wahrscheinlich bestehender Zusammenhang gezeigt werden, jedoch keine Ursache-Wirkungsbeziehung.» (Supik, 2016, S.13)

Methodisches Problem 3: Rückkopplungseffekte: «Ein weiterer Aspekt von statistischem Wissen über Diskriminierung besteht in Rückkopplungseffekten auf menschliches Handeln. Menschen, die in strukturellen und institutionellen Bedingungen der Ungleichheit agieren, ziehen aus dem Wissen über die besseren oder schlechteren Chancen, die sie selbst oder andere haben, Schlussfolgerungen für ihr Handeln. Menschen, die benachteiligten statistischen Gruppen angehören, können aus dem Wissen über diese schlechteren Chancen für ihre Gruppe resignieren, es kann sich negativ auf ihre Motivation auswirken, z. B. in Bildung zu investieren oder beruflichen Aufstieg anzustreben (Brunner 1994). Andererseits kann das Wissen, einer benachteiligten Gruppe anzugehören, für die Betroffenen auch eine Entlastung sein („Es liegt nicht an mir.“) und zu stärkerem Selbstbewusstsein und Solidarisierung mit anderen Benachteiligten führen.» (Supik, 2014, S. 13)

- Baumann, A. L., Egenberger, V. & Supik, L. (2018). Erhebung von Antidiskriminierungsdaten in repräsentativen Wiederholungsbefragungen. Bestandesaufnahme und Entwicklungsmöglichkeiten. Herausgegeben von der Antidiskriminierungsstelle des Bundes.

Das Thema der Diskriminierung wird in repräsentativen Wiederholungsbefragungen abgefragt, doch nur in Ausschnitten und nur bezogen auf gewisse Gruppen und nicht auf die Allgemeinheit der Befragten, wie bspw. ältere Menschen oder «Personen mit Migrationsgeschichte». Auch ist die Verortung der Befragten in Bezug auf Ausgrenzungskategorien nur teilweise erfasst. So würden bei der Erfassung des Geschlechts Trans*- und Inter*-Personen nicht sichtbar. Bei Menschen mit einer Behinderung würden nur diejenigen mit einem Schwerstbehindertenstatus befragt und im Zusammenhang mit der Migrationsgeschichte sei es nicht gestattet, Menschen danach zu unterscheiden, ob sie als Schwarz, «ausländisch» oder «fremd» wahrgenommen würden.

Empfehlung der Autor:innen:

- Es sollten allgemeine Fragen zu Diskriminierungserfahrungen in den Umfragen enthalten sein. Diese sollten nicht auf einzelne Merkmale (wie Geschlecht oder Alter) sondern auf alle Diskriminierungskategorien bezogen sein:
 - o Geschlecht
 - o Ethnische Herkunft / rassifizierende Zuschreibung
 - o Religion / Weltanschauung
 - o Behinderung / Beeinträchtigung
 - o Sexuelle Orientierung
- Diskriminierung geschieht über Fremdzuschreibung, deshalb sollte bei der Erfragung von Diskriminierungserfahrungen die Selbstauskunft zu Selbst- und Fremdzuschreibung erfasst werden. Dabei empfehlen die Autor:innen, von amtlichen Definitionen wie «Migrationshintergrund» oder «Grad der Behinderung» abzusehen.
- Bei Fragen zur subjektiven Selbstauskunft und selbst wahrgenommener Fremdzuschreibung sind betroffene Gruppen in der Entwicklung von Fragebogenitems partizipativ miteinzubeziehen. Der Einbezug dieser folgt nach den zivilgesellschaftlich formulierten Grundsätzen der Freiwilligkeit, Selbstzuordnung und Aufklärung.
 - o Partizipatorische Prozesse können über die Errichtung eines Befragtenbeirates, der die Diversität der Bevölkerung widerspiegelt, institutionalisiert werden.
 - o Befragung sollte barrierefrei sein, also übersetzt in den jeweiligen Sprachen der interessierenden Zielgruppe; leichte Sprache, usw.
 - o Die Teilnehmenden sollten über den Zweck der Erhebung und den Datenschutz aufgeklärt werden.
 - o Bei schwer erreichbaren Zielgruppen sollte über neue und innovative Wege versucht werden, diese zu erreichen. Solche «neuen Wege der Erreichbarkeit» werden von den Autor:innen empfohlen.
 - o Zur Entwicklung von Fragebogenitems zu konkreten Diskriminierungserfahrungen empfehlen die Autor:innen gezielte qualitative Vorstudien (bspw. Fokusgruppen) durchzuführen und diese durch quantitative Verfahren zu testen.
 - o Die Antwortkategorien für Fragen nach subjektiver Selbstauskunft und selbst wahrgenommener Fremdzuschreibung raten die Autor:innen an, diese in Workshops, Fokusgruppengesprächen gemeinsam mit zivilgesellschaftlichen Organisationen, die Diversität der Bevölkerung repräsentieren, zu entwickeln.

- Haug, W. (2019). Gleichbehandlung und Diskriminierung nach Herkunft und ethnokulturellen Merkmalen. Stand und Optionen für die öffentliche Statistik und die wissenschaftliche Forschung in der Schweiz. Studie Im Auftrag der Fachstelle für Rassismusbekämpfung, Eidgenössisches Departement des Innern.

In europäischen statistischen Systemen werden keine Informationen zu rassistischen oder ethnischen Merkmalen erhoben und veröffentlicht. Eine der Ursachen liegt darin, dass weder die UNO noch Eurostat oder die OECD anerkannte Definitionen, Klassifikationen oder Nomenklaturen zu «Rasse» oder «Ethnizität» kennt.

Damit statistische Erhebungen für gleichbehandlungs- und diversitätspolitische Zwecke genutzt werden können, bestehen diverse Empfehlungen in internationalen Handbüchern und Richtlinien:

- relevante «Minderheiten» müssen bei der Entwicklung von gruppenbezogenen Befragungen mit einbezogen werden
- Mehrfachidentitäten gilt es anzuerkennen
- Prinzip der Selbstdeklaration findet bei Fragen nach Gruppenzugehörigkeit Anerkennung
- Fokussierung auf «Risikogruppen»
- Innovative Stichprobentechnik sollen bei «schwer erreichbaren Gruppen» angewendet werden
- Verschiedene Datenquellen werden miteinander verknüpft
- Validität und Vergleichbarkeit von Indikatoren der Gleichbehandlung und Diskriminierung werden verbessert

Auch in der öffentlichen Statistik der Schweiz haben Kategorien wie «Rasse» oder «Ethnie» nie eine Rolle gespielt. Abgesehen von sehr wenigen Ausnahme, enthalten die Personenregister von Bund und Kantonen keine Angaben zu ethnokulturellen Merkmalen wie Ethnie, Sprache oder Religion. Sie enthalten lediglich Angaben «aus dem Bereich des Ausländer- und Asylrechts, des Zivilgesetzbuches, zu Beiträgen und Leistungen der sozialen Sicherheit, zu Arbeit und Einkommen, zu den Wohnverhältnissen usw., die sich auf dieselben Personen und Personengruppen beziehen und statistisch entsprechend ausgewertet werden können.» (Haug, 2019, S. 55). Herkunftsspezifische Angaben beschränken sich auf Geburtsort, Wohnort, Staatsangehörigkeit, Zuwanderungsdatum, Aufenthaltsstatus, Aufenthaltsdauer und Haushaltszusammensetzung.

Haug argumentiert, dass Kategorien wie «Rasse», «Hautfarbe» oder «ethnische Zugehörigkeit» keine für die sozialwissenschaftliche Forschung relevanten Kriterien zur Gliederung der Schweizer Gesellschaft sind. «Die für die Schweiz von der Forschung verwendeten Dimensionen zur Unterscheidung von Bevölkerungsgruppen orientieren sich denn auch (ähnlich wie in der öffentlichen Statistik) an demographischen, herkunftsbezogenen, politischen, sozialen, räumlichen, regionalen, sprachlichen oder religiösen Merkmalen.» Hinsichtlich «ethnischer Zugehörigkeit» haben kognitive Tests gezeigt, dass sowohl in der Schweiz als auch in anderen europäischen Ländern die Mehrheit der Bevölkerung das Konzept der «ethnischen Gruppe» nicht versteht und keine Beziehung dazu hat.

Die Untersuchung von Diskriminierung aufgrund von Geschlecht oder Behinderung hat in der öffentlichen Statistik und der Forschung in der Schweiz Fortschritte erzielt. Doch die Diskriminierung aufgrund von Herkunft oder kulturellen Merkmalen werden sowohl in der öffentlichen Statistik als auch in der Forschung nicht systematisch untersucht. Fragen zu subjektiven Diskriminierungserfahrungen wurden in den letzten Jahren in Umfragen der Forschung und der öffentlichen Statistiken integriert. Jedoch werden diese nicht systematisch erhoben und oft nicht systematisch nach Standardisierungsverfahren und multivariaten Analysen ausgewertet.

Haug sieht Ansatzpunkte, wie bestehende Erhebungen der öffentlichen Statistik und der Forschung optimiert werden können, um die Daten für die Untersuchung von Ungleichbehandlung und Diskriminierung zu nutzen (Haug, 2019, S. 58-59):

- «Stärkere Fokussierung auf Risikogruppen, die aufgrund von Herkunft, Sprache, Religion oder rechtlicher Stellung besonders stark diskriminierungsgefährdet sind. Für manche dieser Gruppen lässt sich die Lebenssituation durch erhebungsübergreifende Datenauswertungen in zentralen Bereichen wie Arbeitsmarkt und Arbeitsbedingungen, Wohnungsmarkt und Wohnbedingungen, Bildung und Weiterbildung, Gesundheit, Einkommen und soziale Sicherheit beschreiben und vergleichen.»
- «Priorisierung von registerbasierten Datenverknüpfungen und Verlaufsanalysen, um Entwicklungen und Veränderungen bei besonders exponierten Gruppen im Zeitverlauf zu erkennen. Dies betrifft insbesondere Zuwanderer aus dem Ausländer- und Asylbereich sowie ihre Nachkommen in Bezug auf Sprache, Beteiligung am Bildungssystem, Arbeits- und Wohnungsmarkt, Einkommenssituation und soziale Sicherheit.»
- «Gezielte Stichprobenziehung und «Oversampling» für bestimmte Zielgruppen, ergänzt durch vermehrtes Pooling von Erhebungsdaten über mehrere Jahre hinweg, um für kleine Gruppen und Gebiete repräsentative Aussagen zu machen.»

- «Harmonisierung und Abstimmung der Fragen nach Diskriminierung in den verschiedenen Surveys: Definitionen (Behinderung, Benachteiligung, Diskriminierung usw.), erfragte Diskriminierungsgründe, Beurteilungskriterien, Referenzperioden, Behandlung von Mehrfachdiskriminierung usw.»
- «Verbindung von subjektiven Angaben zu Diskriminierungserfahrung und Ungleichbehandlung mit objektiven Informationen. Die öffentliche Statistik hat die Chance, Fragen in einem konkreten thematischen Kontext zu stellen (Arbeitsmarkt, Gesundheitswesen, Bildungssystem usw.), Filter für Vertiefungsfragen einzubauen und subjektive Aussagen auf konkrete Sachverhalte zu beziehen, wodurch Interpretation und Validierung erleichtert werden.»
- «Einbezug aller verfügbaren Desaggregationsmöglichkeiten [Als Gegensatz zur Aggregation meint die Desaggregation die Aufgliederung der Makrodaten zu Mikrodaten] und Hintergrundvariablen (demographisch, sozio-ökonomisch und ethnokulturell), um ihre Erklärungskraft und Relevanz für Diskriminierung und Ungleichbehandlung zu erkennen. Ergänzend zur deskriptiven Statistik sollte die öffentliche Statistik verstärkt Regressionsmodelle und multivariate Verfahren anwenden.»
- «Überprüfung sämtlicher Stichprobenerhebungen im Hinblick auf Vergleichbarkeit, Relevanz, Desaggregation, Qualität von Schlüsselindikatoren, Synergie mit Registerdaten. Bei der Erhebung von Variablen zu Einstellungen, Werten und Meinungen bestehen zum Teil Auswertungsschwierigkeiten, die auf Unklarheiten bei der Fragestellung und den angestrebten Ergebnissen zurückzuführen sind.»
- «Bessere Abstimmung zwischen öffentlicher Statistik und Forschung durch eine einheitliche Dokumentation der Stichprobenerhebungen des Bundesamtes für Statistik (Fragebogen, Variablen, Codebooks, Metadaten, methodische Grundlagen), angelehnt an internationale Standards der Forschung und der Statistik.»
- «Bei Befragungsmodulen oder Erhebungen zu Identität, Vorurteilen, Stereotypen, Glaube, Spiritualität, Werten und Meinungen ist eine wissenschaftliche Untermauerung anzustreben. Eventuell ist auch eine Klärung der Arbeitsteilung zwischen der öffentlichen Statistik, den Dateninfrastrukturen der Sozialwissenschaften und den öffentlichen Meinungsumfragen nötig.»

Schliesslich resümiert Haug, dass das statistische Monitoring von Ungleichbehandlung, Diskriminierung und Rassismus aus mehreren Blickwinkeln, mit diversen Instrumenten und im Zusammenspiel mehrerer Akteur:innen erfolgen muss.

▪ Schinkel, W. (2018). Against 'immigrant integration': for an end to neocolonial knowledge production. *CMS* 6, 31/2018. <https://doi.org/10.1186/s40878-018-0095-1>

In diesem Artikel umreißt der niederländische Forscher Willem Schinkel ein Argument aus seinem Buch Imagined Societies. A Critique of Immigrant Integration in Western Europe (Cambridge University Press, 2017).

Schinkels Argument (S. 1) umfasst drei wesentliche kritische Punkte, nämlich

- ...that 1) critiques immigrant integration research for bad (or lacking) conceptual work, specifically also in regard to the core sociological notion of 'society';
- 2) argues that immigrant integration monitoring is a neocolonial form of knowledge intricately bound up with the contemporary workings of power,
- and 3) proposes social science moves beyond notions of 'immigrant integration' and 'society' towards an imagination against the grain that involves paying due attention to what happens when migrants move across social ecologies, without resorting to common sense and/or policy categories in doing so.

Schenkel argumentiert also, dass das Konzept der Integration sehr unscharf ist. Er kritisiert die schlechte (oder fehlende) konzeptionelle Arbeit der Forschung zum Verständnis der Integration von Zugewanderten, insbesondere im Hinblick auf den zentralen soziologischen Begriff der «Gesellschaft». Es gibt nach ihm eine eindeutige Selektivität und Normativität bei der Verwendung des Begriffs in politischen Debatten und in der Forschung. Zudem stellt er fest, dass es einen starken Einfluss von Politik auf Forschung gibt, im Hinblick darauf, was und wie geforscht wird. Schliesslich argumentiert Schinkel,

dass die Integrationsforschung eine neokoloniale Form des Wissens ist, die eng mit (historisch gewachsenen) gegenwärtigen Machtverhältnissen verknüpft ist.

Damit argumentiert Schinkel ähnlich wie die kritisch-reflexive Migrationsforschung im deutschsprachigen Raum. Eine vergleichbare Sicht nimmt auch der britische Forscher Adrian Favell in seinem Buch «[The Integration Nation. Immigration an Colonial Power in Liberal Democracies](#)» (2022) ein.

A.7. Datenanalyse

Datensatz	Sampling Geflüchtete	primäre relevante Variablen	sekundäre relevante Variablen	Kombination mit anderen Datensätzen
Sozialhilfestatistik bzw. Sozialhilfeempfängerstatistik SHS	<p>Aufenthaltsstatus: Für die Leistungsklasse WSH sind nur folgende Antwortkategorien gültig:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jahresaufenthalt (B) (ohne Flüchtling mit Asyl B) - Niederlassung (C) (inkl. Flüchtling mit Asyl C) - Kurzaufenthalt (L) - Keine Bewilligung - Anderes - Vorläufig aufgenommenen Flüchtling (F) - Vorläufig aufgenommene Person (F)/(VA) - Flüchtling mit Asyl (B) - Weiss nicht <p>Leistungen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sozialhilfe im Flüchtlingsbereich (SH-FlüStat): Für die Leistungsklasse SH-FlüStat sind nur die Antwortkategorien «Flüchtling mit Asyl 5- 		<p>Minimale Integrationszulage MIZ (Die MIZ existieren nur noch in denjenigen Kantonen, wo die Revision der SKOS-Richtlinien vom 2016 nicht umgesetzt wurde.)</p> <p>Gründe für den Erhalt von MIZ:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gesundheitliche Gründe - Mangelnde Möglichkeiten für soziale Integrationsleistung - Andere Gründe gemäss kantonalen und kommunalen Richtlinien) <p>Integrationszulage für Nichterwerbstätige IZU (Gründe für den Erhalt von IZU:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alleinerziehend - Teilnahme an einem Programm zur sozialen Integration - Teilnahme an einer individuellen integrativen Massnahme - Gemeinnützige oder nachbarschaftliche Hilfe / Freiwilligenarbeit - Betreuung / Pflege von Angehörigen) <p>Haushaltsszusammensetzung:</p>	<p>AHV-Nr. wird erfasst, d.h. eine Kombination wäre dadurch möglich.</p> <p>Mögliche kombinierbare Datensätze:</p> <ul style="list-style-type: none"> - STATPOP - ZEMIS - Fallführungssystem IAS

	<p>(B)» und «Vorläufig aufgenommener Flüchtling 7- (F)» gültig.</p> <p>- Sozialhilfe im Asylbereich (SH-AsylStat): Für die Leistungsklasse SH-AsylStat sind nur die Antwortkategorien «Asylsuchende/r (N)» und «Vorläufig aufgenommene Person 7- (F)/(VA 7-)» gültig.</p>		<p>- Eigenes Kind (Sohn / Tochter) inkl. Adoptivkind</p> <p>- Stief- / Pflegekind / Kind des Partners</p> <p>- Andere, mit mir nicht verwandte Person</p> <p>Wohnsituation:</p> <p>- Wohnstatus (Mieter/in, Untermieter/in, Pension/Hotel, Stationäre Einrichtung (z.B. Heim, Klinik), Begleitetes Wohnen, Gratisunterkunft, Ohne feste Unterkunft, Lebt im Heim, Kollektivunterkunft für Asylsuchende, vorläufig aufgenommene Personen oder Flüchtlinge)</p> <p>Gesundheit</p> <p>- Pflegebedürftige Personen im Haushalt insgesamt</p>	
<p>Statistik der Bevölkerung und der Haushalte STATPOP</p>	<p>Haushaltsdatensatz:</p> <p>- schweizerisch-ausländische und ausländische Privathaushalte (ständige Wohnbevölkerung)</p> <p>- schweizerisch-ausländische und ausländische Privathaushalte (ständige und nichtständige Wohnbevölkerung)</p> <p>Bevölkerungsbewegung:</p> <p>- Unterscheidung zwischen EU/EFTA und nicht EU/EFTA</p> <p>- Kategorie Asylsuchende vorhanden, aber keine</p>	<p>Haushaltsdatensatz:</p> <p>- schweizerisch-ausländische und ausländische Privathaushalte (ständige Wohnbevölkerung)</p> <p>- schweizerisch-ausländische und ausländische Privathaushalte (ständige und nichtständige Wohnbevölkerung)</p>		<p>AHV-Nr. wird erfasst, d.h. eine Kombination wäre dadurch möglich.</p> <p>Mögliche kombinierbare Datensätze:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sozialhilfeempfängerstatistik - ZEMIS - Fallführungssystem IAS

	<p>Differenzierung nach Status</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unter Einwanderungsgrund wird differenziert zwischen "Anerkannter Flüchtling", "Ehemals vorläufig Aufgenommener", "übriger Härtefall" und "übrige Einwanderung" - Unter Anwesenheitsbewilligung wird unterschieden zwischen: "Aufenthalter (B)", "Niedergelassener (C)", "Vorläufig Aufgenommener (F)", "Asylsuchender (N)" <p>Jährlicher Bestand (SY-NOPSIS STATPOP)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wohnsitz im Rahmen der Flüchtlingshilfe (in der Schweiz anerkannter Flüchtling, ohne Erwerbstätigkeit) - Asylsuchender - Vorläufig Aufgenommener - Schutzbedürftiger 			
<p>Zentrales Migrationsinformationssystem ZEMIS</p>	<p>Es wird detailliert der Status der eingereisten Person, von der Einreise bis zu einer allfälligen Einbürgerung dokumentiert. Alle Änderungen werden in einem Mutationsprotokoll registriert und die</p>		<p>Angaben zu</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zivilstand - Partner:in, u.a. Staatsangehörigkeit, Ausländerkategorie, usw. - Familienangehörigen, wie Kinder, usw. 	<p>AHV-Nr. wird erfasst, d.h. eine Kombination wäre dadurch möglich.</p> <p>Mögliche kombinierbare Datensätze:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sozialhilfeempfängerstatistik

	Historie des Aufenthaltsstatus dokumentiert.			- STATPOP - Fallführungssystem IAS
Fallführungssystem IAS	Der Aufenthaltsstatus der Geflüchteten wird genau erfasst: - Asylsuchende (N-Ausweis); - Vorläufig Aufgenommene (F-Ausweis) - Vorläufig aufgenommene Flüchtlinge (F-Ausweis) - Anerkannte Flüchtlinge (B-Ausweis) - Schutzstatus S (S-Ausweis)			AHV-Nr. wird erfasst, d.h. eine Kombination wäre dadurch möglich. Mögliche kombinierbare Datensätze: - Sozialhilfeempfängerstatistik - STATPOP - ZEMIS
Zusammenleben in der Schweiz ZidS	Gesamte Stichprobengrösse: 3000 Personen Personen mit Fluchthintergrund sind ein Bestandteil der Stichprobe, doch unklar, wie hoch dieser Anteil ist. Je nach Art des Sampling kann dieser variieren. Wenn ein geschichtetes Sampling gewählt wurde, wäre die Stichprobengrösse der Status B und F (bei insgesamt 104'050/8'738'791=1.19%): ca. 35 bis 36 Personen. In dieser Befragung wurde die Stichprobe nach dem	Diskriminierungserfahrungen aufgrund von Gruppenzugehörigkeit, Rassismuserfahrung; In welchem Lebensbereich Diskriminierungserfahrungen gemacht (Arbeit, Schule, Gesundheitswesen, usw.) Einschätzung, ob Rassismus ein Problem ist; Einschätzung, ob mehr gegen Rassismus getan werden muss oder nicht;		Der Aufenthaltsstatus wird erfasst nach u.a. folgenden Kategorien: - Aufenthaltler - Niedergelassener - Vorläufig Aufgenommener - Asylsuchender - Nicht zugeteilt Jedoch ist das Sample der Asylsuchenden und vorläufig Aufgenommenen 0, bei den anderen Kategorien wird nicht ersichtlich, ob es sich

	<p>Zufallsprinzip erhoben.</p> <p>Im letzten Sample aus dem Jahr 2021 waren tatsächlich keine Personen mit Status B oder F. Hier sind aber die Personen mit Fluchthintergrund nicht inbegriffen, die ein C Status oder CH-Bürgerrecht haben.</p>	<p>Wer bzw. welche Institution mehr und wer bzw. welche Institution weniger gegen die Bekämpfung von Rassismus tun soll;</p> <p>Einschätzung, ob mehr für Integration von Migrant:innen getan werden muss oder nicht;</p> <p>Wer bzw. welche Institution mehr und wer bzw. welche Institution weniger für die Integration von Migrant:innen tun soll;</p> <p>soziale Kontakte zu Personen einer anderen Nationalität, Religion oder Hautfarbe;</p>		<p>um Menschen mit Fluchthintergrund handelt.</p> <p>AHV-Nr. wird nicht erfragt. Folglich Kombination mit anderen Datensätzen eher schwierig.</p>
<p>Schweizerisches Haushaltspanel SHS</p>	<p>2020 wurden insgesamt 4380 Haushalte und 7557 Individuen (>14 Jahre) befragt. Wie gross die Stichprobe der Personen mit Fluchthintergrund ist, geht aus den Daten nicht hervor.</p> <p>Eine Überrepräsentation der Personen mit Fluchthintergrund wäre allenfalls auch</p>	<p>Ebene Individuum:</p> <ul style="list-style-type: none"> - soziales Netzwerk, soziale Kohäsion - soziale Partizipation 	<p>Ebene Haushalt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Haushaltszusammensetzung (Andere Haushaltssituation mit und ohne Familienbeziehung; Andere Haushaltssituation ohne Familienbeziehung) - Art der Unterkunft und Zufriedenheit damit - Lebensstandard, Wohlstand und Finanzen - Wer übernimmt Kinderbetreuung / Betreuung von anderen Familienmitgliedern 	<p>Keine AHV-Nr. erfragt, weshalb eine Kombination mit anderen Datensätzen sehr aufwendig bis nahezu unmöglich erscheint.</p>

	bei dieser Erhebung machbar. Personen in Kollektivunterkünften wurden nicht befragt (also keine Asylsuchenden).		/ Erledigung von Hausarbeiten Ebene Individuum: - Gesundheitszustand - Hausarbeit und Care-Arbeit	
Schweizerische Gesundheitsbefragung SGS	<p>Insgesamt wurden 11'671 Frauen und 10'463 Männer befragt, wovon 17 277 Personen mit schweizerischer Staatsbürgerschaft und 4857 in der Schweiz wohnhafte Ausländerinnen und Ausländer waren. Wie viel von den Ausländerinnen und Ausländern einen Fluchthintergrund haben, ist aus den Daten des BFS nicht zu entnehmen.</p> <p>Interessant ist, dass bei Proxyinterviews das BFS folgende Gründe angibt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 62% sprachbedingt - 20% aus gesundheitlichen Gründen - 12% aufgrund Abwesenheit der Zielperson in der Erhebungszeit - 6% aus Altersgründen 	<p>Soziales Netzwerk:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soziale Unterstützung - Vertrauensperson im sozialen Umfeld - Einsamkeitsgefühle <p>Allerdings sind die Fragen nicht konkret auf Geflüchtete ausgerichtet.</p>	<p>Sozial gesundheitliches Wohlbefinden, das Aufschluss über allgemeine soziale Einbindung geben könnte.</p> <p>Auch physische und psychische Gesundheit sind wichtige Determinanten für Sozialverhalten.</p>	Keine AHV-Nr. erfragt, weshalb eine Kombination mit anderen Datensätzen sehr aufwendig bis nahezu unmöglich erscheint.
Erhebung über die Einkommen	Das Sampling umfasst alle schweizerischen Staatsangehörigen mit einem	<p>Soziale Beziehungen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soziale Unterstützung - Zufriedenheit mit 		Da die Stichprobe aus den Einwohnerregistern der Kantone und

<p>und Lebensbedingungen SILC</p>	<p>Hauptwohnsitz in der Schweiz und alle ausländischen Staatsangehörigen mit einer Anwesenheitsbewilligung für mindestens 12 Monate oder ab einem Aufenthalt von 12 Monaten in der Schweiz:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niedergelassene, Aufenthaltserinnen und Aufenthalter (inkl. anerkannte Flüchtlinge), - Kurzaufenthalterinnen und -aufenthalter mit einer kumulierten Aufenthaltsdauer von mindestens 12 Monaten, - Personen im Asylprozess mit einer Gesamtaufenthaltsdauer von mindestens 12 Monaten, - Diplomaten und internationale Funktionärinnen und Funktionäre und deren Familienangehörige <p>Wie gross die Stichprobe der Personen mit Fluchthintergrund ist, geht aus den Unterlagen nicht hervor.</p>	<p>persönlichen Beziehungen</p> <p>Soziale und politische Partizipation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vertrauen in Institutionen (Politik, Rechtssystem, Polizei) 		<p>Gemeinden gezogen wurde, kann es sein, dass AHV-Nr. vorhanden ist. Doch Genaueres ist dazu nicht bekannt.</p>
<p>Schweizerische Arbeitskräfteerhebung SAKE</p>	<p>Seit 2018 werden insgesamt rund 100'000 Interviews jährlich geführt (in 4 Quartalen</p>		<p>Wohnsituation Haushaltszusammensetzung Gesundheit</p>	<p>Kombination wäre allenfalls möglich, da die Stichprobe aus</p>

	<p>wird interviewt)</p> <p>Der Migrationsgrund wird erfragt: Aus welchem Hauptgrund sind Sie in die Schweiz gekommen? - Arbeit; familiäre Gründe; Asyl/politischer Flüchtling; Aus-/Weiterbildung; Pensionierung; anderer Grund</p>			<p>den amtlichen Personenregistern bzw. den kommunalen und kantonalen Einwohnerregistern stammt.</p>
<p>Schweizerische Arbeitskräfteerhebung Modul Migration SAKE</p>	<p>Seit 2003 wird die SAKE-Stichprobe durch eine Stichprobe mit ausländischen Personen ergänzt (15 000 Interviews bis 2009, 21 000 von 2010 bis 2017 und 20 000 seit 2018). Bis zum 1. Quartal 2014 diente als Datengrundlage für diese Stichprobe ausschliesslich das zentrale Informationssystem für Migration (ZEMIS). Seit dem 2. Quartal 2014 wird auch das Stichprobenregister des BFS verwendet.</p> <p>Unklar, wie gross gross die Stichprobe der Personen mit Migrationshintergrund ist.</p>		<p>Wohnsituation Haushaltszusammensetzung Finanzielle Unterstützung durch Staat Betreuungsaufgaben, deshalb nicht erwerbstätig oder Teilzeit erwerbstätig Einkommen Haushalt Selbst wahrgenommener Gesundheitszustand Dauerhaftes Gesundheitsproblem</p>	<p>Kombination wäre allenfalls möglich, da die Stichprobe aus ZEMIS und den amtlichen Personenregistern bzw. den kommunalen und kantonalen Einwohnerregistern stammt.</p>

	<p>Der Migrationsgrund wird erfragt: Aus welchem Hauptgrund sind Sie in die Schweiz gekommen? - Arbeit; familiäre Gründe; Asyl/politischer Flüchtling; Aus-/Weiterbildung; Pensionierung; anderer Grund</p>			
<p>Erhebung zur Sprache, Religion und Kultur ESRK</p>	<p>Stichprobenerhebung bei 10'000 Personen (plus allfällige kantonale Aufstockungen). Die Personen werden nach dem Zufallsprinzip aus dem Stichprobenregister des BFS ausgewählt. Staatsangehörigkeiten werden erhoben, jedoch keine Angaben zu Fluchtgeschichte bzw. -hintergrund.</p>	<p>Diskriminierungserfahrungen aufgrund von Gruppenzugehörigkeit, Religionszugehörigkeit, Rassismus</p>	<p>Haushaltszusammensetzung Finanzielle Situation Haushalt Sprachen</p>	<p>Die Stichprobe wird aus dem Stichprobenregister des BFS gezogen. Eine Kombination mit anderen Datensätzen mittels AHV-Nr. wäre möglich.</p>
<p>Erhebung zu Familien und Generationen EFG</p>	<p>Stichprobenerhebung bei 10'000 Personen (plus allfällige kantonale Aufstockungen). Die Personen werden nach dem Zufallsprinzip aus dem Stichprobenregister des BFS ausgewählt. Staatsangehörigkeit wird erhoben, aber nicht</p>		<p>Haushaltszusammensetzung Aufteilung der Kinderbetreuung mit dem Partner/der Partnerin Nutzung von familienergänzender Kinderbetreuung Aufteilung der Hausarbeit mit dem Partner/der Partnerin Praktische Unterstützung im persönlichen Umfeld (Hilfe für gesundheitlich eingeschränkte Personen, Hilfe im Haushalt)</p>	<p>Die Stichprobe wird aus dem Stichprobenregister des BFS gezogen. Ob dort die AHV-Nr. festgehalten ist, ist mir nicht klar.</p>

	Fluchthintergrund, bzw. der ausländerrechtliche Status.		finanzielle Situation; Unterhaltsbeiträge; materielle Unterstützung Gesundheit; Wohlbefinden; Netzwerk Werte und Einstellungen Religion und politische Einstellung	
Strukturhebung SE	<p>Stichprobenerhebung bei 200 000 Personen mit Internet-Fragebogen (eCensus) oder Papier-Fragebogen; Personen ab 15 Jahren der ständigen Wohnbevölkerung in Privathaushalten.</p> <p>Die Stichprobe umfasst auch Personen mit Ausweisen N, S und F. Die Erhebung wird zudem auch in mehreren nicht Landessprachen durchgeführt und ist verpflichtend.</p>		<p>Haushalte und Familien - Haushalts- und Familientypen (Mehrfamilienhaushalte, Einpersonenhaushalte, Paare ohne Kinder, usw.) - Bewohnertyp (Mieterwohnungen, Eigentumswohnungen, andere)</p> <p>Gebäude und Wohnungen - Einfamilienhäuser, Mehrfamilienhäuser, Wohngebäude mit Nebennutzung, Gebäude mit teilweiser Wohnnutzung - Anzahl Zimmer / Wohnfläche - Mietpreis</p> <p>Sonstiges - Sprachen - Religionen</p> <p>Arbeit - Erwerbsmodelle bei Paaren mit Kindern</p>	Die Stichprobe wird aus dem Stichprobenregister des BFS gezogen. Ob dort die AHV-Nr. festgehalten ist, ist mir nicht klar.
Integrationsindikatoren (BFS)	Findet kein Sampling von Geflüchteten statt; es wird oft nur nach Migrationsstatus bzw. nach Staatsangehörigkeit kombiniert mit Geburtsort unterschieden	Bürgerliche Teilhabe Die gesamte ständige Wohnbevölkerung der Schweiz kann sich im weiteren Sinne am politischen Leben beteiligen. Die	Lebensbedingungen und Armut Die Indikatoren zur finanziellen Situation und zu den Lebensbedingungen – sei es hinsichtlich Einkommen, Sozialhilfebezug oder Wohnen – geben wichtige Hinweise zur sozioökonomischen Integration der	Da es sich hierbei um ein Indikatorensystem handelt, ist nicht ganz klar, in welcher Form die Daten vorhanden sind, ob es Individual-

		<p>Indikatoren zum Vertrauen in die politischen Institutionen und staatlichen Behörden der Schweiz sowie zur Chancengleichheit zwischen der schweizerischen und der ausländischen Bevölkerung geben Auskunft über die Integration der verschiedenen Bevölkerungsgruppen.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aktive Mitgliedschaft in einem Verein oder in einer Gruppe (SILC) - Rohe Einbürgerungsziffer (STATPOP) - Vertrauen in das politische System und in die Polizei (SILC) - Meinung zur Chancengleichheit (SILC) <p>Sozialer Zusammenhalt Um das Zusammenleben und den Austausch zwischen den Bevölkerungsgruppen unterschiedlicher Herkunft zu begünstigen, braucht es ein offenes gesellschaftliches Klima frei von Diskriminierung, Ausgrenzung und Segregation.</p>	<p>betreffenden Personen. Die Lebensbedingungen zeigen, wo eine Bevölkerungsgruppe im Integrationsprozess steht und mit welchen materiellen Schwierigkeiten sie zu kämpfen hat.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wohnbedingungen in Bezug auf Ausstattung und Lärm (SILC) - Durchschnittliche Wohnfläche pro Person (STATPOP) - Schwierigkeit, über die Runden zu kommen (SILC) - Armutsquote der Erwerbstätigen (SILC) <p>Sprache Kenntnisse einer oder mehrerer Landessprachen der Schweiz sind nicht nur grundlegend für die Arbeitsmarktteilnahme, sondern generell für die Kontakte mit der Wohnbevölkerung in der Schweiz. Für ausländische Staatsangehörige sind sie darüber hinaus Voraussetzung für den Familiennachzug, für den Erhalt einer Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung sowie für eine ordentliche oder erleichterte Einbürgerung.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Landessprache als Hauptsprache (SE) - Im familiären Umfeld gesprochene Lokalsprachen (SE) - Regelmässiger Gebrauch der Landessprachen (SE) <p>Familie</p>	<p>oder Aggregatdaten sind. Die Darstellungen auf der Webseite des BFS lassen auf Aggregatdaten vermuten.</p>
--	--	--	---	---

		<p>Die Indikatoren in diesem Lebensbereich messen und beschreiben das gesellschaftliche Klima und geben damit Auskunft über den sozialen Zusammenhalt innerhalb einer vielfältigen Bevölkerung wie jener der Schweiz. Zwei Indikatoren beziehen sich auf die Kriminalität, die auf mangelhaften sozialen Zusammenhalt und einen schwierigen Integrationsprozess hinweisen kann.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Erfahrung rassistischer Diskriminierung (ZidS) - Räumlicher Dissimilaritätsindex (Dieser Indikator gibt Auskunft über die räumliche Verteilung verschiedener Bevölkerungsgruppen. Er misst die Konzentration bzw. die Streuung von Personen, die diesen Gruppen angehören, in verschiedenen räumlichen Einheiten.) (STATPOP) - Akzeptanz von gesellschaftlicher Vielfalt (ZidS) - Gefühl der Sicherheit (SILC) 	<p>Die Familie, insbesondere der Aspekt der Familienorganisation, ist ein wichtiges Thema zur Beschreibung der Integration. Die entsprechenden Indikatoren geben Auskunft über die Unterschiede bei der familienergänzenden Kinderbetreuung und bei der Vereinbarkeit von Beruf und Familie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Erwerbssituation der Mütter und Väter (SAKE) - Haus- und Familienarbeit (Modul Unbezahlte Arbeit; SAKE) - Familienergänzende Kinderbetreuung (EFG) <p>Gesundheit</p> <p>Die Gesundheit ist ein grundlegender Aspekt des Wohlbefindens einer Person. Der Zugang zu medizinischen Leistungen, die Kenntnisse des schweizerischen Gesundheitssystems sowie generell die sozioökonomische Stellung stehen in engem Zusammenhang mit dem Gesundheitszustand. Aus diesem Grund sind gleiche Gesundheitsbedingungen eine wesentliche Voraussetzung für die Integration.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Selbst wahrgenommener Gesundheitszustand (SAKE) - Dauerhaftes Gesundheitsproblem (SAKE) - Einsamkeitsgefühl (SGB) 	
--	--	---	--	--

<p>Wohlfahrtsmessung (BFS)</p>	<p>Findet kein Sampling von Geflüchteten statt; es wird oft nur nach Migrationsstatus bzw. nach Staatsangehörigkeit kombiniert mit Geburtsort unterschieden</p>	<p>Soziales Netzwerk</p> <ul style="list-style-type: none"> - Freiwilligenarbeit - Vertrauen in Institutionen 	<p>Ökonomische Situation Familie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Haus- und Familienarbeit - Verschuldung der privaten Haushalte - Armutsquote <p>Gesundheit</p> <ul style="list-style-type: none"> - Selbst wahrgenommenen Gesundheitszustand (physisch) - Psychischen Gesundheit - Lebenszufriedenheit 	<p>Da es sich hierbei um ein Indikatorensystem handelt, ist nicht ganz klar, in welcher Form die Daten vorhanden sind, ob es Individual- oder Aggregatdaten sind. Die Darstellungen auf der Webseite des BFS lassen auf Aggregatdaten vermuten.</p>
<p>Freiwilligenmonitor (SGG)</p>	<p>Insgesamt werden 5000 Personen befragt. Es wird die Zielgruppe "Migrationsbevölkerung, Flüchtlinge" befragt. Diese umfasst die Kategorien «Menschen mit Migrationshintergrund, AusländerInnen» (7 %), «Flüchtlinge, vorläufig Aufgenommene» (5 %) und «Asylsuchende» (4 %).</p>	<p>Freiwilligenarbeit</p> <ul style="list-style-type: none"> - Verschiedene Formen der Freiwilligkeit - soziales Profil der Freiwilligen - Motive der Freiwilligen 		<p>Geht nicht hervor, ob bspw. Merkmale wie die AHV-Nr. erfragt werden, um mögliche Kombinationen mit anderen Datensätzen abschätzen zu können</p>
<p>Integrationsindikatoren Basel-Stadt (und weitere kantonale/städtische Systeme)</p>		<p>Politik und Zusammenleben</p> <ul style="list-style-type: none"> - Beteiligung an Freiwilligenarbeit nach Staatsangehörigkeit, Basel-Stadt - Zufriedenheit mit dem Kulturangebot – «Wie zufrieden sind Sie mit dem Kulturangebot?», Basel-Stadt 	<p>Wohnsituation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Familienmietzinsbeitragsquote nach Staatsangehörigkeit - Mittlere Wohnfläche pro Person in m² nach Staatsangehörigkeit <p>Sprache</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sprachen im Freundeskreis – «Welche Sprache wird in Deinem Freundeskreis 	<p>Ist schwierig abzuschätzen, da der Fragebogen nicht finden konnte.</p>

		<p>- Zufriedenheit mit dem Wohnungsangebot nach Heimat – «Wie zufrieden sind Sie mit dem Wohnungsangebot?», Basel-Stadt</p>	<p>am häufigsten gesprochen?», Basel-Stadt</p> <p>Bekanntheit von Angeboten</p> <p>- Bekanntheit und Nutzung der Mütter- und Väterberatung nach gesprochener Sprache – «Kennen oder nutzen Sie die Mütter- und Väterberatung bzw. würden Sie diese nutzen?», Basel-Stadt</p> <p>- Bekanntheit und Nutzung von Elternbildungsangeboten nach gesprochener Sprache – «Kennen oder nutzen Sie die Elternbildungsangebote bzw. würden Sie diese nutzen?», Basel-Stadt</p>	
--	--	---	---	--

A.8. Expert:inneninterviews

Sample

Kategorien	D-Schweiz	F- und I-Schweiz
Kantonale Integrationsdelegierte	<p>Kurt Zubler, SH 10.07.23</p> <p>Markus Cott, SZ 03.07.23</p> <p>Josef Tömböly, AI 03.07.23</p> <p>Daniela Scheidegger UR 09.08.23</p>	<p>Philippe Guermann, Chef de Projet AIS, Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) 20.07.23</p> <p>(zusammen mit Francine Kallume)</p>
kantonale Asylkoordinationen, Flüchtlingskoordinationen	<p>Barbara Hauenstein, Wissenschaftliche Mitarbeiterin Sozialhilfe und Asylkoordination Stabsarbeit, BS 06.07.23</p> <p>Jutta Kunz, Abteilungsleiterin Dienststelle Asyl- und Flüchtlingswesen Integrationsmassnahmen, LU 05.07.23</p>	<p>Pierluigi Fedele, Direktor Association jurasienne d'accueil des migrants (AJAM), JU 17.08.23</p> <p>Valeria Canova, SOS Ticino, TI 19.07.23</p>
Kommunale/städtische Integrationsdelegierte	<p>Susanne Rebsamen, Stadt Bern, BE 09.08.23</p> <p>Peter Tobler, Stadt St. Gallen, SG 06.07.23</p>	<p>Meron Kiflemichael, Stadt Vernier, GE 27.07.23 zusammen mit Robin Realini (Quartierarbeit)</p> <p>Francesca Cauvin, Projektkoordinatorin Département de la cohésion sociale et de la solidarité, Stadt Genf, GE 04.07.23</p>
Kantonale Verantwortung für Bereich «Zusammenleben»	<p>Maria Gstöhl, Fachspezialistin Zusammenleben und Interkulturelles Dolmetschen und</p>	

	<p>Vermitteln bei der Fachstelle Integration Kanton Zürich, ZH 25.07.23</p> <p>Zeinab Ahmadi, Wissenschaftliche Mitarbeiterin beim Amt für Integration und Soziales Kanton Bern, BE 04.09.23</p>	
Sozialdienste/Asylfürsorge, fallführende Stellen	<p>Nena Milicevic, fachliche Leiterin der Asylbetreuung Kanton Glarus, GL 06.07.23</p> <p>Marcel Huber, Flüchtlingsberater bei der Beratungsstelle für Flüchtlinge Herisau, AR 06.07.</p> <p>Tanja Brombacher, Bereichsleiterin Beratung und Integration bei Asyl Berner Oberland, BE 03.07.23</p>	<p>Roger Fontannaz, Leiter l'office de l'asile au Service de l'action sociale, VS 09.08.23</p>
Frühe Kindheit	<p>Rebekka Sieber, Geschäftsleiterin éducation familiale, FR 10.07.23</p>	
Kantonale Asylunterkünfte	<p>Markus Laib, Stv. Leiter Asylabteilung Migrationsamt Kanton St.Gallen, SG 28.06.23</p>	<p>Francine Kalume, Établissement Vaudois d'Accueil des Migrants (EVAM), VD 20.07.2023</p> <p>(zusammen mit Philippe Guermann)</p>
Rechtsberatungsstellen	<p>Sandra Bienek, Juristin bei MIRSAH Beratungsstelle für Migrations- und Integrationsrecht, ZH 29.06.23</p>	
Stadt- und Quartierentwicklung	<p>Benjamin van Vulpen, fachverantwortlicher Quartierarbeit der Gemeinde Pratteln /</p>	<p>Robin Realini, Quartierarbeit Vernier, GE 27.07.23</p>

	Manuela Hofbauer, Fachverantwortliche Bereich frühe Kindheit Gemeinde Pratteln BL <i>03.07.23</i>	(zusammen mit Meron Kifle-michael)
Zivilgesellschaftliche / para-staatliche Organisationen, Ebene Stabs-/Fachstellen	Rita Gianelli, Fachstelle Migrati-ons-, Integrations- und Flücht-lingsarbeit der evang.-ref. Lan-deskirche GR <i>16.08.23</i>	Philippe. Martignano, Mitglied Geschäftsleitung Association Appartenances Lausanne, VD <i>11.07.23</i> Véronique Mbwebwe, Koordi-natorin Verein MélanineSuisse und Festival Black Helvetia, NE <i>07.09.23</i>
Niederschwellige Sozialar-beit, inkl. Kirchen etc. (direk-ter Kontakt zu Geflüchteten)	Maria Trost, Gesamtleitung Asyltreff Mutsch der reformier-ten Kirche Bremgarten-Mut-schellen / Dario Martins, Praktikant AG <i>05.07.23</i> Andrea Gärtner, Sozialarbeite-rin mobile Sozialberatung Cari-tas, ZH <i>26.06.23</i>	
Angebote/Projekte	Andi Geu, Co-Geschäftsleiter NCBI, Projekt «unsere Stim-men», BE <i>03.07.23</i>	

Leitfaden

Framing: Meistens steht ja bezüglich der Integrationsagenda die berufliche Integration im Fokus. Deshalb soll der Fokus dieser Studie auf der sozialen Integration liegen, und zwar von beruflich integrierten und nicht integrierten Personen. Die Messung der Zielerreichung im Förderbereich «Zusammenleben» der Integrationsagenda ist sehr herausfordernd. Trotzdem soll die Erreichung der Ziele ab 2024 durch ein jährliches Monitoring überprüft werden. Es geht um gesellschaftliche Integration, soziale Teilhabe, Partizipation, Zusammenleben etc., uns interessiert aber, um was es genau bei diesen Bezeichnungen geht, was sind relevante Faktoren, dass sich Personen mit Fluchthintergrund in der Schweiz wohlfühlen und teilhaben und -nehmen können.

Deshalb ist unser Auftrag, die relevanten Aspekte sozialer Teilhabe/Integration im Sinne von Schlüsselkriterien festzulegen, um in einem zweiten Schritt ein Erhebungskonzept für das Monitoring zu entwickeln.

Uns ist es sehr wichtig, dass wir relevante Schlüsselkriterien sozialer Integration unter Einbezug des Wissens und der Erfahrungen aus professioneller Praxis, Behörden und Zivilgesellschaft erarbeiten können. Dadurch lassen sich neben der wissenschaftlichen Qualität auch die fachliche Relevanz des Monitorings sicherstellen sowie dessen Akzeptanz bei zuständigen Stellen und betroffenen Personen fördern.

Dauer: Das Interview wird 45-60 Minuten dauern.

Anonymisierung: Wir werden im Zwischenbericht einfürend alle Namen der Personen nennen, mit denen wir Interviews geführt haben. Aber es wird für das SEM nicht möglich sein, Rückschlüsse auf Aussagen einzelner befragter Personen zu ziehen.

Name, Funktion und Institution der interviewten Person:
Name Interviewer:in:
Datum, Dauer des Interviews:

Einstieg: Ich würde Sie bitten Ihre Rolle in dieser Institution (etc.) zu beschreiben. Was sind Ihre Aufgaben?	
Wie begegnet Ihnen das Thema der sozialen Integration in Ihrem beruflichen Alltag?	
Wie verstehen Sie soziale Integration? Was ist wichtig? Was verstehen Sie unter «gelungener» bzw. «mislungener» sozialer Integration?	

<p>(auch nach sozialer Isolation fragen, falls dies nicht erwähnt wird) (auch nach Zusammenhang mit beruflicher Integration fragen, falls dies nicht erwähnt wird) Nachfragen, wenn nichts kommt zu:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zusammenleben - Partizipation - Alltagsbewältigung, Zusammenleben und Nachbarschaft, Zugehörigkeit und Identität, Anerkennung und Diskriminierung. 	
<p>Würden Sie sagen, dass soziale Integration messbar ist? Wenn man soziale Integration abbilden möchte: was wäre sinnvolle Aspekte davon? Was wären wichtige Kriterien/Indikatoren, welche soziale Integration messbar machen könnten?</p>	
<p>Die Wirkungsziele der IAS haben für den Bereich der IAS die Kriterien «Vertrautheit mit schweizerischen Lebensgewohnheiten» sowie «Kontakte mit einheimischer Bevölkerung» definiert. Was denken Sie über diese Ziele/Kriterien, wie ordnen Sie diese ein?</p>	
<p>Worauf sollte bei einem Monitoring generell geachtet werden?</p>	
<p>Können Sie ein generelles Fazit zur Thematik soziale Integration und wie sich diese zeigen kann abgeben?</p>	
<p>Ev. Nachfrage: Tipps für weitere Expter:innen?</p>	

Bedanken

Zusammenfassender Ergebnisbericht Expert:inneninterviews

Verständnis von «sozialer Integration»

Individuelle Ebene:

- Subjektives Empfinden: sich wohl fühlen, frei fühlen, Gefühl der Zugehörigkeit, aufgenommen fühlen, angekommen fühlen, anerkannt fühlen, sich sicher fühlen durch ein Netzwerk von Menschen, die einem verstehen, an die man sich mit Problemen und Fragen wenden kann
- Möglichkeit für Mitgestalten, Partizipation, Teilhabe und Teilnahme
- Alltagsbewältigung und sich zurechtfinden
- Selbstbestimmt und autonom bewegen und entscheiden können
- In Austausch treten können, welcher auf Augenhöhe stattfindet
- versch. Welten und Kulturen integrieren, Identität erhalten und erweitern, sich selbst sein

Sehr abhängig von verschiedenen individuellen und gesellschaftlich strukturellen Faktoren wie finanzielle Ausstattung, Bedürfnisse, psychische und physische Gesundheit, familiäre Situation, Sprachkenntnisse, Wohnort und Wohnraum, Alter und Geschlecht, «Attraktivität», weiche Faktoren der Persönlichkeit Zugänge zu Angeboten und Gesellschaft überhaupt haben, Haltung der Gesellschaft gegenüber geflüchteten Personen

Ebene kantonale Integrationspolitik (Angebote, Fallführung, Programme im Rahmen der IAS, KIP):

- Befähigung zur Alltagsbewältigung und Orientierung in der Gesellschaft durch Sprachkurse, Alltagsorientierungskurse
- Aufnahme- und Beziehungsbereitschaft gegenüber Menschen mit verschiedenen individuellen Voraussetzungen
- Zugänglichkeit und Niederschwelligkeit
- Diversität, Bedürfnisorientierung
- Möglichkeit zur Partizipation
- Freiwilligkeit der Teilnahme
- Begleitung in den Angeboten

Gesellschaftliche und strukturelle Ebene:

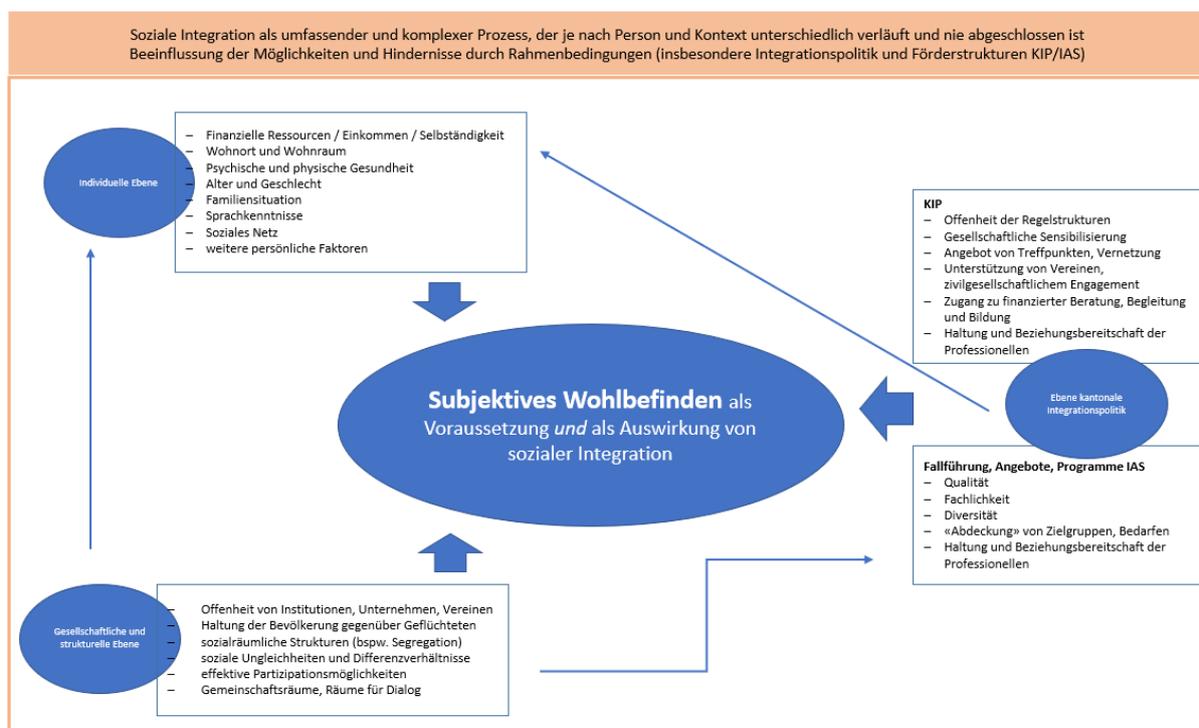
- Befähigung und Inklusion durch die Gesellschaft und den Sozialraum (z.B. via Nachbarschaft, freiwilliges Engagement, Durchmischung Quartiere)
- Strukturelle Offenheit sowie Respekt und Toleranz der Regelstrukturen wie Vereinen, Schulen, Arbeitsmarkt etc.
- Möglichkeit für Rückzug, Freiwilligkeit zur sozialen Integration muss gewährt werden bzw. kann je nach Situation auch sehr wichtig sein («safe space»)
- Strukturelle Voraussetzungen sind Chancengerechtigkeit, Diskriminierungsfreiheit, Räume für Partizipation

Übergreifende Themen:

- Soziale Integration als zeitlicher und individueller Prozess
- Soziale Integration findet überall und unterschwellig statt
- Soziale Integration als gegenseitiger Prozess, keine reine Assimilation
- Im Spannungsfeld zwischen (unrealistischer) Forderung zur Integration (Konzepte, Orientierung an Schweizer Werten, Arbeiten, nicht straffällig werden, hohes Tempo) und Bedürfnis der Geflüchteten (Wohlfühlen, soziale Netzwerke haben, unter Leuten sein, die ähnlich ausgestattet sind)

- Zusammenhang mit Arbeit, Beruf: kann soziale Integration fördern, kann erst durch soziale Integration stattfinden (Netzwerke legen Zugang zu Beruf) und kann soziale Integration verhindern (prekäre Arbeitsstellen, knappe zeitliche Ressourcen)
- Wird sehr stark durch das Migrationsregime und die Asyllogik geframt und muss sich innerhalb deren Rahmenbedingungen bewegen. Fremdbestimmung zieht sich überall durch, wie lässt sich so eigenbestimmte soziale Integration erreichen? (Eins von vielen Beispielen: Wer kaum je reisen darf (Status F), kann auch nie das Gefühl entwickeln, nach der Reise wieder «nach Hause» zu kommen.)

Aus den verschiedenen Ausführungen zum Verständnis von sozialer Integration wurde ein Modell entwickelt, welches soziale Integration als Zusammenspiel aus individuellen und gesellschaftlichen Faktoren mit den Auswirkungen von Integrationsangeboten versteht und das subjektive Wohlbefinden der geflüchteten Menschen ins Zentrum stellt:



Misslungene soziale Integration wird auf zwei Arten verstanden: entweder als strukturelle oder individuelle Verantwortung → Versagen der Strukturen (Geflüchtete allein lassen, in Sozialfirma abstellen, was zu sozialer Isolation führen kann) oder «Parallelgesellschaften», sich nicht für CH interessieren, bei Kindern an traditionellen Strukturen festhalten.

Messbarkeit von «sozialer Integration»

Grundsätzlich schätzen die Fachpersonen die Messbarkeit von sozialer Integration als sehr schwierig ein, da soziale Integration im Sinne eines individuellen Prozesses von extrem vielen individuellen und strukturellen Faktoren abhängig ist, welche sich gegenseitig in einem komplexen Zusammenspiel beeinflussen (vgl. Modell). Dass soziale Integration im Rahmen einer restriktiven Asyllogik geschehen soll, wird kritisch beurteilt. Der individuelle Aspekt sozialer Integration erschwert es, diese an ein Idealbild zu knüpfen, welches messbar ist. Auffallend ist, dass Expert:innen, welche im Migrations- und

Integrationsbereich tätig sind, die Messbarkeit sozialer Integration kritischer einschätzen als Expert:innen, welche sich mit der Thematik weniger intensiv im Alltag auseinandersetzen (z.B. Gemeinwesenarbeit, kirchliche Arbeit). Auch bezüglich «was» gemessen werden sollte/könnte – falls überhaupt gemessen werden sollte – gibt es verschiedene Positionen: nur die kantonale Angebotslandschaft, nur die Wirkungen von Angeboten etc.

Ethische sowie methodische Herausforderungen wie Verständlichkeit des Vorhabens von Messung sozialer Integration, Normierungsdruck und die Machtungleichheit im Kontext des Migrationsregimes, das Eindringen in Privatsphäre, sprachliches Verständnis, Aussagekraft der Aussagen der Geflüchteten aufgrund Angst, Datenschutz, Umsetzbarkeit bezüglich Aufwand (wer soll das machen?), Zeitabhängigkeit und Prozesshaftigkeit sozialer Integration werden durch Expert:innen als Argumente gegen das Messen von sozialer Integration ins Feld geführt. Ferner stellt sich vielen die zentrale Frage, weshalb Geflüchtete bez. der sozialen Integration überhaupt, bzw. anders gemessen werden sollen als andere Bevölkerungsgruppen.

Soziale Integration in einem umfassenden Sinn, der dem Phänomen in seiner Komplexität gerecht werde, kann laut der Mehrheit der befragten Expert:innen wenn überhaupt, nur **qualitativ** direkt bei den Betroffenen erfragt werden. Die Dimensionen sozialer Integration sind allerdings dann nicht nur von Angeboten und Programmen abhängig (was aus ihrer Sicht im Zentrum IAS Monitorings stehen soll), sondern von vielen anderen Faktoren, und zeigen sich entsprechend je nach Lebenssituation individuell stark unterschiedlich (vgl. Modell). Alternativ wäre vorstellbar, dass in vertieften qualitativen Studien (welche z.B. alle fünf Jahre in Auftrag gegeben werden würden) untersucht werden könnte, welche Lebenssituationen dazu führen, dass sich geflüchtete Personen in der Gesellschaft wohl- und angenommen fühlen.

Eine **quantitative** Messung hingegen könnte nur spezifische Aspekte erfassen, jedoch nicht die ganze soziale Integration und deren Wechselwirkungen mit anderen Integrationsbereichen und Ebenen erfassen. Insbesondere die Prozesshaftigkeit des Prozesses wäre nur schwer einzufangen. Da soziale Integration oftmals informell und unbewusst stattfindet, wird eine standardisierte Erhebung zu wenig aussagekräftig. Eine Teilnahme an einem Kurs, Mitgliedschaft in einem Verein etc. sagen sodann nichts über das *Gefühl* sozial integriert zu sein aus (z.B. Einsamkeitsgefühl trotz Tandem, Wissen zur Schweiz oder Kontakte zu haben sagen nichts über die Qualität dieser aus und ob diese dann tatsächlich einen Beitrag an die soziale Integration leisten etc.). Wenn eine standardisierte Befragung vorstellbar wäre, dann müssten deren Ergebnisse mit Angeboten relationiert werden, um Hypothesen zu den Einflussfaktoren für eine «gelungene Integrationsgeschichte» bilden zu können.

Aspekte, Kriterien/Indikatoren

Individuelle Ebene, Selbsteinschätzung:

- Lebensqualität: Individuelles Wohlbefinden (subjektive Indikatoren wie Wahrnehmung der einzelnen Person, fühlt sie sich als Teil einer Stadt, Quartier, Freundesgruppe, kann sie genug von sich selbst einbringen in ihre Beziehungen etc.) aber auch Lebensbedingungen, z.B. Wohnen, Quartier und Möglichkeiten. Andererseits sozioökonomischen Lebensbedingungen als Indikatoren: ob kulturelle und soziale Teilnahme überhaupt möglich ist (finanzielle Ausstattung)
- Soziale Kontakte: wie oft habe ich Kontakt gehabt ausserhalb meiner Familie und/oder Kulturkreis, bin ich in einen Treffpunkt gegangen, Teilnahme an Veranstaltungen und Vereinsleben, Qualität von Beziehungen
- Soziale Netzwerke: Wie viele Menschen man kennt, die man bei Problemen oder fragen anrufen kann, wenn ich ein Problem und Frage habe oder um einen Kaffee zu trinken

- Überblick über Institutionen, Rechte, lokale Gegebenheiten
- Freizeitgestaltung
- Partizipation: z.B. Beitrag leisten in Nachbarschaft oder Quartier, Partizipation der Eltern an Schulthemen oder Sportvereinen,
- Alltagsbewältigung, Zurechtfinden im System (ÖV fahren, Einkaufen, allg. Alltag)
- Vertraut mit den Normen und Werten z.B. bez. Menschenrechte, Erziehungsprinzipien, Respekt für pers. Integrität für Kinder
- Diskriminierungserfahrungen
- Bedürfnisse für Integrationsangebote, was fehlt

Individuelle Ebene, Fremdeinschätzung:

- Im rechtlichen Sinne: Straffälligkeit, Betreibungen
- Sprachniveaus
- Über bestehende Daten wie SH-Bezug (je besser integriert desto selbständiger) oder psychiatrische Dienste (je besser integriert desto gesünder).

Ebene kantonale Integrationspolitik (Angebote, Fallführung, Programme im Rahmen der IAS, KIP):

- Offenheit der Regelstrukturen: z.B. im Schulsystem (Teilnahme an Förderangeboten und Qualität dieser; Willkommenskultur in Gemeinden), in Vereinen (welche Vereine nehmen Geflüchtete auf, welche nicht und warum?)
- Zugang zu Angeboten und Teilhabe etc. → haben alle Geflüchteten Zugang zu Sprachförderung und Bildung? *Aber: soziale Integration geschieht v.a. auf der informellen, sozialräumlichen Ebene, in freiwilligen Projekten und Vereinen, was sehr schwierig zu messen ist und auch nicht gemessen werden will*
- Was gibt es in einer Gemeinde für Veranstaltungen, Angebote und Möglichkeiten für die soziale Integration, Fachlichkeit und Qualität der Angebote
- Was wird in den Kantonen wie umgesetzt, im Rahmen IAS und darüber hinaus

gesellschaftliche und strukturelle Ebene:

- Partizipation: besteht Transparenz und Kommunikation mit Bevölkerung ohne Stimm- und Wahlrecht, Strategien von Gemeinden
- Diskriminierung: besteht Diskriminierung und wie wird damit umgegangen, sind Beratungsstellen vorhanden, wie ist die Stimmung in der Bevölkerung
- Anerkennung: wie wird für Diversity in Gesellschaft sensibilisiert
- Anzahl engagierte Freiwillige im Fluchtcontext: könnte die Integrationsfähigkeit der Gesellschaft aufzeigen. *Aber: Es läuft bez. Freiwilligen in den Communities sehr viel, z.B. Migrationskirchen, diese müsste man ebenso erreichen. Oder über die Freiwilligen messen, da diese am meisten Informationen habe, weil sie nicht in einer professionellen Beziehung stehen. Aber: diese wollen kein Kontrollinstrument sein und sich auf den Kontakt mit den Geflüchteten konzentrieren.*

Einschätzung Kriterien Wirkungsziele IAS («Vertrautheit mit schweizerischen Lebensgewohnheiten» sowie «Kontakte mit einheimischer Bevölkerung»)

Diese beiden Wirkungsziele werden gesamthaft als viel zu wenig konkret eingeschätzt. Ferner können Prozesse, Bemühungen, Ressourcenlagen und -möglichkeiten nicht abgebildet werden.

Wirkungsziel Vertrautheit mit schweizerischen Lebensgewohnheiten: wird als Wirkungsziel mehrheitlich abgelehnt. Es besteht keine klare Definition davon, was schweizerische Lebensgewohnheiten bedeuten sollen (da diese z.B. auch regional unterschiedlich sind, alters- und geschlechtsabhängig,

milieuspezifisch etc.). Lebensgewohnheiten, welche die gesamte Schweizer Bevölkerung repräsentieren, werden kritisch beurteilt. Auch hinsichtlich des Begriffes «Vertrautheit» besteht Unklarheit, was dieser genau bedeuten soll (Wissen, Kennen, Anwenden, danach leben?)

Wirkungsziel Kontakte mit einheimischer Bevölkerung: Viele der Befragten schätzen soziale Kontakte als ein wichtiger Aspekt sozialer Integration ein, stossen sich jedoch an verschiedenen Punkten: Was gilt als soziale Kontakte? Wie kann die Qualität dieser gemessen werden? Was bedeutet einheimisch? Wie viele und wie intensive Kontakte braucht es, bis soziale Integration erreicht wird? Um soziale Kontakte und Netzwerke zu ermöglichen, bräuchte es Kontaktmöglichkeiten und -räume, die Gesellschaft muss offen sein. Soziale Kontakte sind dynamische und zweiseitige Prozesse. Auch die Nachhaltigkeit von Beziehungen spielt eine wichtige Rolle. Kontakt mit «Einheimischen» findet im Rahmen von Angeboten zumal oft nicht auf Augenhöhe statt, z.B. Lehrer, Sozialarbeitende, Freiwilligen etc.

Generell achten bei Monitoring

- Monitoring wird oft mit Kontrolle verbunden und so auch wahrgenommen. Viel wichtiger wäre es, den Kantonen zu vertrauen und zu unterstützen, als sie zu kontrollieren
- Gefahr: soziale Integration als komplexer multidimensionaler Prozess, welcher aufgrund eines Monitorings einseitig definiert wird und entsprechend Massnahmen verkürzt an Monitoringerggebnisse ausgerichtet werden. Das Monitoring wirkt reduktionistisch und ergibt keine neuen Erkenntnisse.
- Den Bereich Zusammenleben ohne andere Integrationsbereiche zu messen ist nicht sinnvoll bzw. sinnlos.
- Ein Instrument darf nicht zu kompliziert, komplex und aufwändig sein.
- Verantwortung für soziale Integration sollte gemessen werden, nicht die individuelle Ebene
- Das Gefühl des Versagens darf von Monitoring nicht verstärkt werden, Rücksicht auf Geflüchtete nehmen und kein Druck aufsetzen
- Vergleichbarkeit zwischen Kantonen: Wie können Ergebnisse interpretiert werden? Bessere Werte bei sozialer Integration heisst ja nicht, dass sie die besseren Programme haben. Eher kann es sein, dass hier gegenseitige Unterstützung gepflegt wird, kleinräumiger und niederschwelliger etc.
- Herausforderung bei allfälliger Stichprobe: Erreichbarkeit der Assimilierten oder «gut» integrierten einfach, jedoch nicht repräsentativ
- Best-practice Beispiele eruieren wäre eine gute Möglichkeit, auch für Vergleichbarkeit zwischen den Kantonen, das würde einen wirklichen Mehrwert generieren.
- Kriterien im Zusammenhang sehen, Dimensionen verknüpfen, keine Stufenlogik

Klärung der Frage, für wen das Monitoring gemacht wird und welche Massnahmen daraus abgeleitet werden.

A.9. Interviews und Workshops mit geflüchteten Personen

Sample

Es wurden sieben Gespräche mit acht geflüchteten Personen durchgeführt, die bereits länger (mind. 7-8 Jahre, inkl. Ankunft im 2015) Jahre in der Schweiz leben, somit nicht mehr in der besonders belastenden Anfangszeit sind und bereits mehr Erfahrungen mit dem CH-Integrationsregime haben. Sie nehmen durchaus eine Expert:innenrolle ein, unterscheiden sich jedoch im Erzählen ihrer persönlichen Geschichte und Erfahrungen mit sozialer Integration von den Interviews mit Expert:innen.

Die Interviews fanden in der deutschsprachigen Schweiz statt.

Kürzel Inter- viewdatum	Geschlecht	Alter	Ausländer- rechtlicher Status	Herkunfts- land und Aufent- haltsdauer	Bildungs- stand und berufliche Situation	Familiensi- tuation und Woh- nort
<i>Person 1</i> 20.09.23	Weiblich	23 Jahre alt	C Bewilli- gung seit Ende 2022	Kurdischer Teil des Irans, seit 2015 in CH	Gymnasiale Matur Medizinstu- dium im 5. Semester, aktuell Praktikums- jahr	Eltern und zwei jün- gere Brüder Stadt
Person 2 03.10.23	Männlich	47 Jahre alt	B Ausweis	Iran, Seit 2012 in CH	Im Heimat- land Lehrer Lastwa- genchauf- feur	Familiennachzug 2016, ver- heiratet und drei Kinder Land
<i>Person 3</i> 15.08.23	Männlich	Ca. 30 Jahre alt	B Ausweis	Syrien, seit 2015 in CH	Bachelor Soziale Ar- beit, arbei- tet als Sozi- alarbeiter	Partnerin und ein kleines Kind Stadt
Person 4 und 5 30.09.23	Männlich und weib- lich	29 und 28 Jahre alt	B Ausweis nach Härte- fallgesuch	Afghanis- tan, seit 2015 in CH	Fachmann Gesundheit, 2. Lehrjahr als Detail- handels- fachfrau	Ein Kind Land

Person 6 20.09.23	Männlich	35 Jahre alt	B Ausweis	Türkei, seit 2020 in CH	Gemeinde- reinigung	Familien- nachzug verheiratet und zwei Kindern Land
Person 7 17.08.23	Männlich	22 Jahre alt	B Ausweis	Afghanis- tan, seit 2015 In CH als MNA	Lehre EBA im hand- werklichen Bereich	Pflegeeltern Stadt
Person 8	Weiblich	66 Jahre alt	CH Pass	Türkei, seit 1986 in CH	pensioniert	-

Leitfaden

Framing:

Wie bereits gesagt, hat die ZHAW vom Bund den Auftrag erhalten, ein Konzept zu erarbeiten, mit dem gemessen werden kann, wie gut sich geflüchtete Menschen in der Schweiz sozial integriert fühlen. Der Kontext ist die Integrationsagenda, das ist das Programm des Bundes mit verschiedenen Angeboten für geflüchtete Personen. Der Bund möchte messen können, ob das, was getan wird, auch wirklich sinnvoll ist und zu einer besseren Integration beiträgt. (ev. anfügen: Es soll auch darum gehen, durch die Messung aufzuzeigen, welche Gemeinden und Kantone sich stärker für die Integration von Geflüchteten engagieren, und welche Gemeinden in diesen Bereichen gar nichts unternehmen.)

Die Messung von «sozialer Integration» ist allerdings besonders schwierig. Was bedeutet soziale Integration überhaupt? Was ist für die Menschen, die in die Schweiz geflüchtet sind, wichtig, damit sie sich in der Schweiz wohl und zugehörig fühlen?

Um diese Frage beantworten zu können, führen wir unter anderem rund 10 Interviews mit Personen wie Sie durch, die schon längere Zeit in der Schweiz leben.

Das Interview wird zwei Teile haben:

In einem **ersten Teil** wird es darum gehen, dass Sie über Ihre Erfahrungen erzählen, die Sie in der Schweiz mit dem Zusammenleben mit anderen Menschen gemacht haben. In einem **zweiten Teil** interessieren uns Ihre Einschätzungen dazu, ob und wie man «soziale Integration» am besten messen kann.

Das Interview wird ca. eine Stunde oder auch mehr dauern – je nachdem, wieviel Sie erzählen mögen. Wie bereits gesagt, würde ich das Gespräch gerne aufnehmen, damit ich nicht alles mitschreiben muss. Ist das für Sie in Ordnung? Dann werde ich das Gerät jetzt anstellen.

Ich möchte Sie darüber informieren, dass Sie jederzeit sagen können, wenn Sie eine Frage nicht beantworten wollen. Ausserdem möchte ich Ihnen sagen, dass wir Ihre Aussagen vertraulich und anonym behandeln: Das heisst, dass niemand ausser das Forschungsteam Einblick haben wird in dieses Interview. In unserem Forschungsbericht werden wir Ihren Namen nirgends erwähnen und es wird bei keiner Aussage erkennbar sein, wer sie gemacht hat.

Haben Sie nun noch eine Frage zum Interview? Sind Sie mit allem einverstanden? (Antwort abwarten, damit sie hörbar ist). Dann werden wir nun anfangen.

Verständnis von(sozialer) Integration

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Ich möchte Sie bitten auszuführen, was «Soziale Integration» eigentlich ist, was Sie darunter verstehen.• Was gehört aus Ihrer Sicht dazu, dass sich jemand «sozial integriert» fühlt? |
| |
| <ul style="list-style-type: none">• Was denken Sie generell zum Thema «Integration»? Was verstehen Sie unter «Integration»? |

<ul style="list-style-type: none"> • Was denken Sie dazu, wie in der Schweiz «Integration» gefördert wird? Erleben Sie das Ziel der Integration als sinnvoll, oder ist es ein Ziel, das auch viel Druck erzeugt? Was denken Sie, wie nehmen Personen das Thema Integration wahr, die noch weniger lang in der Schweiz leben?

Eigene «Integrationsgeschichte»

<ul style="list-style-type: none"> • Ich möchte Sie bitten, sich an die Zeit zurückzuerinnern, in der Sie neu in der Schweiz waren. Wie war es damals: Hatten Sie zu vielen Menschen Kontakt? Erinnern Sie sich noch, zu wem Sie vor allem Kontakt hatten?
<ul style="list-style-type: none"> • Können Sie mir etwas darüber erzählen, wie sich Ihre Kontakte zu anderen Menschen mit der Zeit verändert haben? (hier bei Bedarf auch nachfragen, damit klar ist, wo/wie sich die Kontakte verändert haben: Zum Beispiel nach einem Umzug in der Nachbarschaft, über die Sprachschule, den Job, auf dem Spielplatz...)
<ul style="list-style-type: none"> • Gab es Phasen in Ihrem Leben in der Schweiz, in der Sie sich einsam fühlten? Soziale Isolation?

<ul style="list-style-type: none"> • Wie ist es heute: Fühlen Sie sich in der Schweiz zugehörig? Was würden Sie sagen, was ist für Sie besonders wichtig, damit Sie sich in der Schweiz zugehörig fühlen?
<ul style="list-style-type: none"> • Wissen Sie noch, wann und in welchem Zusammenhang Sie zum ersten Mal von «Sozialer Integration» gehört haben? Denken Sie, dass Personen, die erst seit Kurzem in der Schweiz leben, den Ausdruck «Soziale Integration» überhaupt kennen?

Messbarkeit von sozialer Integration

<ul style="list-style-type: none"> • Nun nochmals speziell zur sozialen Integration: Denken Sie, dass es möglich ist, die «Soziale Integration» zu messen? Wie würden Sie das machen? Was wäre dabei wichtig zu beachten? Wie müsste man vorgehen, damit geflüchtete Personen dadurch nicht noch mehr Druck verspüren?

Abschluss

<ul style="list-style-type: none"> • Wir kommen nun zum Schluss des Interviews. Gibt es Themen oder Punkte, die Ihrer Ansicht nach wichtig wären, über die wir aber nicht gesprochen haben?
<ul style="list-style-type: none"> • Wenn Sie nochmals auf das Gespräch zurückblicken: Welches Fazit ziehen Sie daraus? Was sind für Sie die wichtigsten Punkte?

Vielen Dank für das Interview!

Falls Sie Interesse haben, später etwas darüber zu erfahren, was bei unserer Arbeit herausgekommen ist, so können Sie uns gerne Ihre Kontaktdaten hinterlassen – wir werden Sie dann informieren.

Material Workshops mit geflüchteten Personen in der ECAP Winterthur, 11.10.2023

Fragen zum Thema «soziale Integration»

1. Der Begriff «soziale Integration» wird häufig verwendet, wenn es um das Zusammenleben in einer Gesellschaft geht. Es ist aber gar nicht so einfach, den Begriff zu definieren. Man kann den Begriff ganz unterschiedlich verstehen. Was verstehen Sie persönlich unter «sozialer Integration»? Bitte schreiben Sie in einigen Sätzen auf, was Sie darunter verstehen.

Ihre Antwort zu Frage 1:

2. Was ist aus Ihrer Sicht besonders wichtig, damit sich jemand in der Schweizer Gesellschaft wohlfühlen kann?

Ihre Antwort zu Frage 2:

3. Was ist für Sie persönlich besonders wichtig, damit Sie sich in der Schweizer Gesellschaft wohlfühlen können?

Ihre Antwort zu Frage 3:

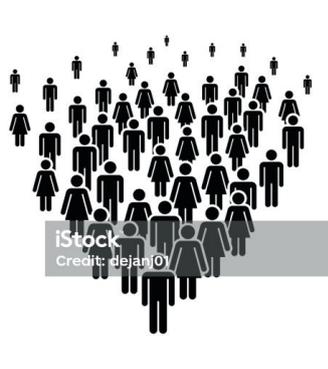
4. Was fehlt aus Ihrer Sicht dafür, dass man sich in der Schweizer Gesellschaft wohlfühlen kann?

Ihre Antwort zu Frage 4:

Ich bin _____ Jahre alt und ich lebe seit _____ in der Schweiz (bitte geben Sie nach Möglichkeit den Monat und das Jahr an).

Vielen Dank für Ihre Mitarbeit!

Piktogramme Workshop Nachalphabetisierung



Zusammenfassender Ergebnisbericht Interviews und Workshops mit geflüchteten Personen

Die durchgeführten Interviews zeigen auf, wie individuelle «Integrationsgeschichten» durch strukturelle Rahmenbedingungen beeinflusst und individuell erlebt werden. So gestalten sich die Erzählungen abhängig von eigenen Bedürfnissen, Unterstützungsmöglichkeiten, Wohnorten etc. ganz unterschiedlich, weisen aber dennoch Gemeinsamkeiten in der Einschätzung gewisser Themen betreffend soziale Integration auf. Diese wurden in Ansätzen auch in den Workshops beobachtet und durch die Teilnehmenden kommuniziert (je nach sprachlichen Möglichkeiten und Rahmenbedingungen). Auf methodischer Ebene zeigen sich teilweise und je nach Zielgruppe gravierende Schwierigkeiten im Hinblick auf eine adäquate Erfassung der Thematik, die bereits dort einsetzen können, wo es darum ginge, Sinn und Inhalte einer entsprechenden Erhebung verständlich zu kommunizieren.

Verständnis Soziale Integration:

Soziale Integration wird auf der abstrakten Ebene als Zusammenleben beschrieben und gleichzeitig als ein individuelles Gefühl des Ankommens verstanden, sich in der Gesellschaft oder dem Ort, an welchem man lebt, wohlfühlen, akzeptiert zu werden, an der Gesellschaft teilzunehmen, ein Leben wie jedes andere Gesellschaftsmitglied führen (wozu auch die berufliche Integration gehört) sowie autonom leben zu können.

Für den individuellen Prozess sozialer Integration braucht es jedoch unterstützende Rahmenbedingungen, welche nötig sind:

- Offenheit und Solidarität der Gesellschaft
- Angebote von Städten und Gemeinden, um Ressourcen (v.a. Sprache) aufzubauen und Informationen bereitzustellen, Angebote um teilnehmen zu können (Vereine, Informationskurse)
- Orientierung über Normen und Werte, Rechte und Pflichten, um selbständig zu werden
- entgegengebrachte Akzeptanz und geflüchtete Personen ernst nehmen
- Möglichkeiten und Orte, um sich zu engagieren, arbeiten, Tätigkeiten auszuführen, Lernen etc.
- Geduld und Zeit aufbringen, wenig Druck machen
- Wohnlösungen und Sozialräume, welche Anbindungen an Gesellschaft und staatliche sowie zivilgesellschaftliche Angebote ermöglichen

Alle Befragten betonen, wie relevant die eigene Lebenssituation für die soziale Integration ist, welche eng verbunden mit einer Fluchtmigration ist. Vor allem kurz nach der Ankunft wurden abstrakte Themen wie (soziale) Integration als nicht prioritär beurteilt. Die Alltagsthemen drehten sich ums «Überleben», die Ankunft fühlte sich an «wie neu geboren werden», die Situation ist überfordernd und löst Angst und Druck aus. Die Fremdbestimmung und Orientierungslosigkeit durch das Asylverfahren, die Abgeschiedenheit und Strukturen der Asylzentren, Sprachschwierigkeiten, Sorgen um die Familie im Herkunftsland und Einsamkeit erschweren es, sich mit etwas anderem zu beschäftigen. Ferner war für viele der Integrationsbegriff nicht bekannt bzw. zu abstrakt, um sich etwas vorzustellen oder dessen Bedeutung erfassen zu können. Möglichkeiten für Kontakte in der Anfangsphase des Aufenthaltes in der Schweiz zeigen sich vor allem mit Personen, welche die gleiche Sprache sprechen und sich in ähnlichen Situationen befinden. Diese wurden durch die Interviewten als sehr wertvoll und unterstützend erlebt, einerseits um sich sozial nicht isoliert zu fühlen, andererseits um je nachdem auch Orientierung zu erhalten. Einige haben sich im Verlauf ihrer Geschichte bewusst wieder aus ihren Communities (teilweise) gelöst oder sogar distanziert und/oder durch Vereine, freiwillige Angebote, Schule, Arbeit und Ausbildungen ihre Netzwerke erweitert. Für diesen Schritt waren jedoch Bedingungen und Möglichkeiten nötig, wie Spracherwerb, geregelter Aufenthaltsstatus und damit verbundene Perspektiven und gewonnene Ressourcen, Zeit sowie oben genannte Faktoren. Der Prozess sozialer Integration wird von einer Befragten wie folgt beschrieben: «Irgendwann aber wechselt es. Man lebt eher, nicht überleben. Man wird Teil der

Gesellschaft, man beginnt sich zu beschäftigen». Das Prozesshafte als wichtiger Aspekt sozialer Integration wird von mehreren interviewten Personen betont.

Für einige der Befragten waren retrospektiv Schlüsselmomente in ihrer «Integrationsgeschichte», ihre Familien nachziehen zu können: die Lebenssituation wurde z.B. durch eine eigene Wohnung verbessert, es bestand weniger oder keine Sorge mehr um die Angehörigen bzw. Erleichterung, diese wieder bei sich zu haben, durch die Kinder konnten Kontakte geknüpft und/oder die Sprache verbessert werden. Vor allem zwei jüngere Befragte berichten davon, wie wichtig der Schulbesuch und die Ausbildung für sie im Hinblick auf den Erwerb von sprachlichen Kompetenzen, aber auch im Hinblick auf das Kennenlernen von Peers war. Gleiches gilt für Studium und Arbeit oder der Teilnahme an zivilgesellschaftlichen Initiativen und Organisationen. Der Einfluss von gesellschaftlichen Milieus auf die soziale Integration wird von einer Befragten dadurch verdeutlicht, dass sie sich durch den Besuch eines Gymnasiums und anschliessend eines Studiums aufgrund des akademischen Milieus wenig mit rassistischen Äusserungen konfrontiert sah, während es sich bei ihren Freund:innen in anderen Milieus anders verhielt.

Der Aspekt von sozialen Beziehungen, Freundschaften, Bekanntschaften und Netzwerken wurde in allen Interviews als zentral für die soziale Integration genannt. In einem ersten Schritt bewegten sich diese vor allem wie bereits erwähnt im Bereich von anderen Personen gleicher Herkunft und Sprache sowie der eigenen Familie. Erweitert wurden die eigenen Netzwerke nach einer Stabilisierungs- bzw. Orientierungsphase dann im Alltag z.B. über Nachbarschaft und im Quartier, in Kursen, durch Programme der Kantone und Gemeinden oder von NGOs, in Vereinen und Gremien oder in der beruflichen und schulischen Welt. Die sozialen Beziehungen haben diverse Funktionen: Vertrauen aufbauen können, Orientierung und Unterstützung bieten, Motivation geben, Freundschaft und Halt bieten, austauschen, kulturelle Feinheiten und Funktionsweisen erlernen etc.

Als sehr hinderlich wird genannt, als Migrant:in stetig beurteilt, beobachtet, kritisiert, sowie mit Rassismus und Stereotypisierungen konfrontiert zu werden. Ein weiterer Punkt ist, dass (soziale) Integration auch als Druck verstanden wird, als Erwartungen, Pflicht, ohne jedoch genügend Unterstützung bereitzustellen sowie auch die Abhängigkeit bspw. von Fallführenden hinsichtlich Bewilligung von Integrationsangeboten.

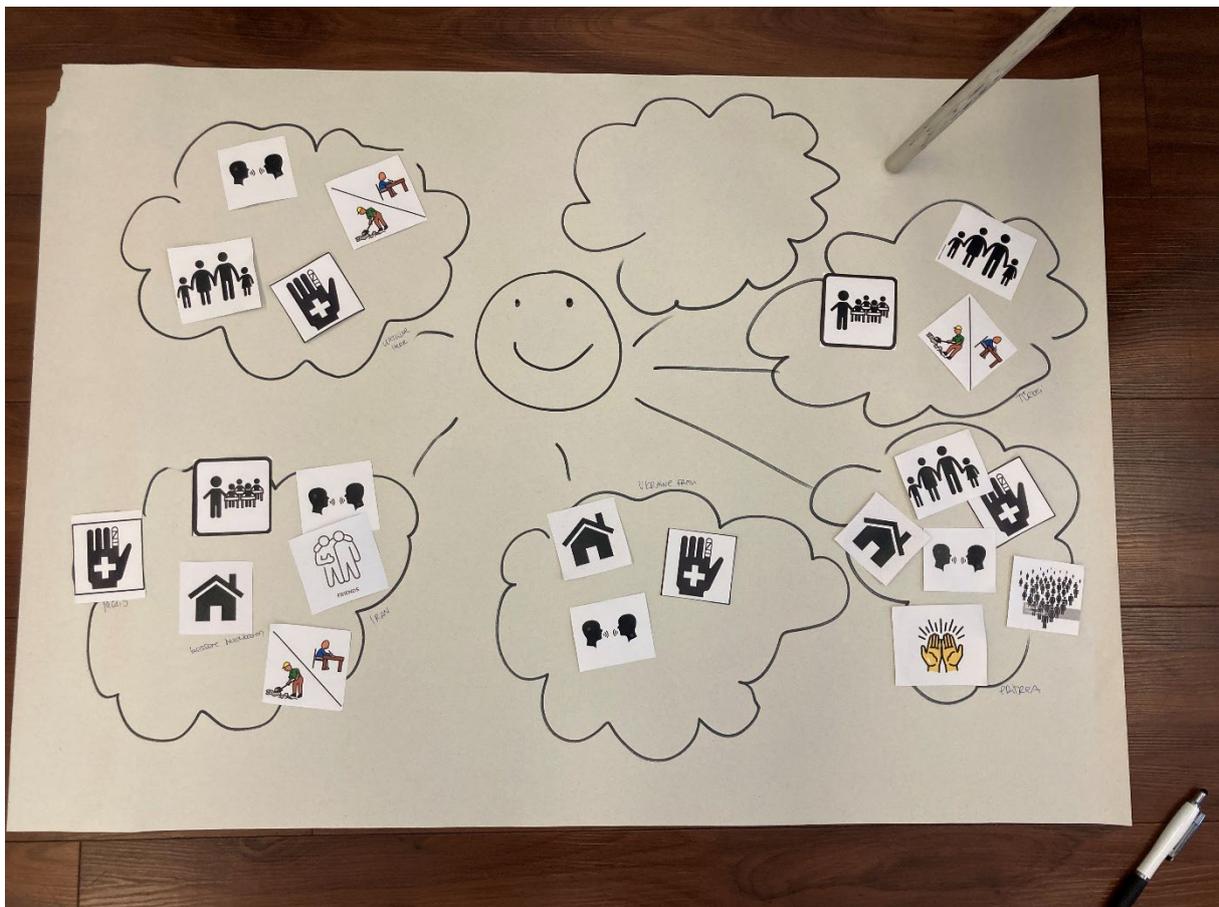
Die Einstellung zur Zugehörigkeit als ein Faktor von sozialer Integration wird ambivalent beurteilt. Das Gefühl von Zugehörigkeit als Ablegen der Verbundenheit mit dem Herkunftsland wird abgelehnt, jedoch auch darauf hingewiesen, sich als «zwischen den Welten hängend» zu fühlen. Sich in der Schweiz wohlfühlen, sich auszukennen etc. bedeutet nicht zwingend sich auch zugehörig zu fühlen, vor allem wenn man mit Rassismus konfrontiert werde und keine Möglichkeit zur politischen Mitbestimmung hat. Trotzdem besteht bei einigen Personen das Bedürfnis «etwas zurückzugeben», sich einzubringen und einen Beitrag an die Gesellschaft zu leisten, z.B. über Arbeit und staatlicher Unabhängigkeit.

Messbarkeit soziale Integration

Grundsätzlich haben alle interviewten Personen eine Messung sozialer Integration in Frage gestellt und abgelehnt, da verschiedene und mannigfaltige Faktoren soziale Integration beeinflussen. So glauben die meisten interviewten Personen nicht, dass man soziale Integration messen kann, da sie ein Prozess ist und sich die Menschen unterscheiden. Als problematisch wird befunden, dass Lebensweisen von geflüchteten Personen überhaupt «gemessen» werden müssen, während Schweizer:innen sich dem nicht aussetzen müssen. Auch gebe es Personen, welche aus gesundheitlichen Schwierigkeiten oder aufgrund ihrer Persönlichkeit sich eher weniger sozial integrieren können oder wollen. Ergänzend zu diesen Voten haben sich bei den durchgeführten Workshops, in welchen versucht wurde, mit geflüchteten Menschen über soziale Integration zu sprechen, unüberwindbare Grenzen aufgezeigt:

- Sprachliche Kompetenzen und/oder Vertrautheit mit dem Thema Forschung/Befragung reichen oftmals nicht aus, um 1. erfassen zu können, was soziale Integration ist, 2. erfassen zu können, weshalb mit ihnen darüber gesprochen wird und 3. um sich dann auch ausdrücken zu können.
- Geflüchtete fühlen sich teilweise in so verzweifelten Situationen, dass sie konkrete Hilfe bräuchten und in keiner Weise einordnen können, weshalb sie nun etwas über ihre soziale Integration aussagen sollen.
- Auch schwierig einzuordnen, wozu die Informationen nachher gebraucht werden: um später Hilfe zu organisieren? Um zu kontrollieren? Es besteht die Gefahr, Erwartungen zu schüren und bei Nichterfüllen zusätzlich Vertrauen zu verspielen.
- Für geflüchtete Personen zeigt sich im Stadium des Spracherwerbs noch keine Relevanz sozialer Integration, es geht in erster Linie um das Überleben, um die Sorge um Angehörige, um Arbeit finden, finanzielle Themen und sich orientieren können.

Workshop Nachalphabetisierung: Ergebnisbeispiel – jede Wolke wurde durch eine teilnehmende Person ausgefüllt



Ergebnisbeispiel Workshop Sprachniveau B2:



Projekt «Soziale Integration»:
Workshops in der ECAP Winterthur, 11.10.2023

Fragen zum Thema «soziale Integration»

1. Der Begriff «soziale Integration» wird häufig verwendet, wenn es um das Zusammenleben in einer Gesellschaft geht. Es ist aber gar nicht so einfach, den Begriff zu definieren. Man kann den Begriff ganz unterschiedlich verstehen. Was verstehen Sie persönlich unter «sozialer Integration»? Bitte schreiben Sie in einigen Sätzen auf, was Sie darunter verstehen.

Ihre Antwort zu Frage 1:

Für mich bedeutet der Begriff "soziale Integration" wie man in die Gesellschaft in Bezug auf Arbeit und Leben passt, und ob die Gesellschaft bereit ist eine solche ausländische Person zu akzeptieren

4. Was fehlt aus Ihrer Sicht dafür, dass man sich in der Schweizer Gesellschaft wohlfühlen kann?

Ihre Antwort zu Frage 4:

Leichtigkeit.
Um einen Job zu bekommen, muss man einen komplizierten Integrationsprozess durchlaufen. Im Vergleich zu anderen Ländern dauert es in der Schweiz viel länger.

Ich bin 29 Jahre alt und ich lebe seit 15 in der Schweiz (bitte geben Sie nach Möglichkeit den Monat und das Jahr an).

Vielen Dank für Ihre Mitarbeit!

2. Was ist aus Ihrer Sicht besonders wichtig, damit sich jemand in der Schweizer Gesellschaft wohlfühlen kann?

Ihre Antwort zu Frage 2:

- Gute Arbeit.
- Sprachkenntnisse - obligatorisch
- Verständnis und Akzeptanz von Kultur und Mentalität

3. Was ist für Sie persönlich besonders wichtig, damit Sie sich in der Schweizer Gesellschaft wohlfühlen können?

Ihre Antwort zu Frage 3:

Die Wahrnehmung der Gesellschaft als gleichberechtigte Person.
Ich mag es nicht, dass ich beweisen muss, dass ich die gleiche Weltanschauung und das gleiche Wissen habe wie die lokale Gesellschaft.

Als ich hier kam, waren viele Leute überrascht, dass ich Englisch sprach und einen Universitätsabschluss hatte.
Das war sehr seltsam für mich.

B. Fokusgruppen: methodische Ausführungen

Vorschlag regionale Aufteilung

Der Vorschlag orientiert sich zum einen an den bestehenden KID-Regionen und bezieht zum anderen sozialräumliche Kriterien ein. In der rechten Spalte sind die Kantone genannt, die von den vorgeschlagenen Regionen ganz oder teilweise erfasst werden. Die Grenzen der Fokusgruppenregionen sind nicht zwangsläufig deckungsgleich mit Kantonsgrenzen. Deshalb sind einzelne Kantone bei mehreren Fokusgruppenregionen genannt.

KID Ostschweiz		
1	Mittelland Ostschweiz	SH, TG, ZH
2	Berggebiete Ostschweiz	AI, AR, SG, GL, GR
KID Zentralschweiz		
3	Zentralschweiz	LU, NW, OW, UR, SZ, ZG
KID Nordwestschweiz		
4	Nordwestschweiz ohne AG	BL, BS, AG
5	Aare-Mittelland, Berner Oberland & Emmental	SO, BE
KID Lateinischsprachige Schweiz		
6	Jura, Lacs et Fribourg	BE, JU, FR, NE
7	Arc lémanique	GE, VD
8	Tessin und Wallis	TI, VS
Städte-Gruppen		
9	Zürich, Winterthur, Bern und Basel	
10	Genf und Lausanne	

Überlegungen zur Zusammensetzung der Fokusgruppen

Fokusgruppe staatliche Akteur:innen

In Anbetracht der Vielzahl möglicher einzubeziehender Zuständigkeitsebenen, Funktionen, Themenbereiche und regionaler Besonderheiten stellen sich in Bezug auf die Zusammensetzung der Fokusgruppe mit staatlichen Akteur:innen verschiedene Fragen und Herausforderungen. Diese sind durch die Mandatsträgerin sorgfältig zu klären.

Generell schlägt die ZHAW vor, in jeder Region Fachpersonen der spezifischen Integrationsförderung mit strategischer Verantwortung sowie solche mit direktem Kontakt zur Zielgruppe einzubeziehen: Das heisst insbesondere kantonale und/oder kommunale Integrationsdelegierte, kantonale Asyl-/Flüchtlingskoordinationen, fallführende Stellen im Kontext IAS/KIP, aber auch Fachpersonen aus Organisationen wie HEKS oder Caritas, die im Auftrag des Staates Integrationsprogramme anbieten. Es wird

vorgeschlagen, von einer generellen und systematischen Vertretung der Regelstrukturen in den Fokusgruppen abzusehen, da dies die Anzahl der Teilnehmenden zu sehr vergrössern würde. In Einzelfällen sollte jedoch möglich sein, auch Fachpersonen aus der Regelstruktur (z.B. Bildungsbereich) einzubinden, falls dies in der betreffenden Region als sinnvoll angesehen wird.

Das Verfahren bei der konkreten Auswahl der beteiligten Fachpersonen ist sorgfältig zu gestalten. Es wird vorgeschlagen, dass die Mandatsträgerin die Fachpersonen unter Einbezug der kantonalen Integrationsdelegierten der jeweiligen Region auswählt. Denkbar wäre zum Beispiel ein Vorgehen, bei dem in einem ersten Schritt 2-3 kantonale/kommunale Integrationsdelegierte ausgewählt werden (Vorschläge dazu könnten auch durch die Regionen selbst erbracht werden). In einem zweiten Schritt würde bei der Auswahl der weiteren Fachpersonen darauf geachtet, dass diese in ergänzenden Kantonen/Gemeinden/Sozialräumen gesucht werden, so dass eine möglichst sinnvolle kantonale/kommunale/sozialräumliche Abdeckung gegeben ist. Es wird vorgeschlagen, auch diese weitere Auswahl in Zusammenarbeit mit den Regionen bzw. unter Einbezug der betreffenden Integrationsdelegierten vorzunehmen.

Fokusgruppe nicht-staatliche Akteur:innen

In dieser Fokusgruppe sind zum einen Fachpersonen aus der nicht-staatlichen, niederschweligen (z.B. kirchlichen) Sozialarbeit oder aus nicht-staatlichen (Rechts-)Beratungsstellen vertreten, andererseits ehrenamtlich und/oder politisch Engagierte; hier kommen z.B. Vertreter:innen von Vereinen (z.B. Freizeit-, Sport-, Quartier- oder Kulturvereine) oder von zivilgesellschaftlichen Initiativen, Solidaritätsnetzwerken oder nicht-behördlichen Bildungsangeboten im Asyl- und Integrationsbereich in Frage.

Der Einbezug zivilgesellschaftlicher Akteur:innen entspricht auch einem im Rahmen des Varianten-Workshops von verschiedenen Teilnehmenden eingebrachten Vorschlag. Dabei wurde auf die wichtige Bedeutung zivilgesellschaftlicher Akteur:innen in der Integrationsarbeit und deren grossen Erfahrungsschatz hingewiesen.

Nebst dem Vorschlag des Einbezugs zivilgesellschaftlicher Akteur:innen wurde von verschiedenen Expert:innen aus der Begleitgruppe und von Fachpersonen am Varianten-Workshop gewünscht, dass auch die «einheimische Bevölkerung» in das Monitoring miteinbezogen wird. Die ZHAW ist der Ansicht, dass mit den staatlichen und den nicht-staatlichen Fachpersonen einschliesslich den zivilgesellschaftlichen Akteur:innen die Sicht der Aufnahmegesellschaft ausreichend repräsentiert wird. Dabei werden insbesondere Teilnehmende aus dem zivilgesellschaftlichen Bereich als Ausdruck und legitime Vertretung der Bevölkerung betrachtet.

Ein weiteres, vereinzelt vorgebrachtes Anliegen betraf privatwirtschaftliche Vertreter:innen, auch davon rät die ZHAW im Rahmen der Fokusgruppen abzusehen. Soziale Integration findet zwar auch am Arbeitsplatz (als einem zentralen Alltagsbereich) statt; doch sind Personen aus der Privatwirtschaft in der Regel nicht vertraut genug mit dem Asyl- und Integrationsbereich, um diesen angemessen und vergleichbar gut wie die anderen vorgesehenen Fokusgruppen-Teilnehmenden einzuschätzen. In einem weiteren Schritt, im Rahmen der konkreten Angebots- und Qualitätsentwicklung, kann es je nach regionaler Situation hingegen angebracht erscheinen, weitere Akteur:innen (z.B. regionale Gewerbevereine) miteinzubeziehen.

Fokusgruppe Geflüchtete

Für diese Fokusgruppe kommen insbesondere geflüchtete Personen in Frage, die Erfahrung mit Integrationsangeboten haben und über entsprechendes, zielgruppenspezifisches Wissen verfügen. Dazu können auch Menschen mit Fluchterfahrung gehören, die sich ehrenamtlich oder zivilgesellschaftlich im Flucht- und Integrationsbereich engagieren und auf diese Weise ihre Erfahrungen und ihr Wissen dazu einsetzen, andere Geflüchtete zu unterstützen. Neben Geflüchteten, die schon mehrere Jahre in der Schweiz leben und sich mit dem Integrationssystem vergleichsweise gut auskennen, sollten in den

Fokusgruppen auch Geflüchtete vertreten sein, die erst seit ein bis zwei Jahren in der Schweiz leben, sofern keine relevanten gesundheitlichen Einschränkungen wie zum Beispiel Traumatisierungen vorliegen und eine sprachliche Verständigung möglich ist. Nicht berücksichtigt werden hingegen Personen mit Fluchterfahrung, die als Fachpersonen Funktionen in der staatlichen oder nicht-staatlichen Integrationsarbeit haben. Diese würden im Rahmen der Fokusgruppen 1 bzw. 2 einbezogen.

In den Fokusgruppengesprächen kommt den Geflüchteten nicht primär die Rolle zu, über ihre eigene Situation und ihre eigenen Erfahrungen zu sprechen – wie dies in den qualitativen Interviews im Rahmen der Mixed-Methods-Erhebung der Fall sein wird – sondern die Personen mit Fluchterfahrung werden wie alle anderen Fokusgruppenteilnehmenden ihre Einschätzungen zur Situation in ihrer Region abgeben. Gleichwohl ist bei der Auswahl der geflüchteten Personen darauf zu achten, dass diese in Bezug auf Alter, Geschlecht, Status und Herkunftsland sowie Bildungs- und Berufssituation ein möglichst breites Spektrum abdecken.

Rekrutierung der Fokusgruppenmitglieder

Rekrutierung staatliche Akteur:innen

Für diese Fokusgruppe werden, ausgehend von der jeweils regionalen Konstellation, Behördenmitglieder und Fachpersonen aus relevanten Fach- und allenfalls Regelstrukturbereichen ausgewählt (vgl. oben). Dabei können auch Fachpersonen kontaktiert werden, die im Rahmen des vorliegenden Projekts bereits interviewt wurden.

Rekrutierung nicht-staatliche Akteur:innen

Für die Rekrutierung nicht-staatlicher Akteur:innen werden Fachstellen, Organisationen, Netzwerke und Initiativen direkt (schriftlich/telefonisch) angefragt. Wichtig ist, dass auch die Fokusgruppen mit nicht-staatlichen Akteur:innen möglichst ausgewogen zusammengestellt sind, etwa bezüglich Profession, zivilgesellschaftlichem Engagement oder sozialräumlicher Einbindung.

Niederschwelligkeit ist ein bedeutender Aspekt beim Thema gesellschaftliche Teilhabe. Dazu gehört auch, bei ehrenamtlichen Akteur:innen eine angemessene Entschädigung für die Teilnahme an den Fokusgruppen zu prüfen.

Auch für die Rekrutierung nicht-staatlicher Akteur:innen kann unter anderem auf Organisationen, Netzwerke und Initiativen zurückgegriffen werden, die im Rahmen dieses Projekts bereits berücksichtigt wurden.

Rekrutierung Geflüchtete

Die Befragung geflüchteter Menschen ist mit verschiedenen forschungsethischen und methodischen Fragen verbunden (siehe hierzu ausführlicher Punkt 6 in Anhang 4). Im Rahmen der Fokusgruppen werden aus ethischen, aber auch aus inhaltlichen Gründen keine Geflüchteten befragt, die erst seit kurzem in der Schweiz leben und/oder entsprechende Vulnerabilitäten aufweisen (u.a. Aufenthaltsstatus, gesundheitlicher Zustand).

Um geflüchtete Personen für die Fokusgruppengespräche zu rekrutieren, sind staatliche und nicht-staatliche Fachpersonen insbesondere auch aus dem niederschweligen Bereich sozialer Arbeit, Akteur:innen aus dem zivilgesellschaftlichen Bereich mit Kontakt zu geflüchteten Menschen sowie Schlüsselpersonen aus migrantischen Communities zu kontaktieren, um Unterstützung beim Zugang zu möglichen Fokusgruppen-Teilnehmenden anzufragen. Eine weitere Möglichkeit besteht in der Rekrutierung von Personen, die selbst im Fluchtbereich engagiert sind, z.B. Mitglieder von Flüchtlingsparlamenten oder Personen, die aktiv in zivilgesellschaftliche Organisationen oder selbstorganisierte Kollektive eingebunden sind.

Wie bei der Fokusgruppe mit den nicht-staatlichen Akteur:innen ist auch bei der Fokusgruppe Geflüchtete auf eine möglichst ausgewogene Repräsentation verschiedener Erfahrungen, Lebenssituationen und Engagements im Flucht- und Integrationsbereich zu achten.

Auch den Teilnehmenden der Fokusgruppe Geflüchtete ist eine angemessene finanzielle Entschädigung anzubieten.

Leitfaden Fokusgruppengespräche

Im Folgenden wird ein erster Entwurf des Leitfadens präsentiert, der dazu dienen soll, eine konkretere Vorstellung der inhaltlichen Ausrichtung der Fokusgruppengespräche zu geben. Der Entwurf ist unter anderem im Rahmen von Pre-Tests weiterzuentwickeln und zu finalisieren.

1. **Einstiegsfrage** – eine bewusst offen gehaltene Einstiegsrunde:
Was ist Ihrer Ansicht nach, ganz generell, die grösste Herausforderung in Bezug auf die gesellschaftliche Teilhabe der geflüchteten Menschen in dieser Region? Was läuft Ihrer Meinung nach besonders gut in dieser Region, wo zeigen sich positive Entwicklungen?
2. Wie schätzen Sie die **Grundversorgung** der Zielgruppe in dieser Region ein? Etwa in Bezug auf:
 - ökonomische Ressourcen (hinsichtlich der Deckung des Existenzminimums aber auch darüber hinaus)
 - Zugang zu Erwerbsarbeit und Bildung inkl. Spracherwerb
 - Zugang zur Gesundheitsversorgung
 - Qualität von Wohnraum
 - Mobilität
3. Wie schätzen Sie die Situation der geflüchteten Menschen in dieser Region in Bezug auf ihre **Wohnsituation** und **Alltagsgestaltung** ein? Wie schätzen Sie die Qualität der Wohnumgebung (Quartier, Siedlung, Nachbarschaft) ein? Wo liegen allenfalls besondere Problematiken, wo gibt es positive Beispiele und Entwicklungen, die zu stärken wären? Wo erkennen Sie Unterstützungs- und Entwicklungsbedarf?
4. Wie schätzen Sie die **soziale Vernetzung bzw. Isolation** der geflüchteten Menschen sowie ihre **Beziehungs- und Vernetzungsmöglichkeiten** ein – untereinander und mit der lokal schon länger ansässigen Bevölkerung? Wo sehen Sie spezifische Problematiken, was läuft gut? Denken Sie, dass soziale Isolation von geflüchteten Menschen ein weitverbreitetes Problem in dieser Region ist? Wo erkennen Sie diesbezüglich Unterstützungs- und Entwicklungsbedarf?
5. Wie schätzen Sie die **Zugänge** der geflüchteten Menschen in dieser Region zu **Zivilgesellschaft und Öffentlichkeit** (u.a. Kultur und Politik) ein? Schätzen Sie die Zugänge als niederschwellig genug ein? Wo liegen diesbezüglich die grössten Herausforderungen und Zugangsproblematiken, wo zeigen sich positive Beispiele und Entwicklungen?
6. Was würden Sie aus Ihrer Erfahrung generell sagen: **Fühlen sich die geflüchteten Menschen** in dieser Region **gesellschaftlich anerkannt und zugehörig**? Inwiefern denken Sie, ist dies gegeben oder eben nicht gegeben, inwiefern zeigt sich diesbezüglich Unterstützungs- und Entwicklungsbedarf? Woran machen Sie Ihre Beobachtung fest und wie erklären Sie sich diese? Nehmen Sie bspw. Bezug auf:
 - positive/negative Erfahrungen mit Behörden
 - positive/negative Erfahrungen mit zivilgesellschaftlichen Organisationen (Vereine u.a.)
 - positive/negative Erfahrungen im Alltag
 - gesellschaftliche Diskurse/Entwicklungen im Zusammenhang von Flucht und Migration
 - Diskriminierungserfahrungen (institutionelle oder alltägliche)

7. Wie beurteilen Sie die **gesundheitliche Situation** und die generelle **Lebenszufriedenheit** der geflüchteten Menschen in dieser Region, wo liegen diesbezüglich allenfalls besondere Problematiken? Wo erkennen Sie Unterstützungs- und Entwicklungsbedarf? Wo gibt es positive Beispiele und Entwicklungen, die zu stärken wären?
8. Wenn wir nun nochmals **zusammenfassend** auf die diskutierten **Unterstützungs- und Förderbedarfe** zurückkommen: Wo sehen Sie insgesamt die grössten Problematiken? Welche Entwicklungsfelder würden Sie diesbezüglich priorisieren?
9. Gibt es **weitere Themen** im Zusammenhang mit dem Zusammenleben und der gesellschaftlichen Teilhabe der geflüchteten Menschen in dieser Region, die nun noch nicht zur Sprache kamen, die aber ebenfalls wichtig zu erwähnen wären?

Methodische Überlegungen zum Stellenwert von und Umgang mit Vergleichen

Wie in Kp. 4.4.3 festgehalten, besteht das primäre Ziel des Fokusgruppenprojekts nicht in einem systematischen Regionenvergleich im Sinne eines Ratings. Vielmehr sollen reichhaltige Anregungen und Orientierungswissen für die Weiterentwicklung der Strategien und Angebote erarbeitet werden. Die regionenübergreifende Auswertung verfolgt somit primär eine *integrative Logik* und nicht eine vergleichende. Vergleiche können jedoch wichtige Impulse für Weiterentwicklungen liefern.

Relevant in methodischer Hinsicht sind insbesondere folgende drei Vergleichsdimensionen: (1) Vergleich zwischen Regionen, (2) Vergleich zwischen Fokusgruppen bzw. Perspektiven (3) zeitübergreifender Vergleich.

a.) *Regionenvergleich*: Vergleiche zwischen den Regionen sollen nicht mit dem Ziel einer Rangliste durchgeführt werden. Angesichts der grossen (und teilweise auch bewusst so angelegten) Unterschiede zwischen den Regionen in Bezug auf Ausgestaltung und Rahmenbedingungen wäre eine systematische Abstufung fachlich nicht vertretbar. Ausserdem dürfte ein Vergleich zwischen den Regionen, der einer Wettbewerbslogik folgt, insbesondere bei den Kantonen auf wenig Akzeptanz stossen. Daher ist davon abzusehen, den Regionenvergleich als Benchmarking zu konzipieren. Stattdessen soll ein Vergleich in erster Linie dazu dienen, gegenseitige Anregungen und Lernmöglichkeiten zu begünstigen und den regionenübergreifenden fachlich-strategischen Austausch zu fördern.

Die in diesem Sinn angestrebte Vergleichbarkeit zwischen den Regionen wird grundsätzlich durch die gemeinsame übergeordnete Thematik (gesellschaftliche Teilhabe) und den in allen Regionen identischen Leitfaden entlang der Schlüsselkriterien gewährleistet. Die identisch gesetzten Themen erlauben es, Gemeinsamkeiten und Unterschiede in Bezug auf Herausforderungen und Lösungsansätze herauszuarbeiten und zu diskutieren.

b.) *Gruppen- bzw. Perspektivenvergleich*: Der Vergleich der Ergebnisse aus den drei Fokusgruppen (Stakeholder-Gruppen) je Region dient dem Ziel, Unterschiede und Gemeinsamkeiten zwischen den Fokusgruppen herauszuarbeiten und zu einem multiperspektivischen Gesamtbild zusammenzuführen. Dabei gilt es neben den verschiedenen Gruppenperspektiven bzw. Wissensformen (Professionswissen, zivilgesellschaftliches Akteurswissen und zielgruppenspezifisches Erfahrungswissen) auch unterschiedliche Sichtweisen und widersprüchliche Aussagen *innerhalb* der einzelnen Fokusgruppen angemessen in den Blick zu nehmen. Der Fokus der integrierenden Analysen liegt jedoch nicht auf der Identifikation von Widersprüchen, sondern darauf, ein möglichst reichhaltiges und differenziertes Gesamtbild bezüglich Fragen der gesellschaftlichen Teilhabe und entsprechenden Unterstützungsbedarfen in einer Region zu erhalten.

Wie beim Regionenvergleich wird die Vergleichbarkeit wiederum durch den gemeinsamen thematischen und methodischen Rahmen der Erhebung ermöglicht.

c.) *Zeitvergleich*: Die Fokusgruppengespräche sollen im Abstand von 2-3 Jahren wiederholt werden. Ein Vergleich zwischen unterschiedlichen Erhebungszeitpunkten erlaubt es, Entwicklungen in Bezug auf identifizierte Herausforderungen, Bedarfe und Angebotslücken zu erfassen. Um zeitübergreifend auf methodisch adäquate Weise vergleichen zu können, ist es wichtig, dass zentrale Parameter der Erhebung möglichst konstant bleiben. Wesentlich hierbei sind – neben dem gleichbleibenden thematischen Rahmen und Leitfaden – die folgenden drei Faktoren: Erhebungsabstände, regionale Aufteilung und Zusammensetzung der Fokusgruppen. Die Abstände zwischen den einzelnen Erhebungen sollten mit der Zeit weder (viel) kürzer noch länger ausfallen. An der regionalen Aufteilung können, falls hinsichtlich Regionenvergleich und aus fachlicher Sicht angezeigt, punktuelle Anpassungen vorgenommen werden, die bei Zeitvergleichen angemessen zu berücksichtigen sind. Da es nicht um einen systematischen Vergleich im Sinne eines Rankings geht, wird dies die erhebungsübergreifende Vergleichbarkeit zwischen den Regionen nicht entscheidend einschränken.

Eine besondere Herausforderung bezüglich Konstanz von Erhebungsparametern stellt sich bei der Zusammensetzung der Fokusgruppen. Damit trotz unvermeidlicher personeller Wechsel methodisch angemessene, zeitübergreifende Vergleiche möglich sind, sollte sich die akteursspezifische Zusammensetzung der Fokusgruppen von einer Durchführung zur nächsten nicht zu stark ändern. Wenn etwa eine Fachperson ersetzt werden muss, sollte deren Funktion und Fachbereich bei der Neubesetzung möglichst gleichbleiben.

C. Mixed-Methods-Erhebung: methodische Ausführungen

Konkretisierung Mixed-Methods-Design

Bei Mixed Methods Erhebungen gibt es grundsätzlich folgende vier Optionen (Kelle, 2014): Beim *Explorer Sequential Design* werden sequenziell qualitative und quantitative Daten erhoben, wobei zuerst qualitative Daten erhoben werden, um ein grundlegendes Verständnis des Forschungsgegenstandes zu entwickeln. Beim *Convergent Design* werden qualitative und quantitative Daten zeitgleich erhoben und separat analysiert. Die Ergebnisse werden zusammengeführt, um ein umfassenderes Verständnis des Forschungsgegenstandes zu ermöglichen (Kelle, 2014 sowie Fetters, Curry & Creswell, 2013). Beim *Embedded Design* werden qualitative Fragen innerhalb einer quantitativen Erhebung eingebettet, um zusätzliche Einblicke zu bieten und Sachverhalte besser zu kontextualisieren. Bspw. können qualitative Interviews verwendet werden, um die Ergebnisse einer quantitativen Befragung zu erläutern (Kelle, 2014 sowie Bastable et al., 2023). Mit einem *Sequential Explanatory Design* werden quantitative und qualitative Daten in zwei konsekutiven Phasen erhoben und analysiert. Zuerst werden quantitative Daten gesammelt und analysiert, um mögliche Muster und Trends zu identifizieren. Anschliessend werden qualitative Daten gesammelt, um die Ergebnisse zu vertiefen und zu erklären (Kelle, 2014 sowie Ivankova, Creswell & Stick, 2006).

Es empfiehlt sich das Sequential Explanatory Design, da auf Grund der Vorarbeiten im laufenden Projekt bereits fundierte Kenntnisse über die Erforschung der sozialen Integration von Geflüchteten erarbeitet wurden. Damit ist eine solide Grundlage gegeben, um eine quantitative Erhebung durchzuführen. Auf deren Grundlage lassen sich dann Fragen für die qualitative Erhebung ableiten, in deren Rahmen Sachverhalte vertieft werden können. Im Gegensatz zum Embedded Design erlaubt es die zeitliche Differenz zwischen der quantitativen und qualitativen Erhebung, die Ergebnisse der quantitativen Befragung auszuwerten, bevor die qualitative Befragung konzipiert wird. Diese sequenzielle Kombination aus quantitativen und qualitativen Methoden ermöglicht eine umfassendere und tiefgreifendere Analyse von Prozessen und Mustern sozialer Integration (Ivankova, Creswell & Stick, 2006).

Vorgesehen ist eine wiederholende Durchführung der Befragung (bspw. alle vier Jahre eine quantitative Erhebung und dazwischen jeweils eine qualitative Erhebung). Eine einmalige Durchführung würde der Grundidee von Monitorings widersprechen, Entwicklungen im Zeitverlauf zu dokumentieren. Zudem sind die Kosten bei einer ersten bzw. einmaligen Durchführung besonders hoch und nehmen bei wiederholten Durchführungen ab.¹²

Die quantitative Erhebung ist angesichts der schwer zu erreichenden Zielbevölkerung als wiederkehrende Querschnittsbefragung konzipiert und nicht als Längsschnitt-, bzw. Panelerhebung. Es wäre sehr herausfordernd, bei dieser Zielgruppe eine Stabilisierung des Panels zu erreichen. Beispielsweise dürften die häufigen Wohnortswechsel zu einem hohen Anteil an Beobachtungsabbrüchen («panel attrition») führen (vgl. zur Mobilität der Zielgruppe Kühne, Jacobsen & Kroh, 2019). Um das Panel zu stabilisieren, müsste die Befragung häufig (bspw. einmal jährlich) durchgeführt werden. Dies würde hohe Kosten verursachen und es praktisch verunmöglichen, das angestrebte Sequential Explanatory Design mit dem Wechsel von quantitativen und qualitativen Erhebungen zu realisieren.

¹² Bei wiederholter Durchführung über einen gewissen Zeitraum könnten Ergebnisse aus qualitativen Befragungen auch genutzt werden, um die quantitativen Erhebungsinstrumente weiterzuentwickeln. Dies wäre dann kein klassisches sequenziell erklärendes Design mehr, sondern eine komplementäre Methoden-Triangulation (Kelle 2014). Diese Option wird hier nur erwähnt, um das längerfristige Entwicklungspotenzial des vorgeschlagenen Erhebungskonzepts anzudeuten.

Grundgesamtheit

Zielgruppe bzw. Grundgesamtheit der Mixed Method Erhebung sind geflüchtete Personen, die zum Zeitpunkt der Befragung bzw. Interviews 18 Jahren und älter sind und deren Asylverfahren seit mindestens einem Jahr abgeschlossen ist. Konkret sind das Personen, die in der Schweiz einen Asylantrag gestellt haben und bei der Abklärung der Fluchtgründe entweder als Flüchtlinge anerkannt wurden oder vorläufig aufgenommen wurden. Betreffend den ausländerrechtlichen Status können dies also Personen mit einem Status F, B und C oder Eingebürgerte sein, relevant dabei ist einzig der Fluchthintergrund. Ob Personen mit Status S in dieser Erhebung eingeschlossen werden, ist von den Auftraggebenden bzw. von politischen Entscheiden abhängig.

Von der Grundgesamtheit interessiert insbesondere die Gruppe von geflüchteten Personen, die zu den Vulnerablen zu zählen sind. Betreffend Vulnerabilität geht SEM von einer engeren Definition aus, in der der Zugang zum Arbeitsmarkt und zu Bildungsmassnahmen im Vordergrund stehen. Die Forschung geht von einem etwas breiteren Vulnerabilitätsverständnis aus (Probst et al. 2021), in welchem rechtliche, wirtschaftliche und soziale Aspekte kombiniert werden. Probst et al. (2021) haben fünf Dimensionen (Bildungsniveau, Einkommensniveau, berufliche Status, Aufenthaltsstatus in der Schweiz und Kompetenzen in der lokalen Sprache) entwickelt, von denen sie einen Vulnerabilitätsindex abgeleitet haben. Als zusätzliches Kriterium für Vulnerabilität kann die Unterbringungsform gesehen werden (Wihstutz, 2019 sowie Hess-Klein & Scheibler, 2022). Diejenigen Vulnerabilitätskriterien, die sich sampeln lassen, werden über das Samplingverfahren berücksichtigt, die anderen können in den Interviews proaktiv über das Erfragen eruiert werden. Bspw. lassen sich die Vulnerabilitätskriterien Einkommen, Bildungsniveau, Sprachniveau, Unterbringungsform aufgrund der im SRPH erfassten Merkmale nicht sampeln. Das heisst, dass beim Zugang, sowohl bei der quantitativen als auch qualitativen Erhebung, über Snowball-Sampling (Parker, Scott & Geddes, 2019) und Gatekeeper-Sampling (Lamprianou, 2021) die Vulnerabilitätskriterien explizit als Auswahlkriterien eingesetzt werden, bspw. dass man explizit nach Personen sucht, die einen gewissen Einkommensniveau haben. Dort wo die Vulnerabilitätskriterien weder über Snowball- noch Gatekeeper-Sampling bekannt sind, werden diese in den Interviews mit den Befragten ermittelt.

Quantitative Erhebung

Sampling

Da wenig über die Zusammensetzung der Gesamtpopulation bekannt ist, die Zusammensetzung dieser aufgrund der Zuwanderung bspw. hinsichtlich Nationalität volatil (vgl. hierzu Duncan & Kalton, 1987 sowie Platt, Luthra & Frere-Smith, 2015) ist und die Erreichbarkeit der Zielgruppe eine Herausforderung darstellt (vgl. dazu BAMF-Erhebung in Deutschland Kroh et al., 2018; Elipa-Erhebung in Frankreich Jourdan, 2015; VLV-Erhebung in der Schweiz Kaeser, 2018), erscheint ein experimentelle Stichprobenziehung durch Kombination einer Standardstichprobe mit einer Zufallsziehung und einem gezielten Sampling über eine Snowball- und Gatekeeper-Stichprobe am sinnvollsten. Dabei wird eine Zufallsstichprobe von 1600 Personen gezogen (Standardstichprobe), welche ergänzt wird durch aufsuchende Sampling-Methoden (Snowball- und Gatekeeper-Sampling), wodurch ca. 800 Personen gezielt gesampelt werden (gezielte Stichprobe). Bei den aufsuchenden Sampling-Methoden könnte über spezifisch ausgesuchte Kriterien gesampelt werden, bspw. hinsichtlich Vulnerabilität, Geschlecht, Alter, usw.

Das heisst es wird vom ursprünglichen Vorhaben einer geschichteten Stichprobenziehung abgesehen, da diese komplex, langwierig und bei der hier interessierenden Zielgruppe schwierig anwendbar ist, v.a. hinsichtlich Repräsentativität der Stichprobe, Erreichbarkeit und allfälligen wiederholten Neuziehungen. Die sich verändernde Zusammensetzung der befragten Bevölkerung kann zu Problemen bei der

Gewinnung einer §entativen Stichprobe führen, sowohl bei Paneldaten (Duncan & Kalton, 1987) als auch bei Querschnittserhebungen, bei denen neu zugewanderte Personen ausgeschlossen oder unterrepräsentiert sind (Platt, Luthra & Frere-Smith, 2015). So stellt sich die Frage, von welcher Grundgesamtheit ausgegangen wird, wenn auf eine repräsentative Stichprobe mittels geschichteter Ziehung abgezielt wird. Bei Alter und Geschlecht bspw. kann Repräsentativität erlangt werden und hierbei wird in laufenden Kontrollen der Stichprobe darauf geachtet, dass diese repräsentativ ist, indem man korrigierend einwirkt. Zudem kann bei der Auswertung entsprechend gewichtend korrigiert werden. Dafür muss die Zusammensetzung der Gesamtpopulation bspw. hinsichtlich Alters- und Geschlechtskategorien bekannt sein.

Die Stichprobe wird aus dem Stichprobenrahmen des BFS (Schweizerisches Register der Personen und Haushalte SRPH) gezogen. Die Variablen des SRPH weisen höhere Qualität auf, weil darin auch Registerdaten der Gemeinden enthalten sind. Hinsichtlich Grösse der Stichprobe ist es besser, eine finanziell kostspieligere Befragung durchzuführen, in der ausreichend Personen befragt werden, um bspw. Subgruppenanalysen zu ermöglichen, wie etwa Auswertungen nach Geschlecht, Status, Aufenthaltsdauer, Wohnort, usw. Es kann hier das Argument der degressiven Kosten hervorgebracht werden, dass bei wiederholter Durchführung die Kosten sinken würden, insbesondere wenn eine «qualitativ gut abgestützte Maschinerie» aufgebaut werden kann. Deshalb erscheint es als sinnvoll, aus dem SRPH eine ausreichend grosse Zufallsstichprobe zu ziehen, damit insgesamt 1600 Personen befragt werden können.¹³

Angesichts des erschwerten Zugangs zur Zielgruppe (Kaeser, 2018 sowie Jourdan, 2015) wird über bestehende Kontakte zu bereits befragten Geflüchteten, der Zugang zu weiteren Befragten ermöglicht. Das heisst, die bereits befragten Geflüchteten werden gebeten, andere potenzielle Teilnehmer:innen zu empfehlen. Ein weiterer Ansatz ist der des Gatekeepers (Bloch, 2004). Hierbei werden Schlüsselpersonen innerhalb der Gemeinschaft, wie Vor-stehende von Vereinen oder Vertreter von Hilfsorganisationen, identifiziert und kontaktiert. Diese Personen können dann bei der Kontaktaufnahme und Einbindung von Geflüchteten in die Studie behilflich sein. Hierbei ist allerdings Vorsicht geboten vor dem Gatekeeper Bias (vgl. Sulaiman-Hill & Thompson, 2011). Weitere Zugänge sind über Kollektivunterkünfte möglich (Bloch, 2004). Hierbei müssen jedoch die bei der IAB-BAMF-SOEP-Befragung von Geflüchteten beschriebenen forschungsethischen Bedenken mitberücksichtigt werden (Kühne, Jacobsen & Kroh, 2019). Eine Kombination mehrerer Ansätze (multiple entry point, Sulaiman-Hill & Thompson, 2011) kann sich als sinnvoll erweisen, um eine statistisch belastbare Stichprobe von Geflüchteten zu erhalten und genügend Personen befragen zu können. Der Zugang muss laufend evaluiert und angepasst werden (Kaeser, 2018).

Über die oben genannte Stichprobengrösse können belastbare Daten generiert werden, mit denen Analysen von Unterkategorien bspw. nach Wohnort, Alter, usw. möglich sind. Diese Aufteilung in Standardstichprobe und Snowball-Stichprobe erlaubt es einerseits, über die Snowball-Stichprobe korrigierend auf das Sampling einzuwirken. Andererseits ist es möglich, die jeweiligen Gruppen aus den verschiedenen Samplingverfahren getrennt zu untersuchen und zu vergleichen.

Befragungsinhalte

Inhaltlich orientiert sich die Mixed-Methods-Erhebung an den in Kapitel 2 dargelegten Schlüsselkriterien der sozialen Integration, während bei den qualitativen Befragungen wechselnde inhaltliche Schwerpunkte gesetzt werden. Der Fragebogen für die quantitative Erhebung wird in Zusammenarbeit mit

¹³ Da nicht mit Sicherheit abgeschätzt werden kann, wie der Rücklauf dieser Zufallsstichprobe sein wird, lassen sich parallel dazu eine oder zwei Reservestichproben ziehen. Die entsprechenden Personen werden nur in dem Fall kontaktiert, dass der Rücklauf der Hauptstichprobe nicht ausreichend ist.

zivilgesellschaftlichen Organisationen und Fachpersonen der Flüchtlingshilfe getestet (Pretesting). Soweit möglich werden Items und Fragen aus bestehenden Erhebungen (bspw. IAB-BAMF-SOEP-Befragung von Geflüchteten in Deutschland) übernommen, um die Vergleichbarkeit der Ergebnisse zu sichern. Entsprechende Möglichkeiten zeigt die folgende Auflistung mit Bezug auf die Schlüsselkriterien der sozialen Integration:

Grundversorgung (SK1)

- Zugang zu Erwerbsarbeit SAKE und SILC
 - o Aktuelle Hauptbeschäftigung (SILC)
 - o Bezahlte Arbeit / Erwerbstätigkeit (SILC)
 - o Zufriedenheit mit der finanziellen Situation (SILC)
 - o Risiko arm zu werden (SILC)
 - o Schulden (SILC)
 - o Ersetzen von abgetragenen Kleidungsstücken (SILC)
 - o Diskriminierung bei Arbeitssuche und im beruflichen Alltag (ZidS)
- Zugang zu Bildung:
 - o In letzten 4 Wochen in Ausbildung, die ein Jahr oder länger dauert (SAKE)
 - o Zugang Ausbildung im Rahmen der Arbeit (SAKE)
 - o Weiterbildung (SAKE)
 - o Momentan in Ausbildung mit anerkanntem Abschluss (SILC)
 - o Teilnahme an einer individuellen beruflichen Qualifizierungsmassnahme/Weiterbildung (SHS)
 - o Diskriminierung Schule, Studium (ZidS)
- Sprachkenntnisse ESRK
 - o Sprachen, die die Person beherrscht (ESRK)
 - o Hauptsprache(n) der Person (ESRK)
 - o Sprachen, die zu Hause gesprochen werden (ESRK)
 - o Wunsch und Gründe, Sprachen zu lernen (ESRK)
- Zugang zu Wohnraum:
 - o Wohnungslosigkeit aktuell oder in der Vergangenheit (SILC)
 - o Zufriedenheit mit der Wohnung (SILC)
 - o Internetanschluss zu Hause (SILC)
 - o Frage zur Wohnung und Wohnsituation (SGB)
 - o Wohnstatus, Wohnungsgrösse, Mietkosten (SHS)
 - o Wohnsituation und Diskriminierung bei der Wohnungssuche (ZidS)

Sozialraum und Alltagsgestaltung

- Sozialraum
 - o Regionale Disparitäten
 - o ÖV-Güteklassen
 - o City Statistics (Lebensqualitäten in Städten)
 - o Umweltindikatoren (Wahrnehmung von Umweltbedingungen)
- Alltagsgestaltung:
 - o Haushaltszusammensetzung (SHS)
 - o Auswärts Essen oder Trinken gehen (SILC)
 - o Regelmässige Freizeitbeschäftigung (Kino, Konzertbesuch, dergleichen) (SILC)
 - o Freizeit (Geld für sich selbst ausgeben) (SILC)
 - o Freizeitaktivitäten / Freiwilligenengagement (Freiwilligen-Monitor Schweiz)

Beziehungen und Netzwerke

- Die Schweizerische Gesundheitsbefragung SGB bietet eine gute Grundlage für Fragen zu sozialen Kontakten.
 - o Hilfe von anderen (SILC)
 - o Zufriedenheit mit persönlichen Beziehungen (SILC)
 - o Haben Sie Freunde, Verwandte, Bekannte, die Sie um Hilfe bitten können? (SILC)
 - o Wie einfach wäre es für Sie, Hilfe von Nachbarn zu bekommen, wenn Sie diese benötigen? (SGB)
 - o Was für Hilfe haben Sie bekommen von den Personen, wo nicht in Ihrem Haushalt wohnen? (SGB)
 - o Zu wie vielen Verwandten, die ausserhalb Ihres Haushalts leben, haben Sie eine gute und enge Beziehung? (Erhebung zu Familien und Generationen EFG)
 - o Wie viele gute und enge Freund:innen haben Sie? (Erhebung zu Familien und Generationen EFG)
 - o Wie häufig hatten Sie in den letzten 12 Monaten durchschnittlich Kontakt mit Verwandten, Freund:innen, Nachbarn? (EFG)
 - o Im Folgenden sind Aussagen aufgeführt über die gegenwärtige Befindlichkeit (Erhebung zu Familien und Generationen EFG).
 - es gibt viele Leute, an die ich mich bei Problemen wenden kann
 - ich empfinde ein allgemeines Gefühl der Leere
 - ich vermisse es, Leute um mich herum zu haben
 - es gibt viele Leute, auf die ich mich absolut verlassen kann
 - ich fühle mich oft zurückgewiesen
 - es gibt genügend Leute, denen ich mich nahe fühle

Partizipation in Zivilgesellschaft und Öffentlichkeit

- Aus der Befragung Zusammenleben in der Schweiz ZidS können Fragen zu Ausschluss- und Diskriminierungserfahrung übernommen werden, die Zugangs- und Partizipationschancen erschweren können.
- Weiter lassen sich im Modul Migration der SAKE finden zu Sprachkenntnissen, Einbürgerung, zur finanziellen Unterstützung durch Kanton und zur finanziellen Situation allgemein, also Faktoren, die die Zugangs- und Partizipationsmöglichkeiten bestimmen.
- Die Schweizerische Haushaltspanel SHS und die Schweizerische Gesundheitsbefragung SGB können als Grundlage für Fragen zu Freizeitaktivitäten/Partizipation genommen werden.
- Schliesslich können aus der europäischen Erhebung über die Einkommen und Lebensbedingungen SILC Fragen zu Ressourcen (gesundheitliche, finanzielle, zeitliche), um Freizeitaktivitäten nachgehen zu können, übernommen werden.
- Die ESRK enthält Fragen zu Diskriminierungserfahrungen aufgrund der Religionszugehörigkeit.
- Weiter können aus der ESRK Fragen entnommen werden zu aktuellen und früheren Zugehörigkeiten zu einer Kirche oder zu einer religiösen Gemeinschaft, zu kulturelle Aktivitäten, Freizeitverhalten, Mediennutzung, Amateuraktivitäten, soziale Partizipation und zu kulturellen Aktivitäten der Kinder.
 - o Arbeitsmarkt, Bildungswesen, Politik, Kultur und Zivilgesellschaft
 - o Unbezahlte Arbeit (SILC)
 - o Erschöpft nach der Arbeit, um anderen Aktivitäten nachzugehen (SILC)
 - o Interesse an Politik, Teilnahmemöglichkeit, (SILC)
 - o Sich ausgeschlossen fühlen (SILC)

- Zufriedenheit mit vorhandenen Freizeit (SILC)
- Soziale Partizipation, Zugehörigkeitsgefühl, Hindernisse für die soziale Partizipation (ESRK)
- Fragen zu sozialer Partizipation, in Vereinen, ehrenamtliche/freiwillig Arbeit, Motivation usw. (Freiwilligen-Monitor Schweiz)
- diverse Fragen zu freiwilligem/ehrenamtlichen Engagement, zu Unterstützung, zu sozialen Netzwerken, soziale Kohäsion und soziale Partizipation (SHP)
- Wie häufig nehmen Sie an einem Anlass teil von einem Verein, Klub, einer politischen Partei, einer kulturellen Vereinigung oder anderen Gruppen, darunter auch religiöse? (SGB)

Erfahrungen mit Behörden und rechtlichem Status

- Für Fragen zu staatlichen Dienstleistungen und Diskriminierungsschutz können einige Fragen aus der Erhebung Zusammenleben in der Schweiz ZidS können übernommen werden.
 - Bezug von Arbeitslosenunterstützung, IV-Rente, Rente, Sozialhilfe, Krankentaggeld, Stipendien, Leistungen anderer sozialer Einrichtungen, EL, Gründe für Nichtinanspruchnahme der Sozialhilfe/EL (SILC)
 - Nichtinanspruchnahme medizinischer Leistungen (SGB)
 - Vertrauen in Institutionen (SILC)
 - Diskriminierungserfahrungen (ZidS)

Gesundheit und Lebenszufriedenheit

- Gesundheit
 - hauptsächlich SGB
 - Gesundheit im Allgemeinen (SILC)
 - Zufriedenheit mit der Gesundheit (SILC)
 - Chronische Krankheiten (SILC)
 - Einschränkungen bei täglichen Aktivitäten durch Gesundheitsbeschwerden (SILC)
 - Notwendige Untersuchungen (SILC)
- Lebenszufriedenheit:
 - Zufriedenheit mit dem eigenen Leben insgesamt (SILC)
 - Glücklich sein (SILC)
 - Ermutigt oder deprimiert (SILC)
 - Persönliche Autonomie (SILC)
 - Wie zufrieden sind Sie ganz allgemein mit Ihrem jetzigen Leben? (EFG)

Qualitative Erhebung

Sampling

Über aufsuchende Sampling-Methoden (Snowball und Gatekeeper) sind 100 Personen zu befragen. Es wird so oft gesampelt, bis die gewünschte Zahl von 100 Personen erreicht wird. Die Auswahl der Teilnehmer:innen erfolgt gezielt, um relevante und tiefgehende Einblicke in die Perspektiven und Erfahrungen der Zielgruppe zu erhalten. Es geht darum, Fälle auszuwählen, die besonders im Hinblick auf die als Vulnerabilitätskriterien Bildungsniveau, Sprachniveau, Einkommensniveau, berufliche Status, Aufenthaltsstatus in der Schweiz und Unterbringungsform informativ sind, um ein umfassenderes Bild der sozialen Integration von Geflüchteten zu erhalten und die in der quantitativen Erhebung identifizierten Muster und Trends vertiefen zu können. Das Sampling sollte eine gewisse Flexibilität erlauben, dass bei allfälligen Über- bzw. Unterrepräsentation von gewissen Gruppen korrigierende eingegriffen werden

kann, indem beim Snowball- und Gatekeeper-Stichprobenziehung über gezielte Suche von Personen mit bestimmten Merkmalen (bspw. zwischen 25-45 Jahren und weiblich) gesampelt wird.

Die Geflüchteten werden mittels narrativer Interviews zu ihren Erfahrungen und Wahrnehmungen des Integrationsprozesses befragt. Je nach inhaltlichem Fokus der qualitativen Befragung kann die Zusammensetzung des Samples variieren. Folgenden Aspekten wird in der Regel Rechnung getragen: Anwesenheitsdauer in der Schweiz, ausländerrechtlicher Status, Alter, Geschlecht, Familiensituation, Bildungshintergrund, Sprachkenntnisse sowie Wohnort in den Sprachregionen der Schweiz. Der Zugang zu den Befragten wird über Kollektivunterkünfte, Soziale Dienste, Programmanbietende sowie niederschwellige Soziale Arbeit (z.B. Quartier/Kirchen) gefunden. Dem Zugang zu besonders vulnerablen Personen («dritte Schiene») wird besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Die Interviews werden wo nötig mit Dolmetschenden geführt.

Befragungsinhalte

Beim Sequential Explanatory Designs ist die Verknüpfung der quantitativen und qualitativen Phase ein zentraler Bestandteil. Dabei werden Erkenntnisse aus der quantitativen Befragung verwendet, um die qualitative Befragung zu entwerfen. Die Ergebnisse der quantitativen Phase helfen dabei, zentrale Themen und Trends zu identifizieren, die in der qualitativen Phase weiter untersucht werden. Zum Beispiel, wenn die quantitative Umfrage zeigt, dass eine hohe Anzahl von Teilnehmern mit einem bestimmten Aspekt unzufrieden ist, kann die qualitative Phase darauf abzielen, die Gründe für diese Unzufriedenheit zu verstehen. Die qualitative Phase dient dazu, die quantitativen Ergebnisse zu erklären und zu vertiefen. Während die quantitative Phase möglicherweise zeigt, dass ein Problem existiert, hilft die qualitative Phase zu verstehen, warum dieses Problem existiert. Die qualitativen Daten bieten einen Kontext für die quantitativen Ergebnisse. Sie helfen zu verstehen, unter welchen Bedingungen und in welchen Situationen bestimmte Phänomene auftreten. Entsprechend sind die Befragungsinhalte der qualitativen Befragung im Nachgang zur quantitativen Erhebung zu entwickeln. Abhängig von den Erkenntnissen der quantitativen Befragung wird die Erhebungsmethode – Leitfadeninterview, problemzentriertes Interview, narratives Interview etc. – bei der qualitativen Erhebung konzipiert (Ivankova, Creswell & Stick, 2006).

Erreichbarkeit

Wie oben beschrieben, wird die sowohl bei der qualitativen, aber insbesondere bei der quantitativen Erhebung die Erreichbarkeit der Zielgruppe der Geflüchteten eine Herausforderung darstellen (BAMF-Erhebung in Deutschland Kroh et al., 2018; Elipa-Erhebung in Frankreich Jourdan, 2015; VLV-Erhebung in der Schweiz Kaeser, 2018). Um die Zielgruppe besser zu erreichen, bedarf es einer Vielzahl von Massnahmen. Zunächst müssen sprachliche Barrieren abgebaut werden. Die Verwendung einer einfachen, klaren und verständlichen Sprache kann hier Abhilfe schaffen. Dies kann bedeuten, komplizierte Fragen zu vereinfachen, um die Teilnehmer:innen nicht zu überfordern, oder auch die Relevanz der Fragen zu überprüfen, um sicherzustellen, dass sie für die Befragung wesentlich sind (Jourdan, 2015). Die in der quantitativen und qualitativen Erhebung verwendete Sprache soll vereinfacht werden mit dem Ziel, die Befragung für eine breite Zielgruppe verständlich und zugänglich und somit inklusiver zu machen. Für die quantitative Erhebung ist die Übersetzung der Fragebogen in die relevanten Sprachen angezeigt (vgl. Jacobsen, 2018; Baier, Bühler & Hartmann, 2022 sowie Jourdan, 2015). Der Fragebogen für die quantitative Erhebung ist in die ca. 8 wichtigsten Sprachen der Geflüchteten in der Schweiz zu übersetzen. Die Hauptherkunftsländer bzw. -sprachen von anerkannten Flüchtlingen und vorläufig aufgenommenen Personen sind (vgl. SEM, 2023): Eritrea (Tigrinya), Syrien (Arabisch & Kurdisch), Türkei (Türkisch & Kurdisch), Sri Lanka (Tamilisch), Afghanistan (Dari/Persisch), Irak (Arabisch & Kurdisch), Somalia (Somali), Iran (Persisch). Die Übersetzung in weitere Sprachen ist situativ zu prüfen. Weiter ist bei der quantitativen Erhebung eine eingebaute Vorlesefunktion auf der Webseite/App zu

prüfen, auf welcher die Befragung hochgeladen ist, die den Inhalt der Seite und die Fragen in den jeweiligen Sprachen vorliest. Für die qualitativen Interviews und bei der aufsuchenden Computer Assisted Personal Interview (CAPI) in den quantitativen Befragungen können Dolmetschende eingesetzt werden. Im Zusammenhang mit quantitativer Befragung ist allgemein zu prüfen, ob es auf App gestützte oder Online-Lösungen gibt, die die Beantwortung der Befragung zerstückelt ermöglichen, sodass die Zahl der Personen, die die Befragung abbrechen (drop-outs) reduziert werden kann. Bei Apps zeigt sich schon eine erste Hürde, nämlich der Download der App. Eine erste Marktanalyse in dieser Angelegenheit durch die ZHAW war wenig ergiebig.

Weiter gilt es Vertrauensbarrieren abzubauen. Vertrauen ist insbesondere im Kontext von Flucht bzw. Geflüchteten wichtig, zumal die Befragung von einer staatlichen Behörde in Auftrag gegeben wird. Dabei kann bei der quantitativen und qualitativen Erhebung der Zugang über Gatekeeper- und Snowball-Verfahren eine wichtige Rolle spielen. Gatekeeper und andere Geflüchtete können Zugang und Vertrauen schaffen. Unter Gatekeepern sind gesellschaftliche Akteur:innen zu verstehen, die als Vermittlungspersonen, als zivilgesellschaftlichen Akteur:innen, Akteur:innen in migrantischen Vereinen oder Vertrauens- bzw. Schlüsselpersonen fungieren (Bashir, 2023).

Betreffend Zugang über Gatekeeper können gesellschaftliche Akteur:innen, die mitunter ehrenamtlich arbeiten, zur besseren Erreichbarkeit der Zielgruppe beitragen. Gatekeeper, wie z.B. Sozialarbeiter, Gemeindevertreter oder NGOs, haben oft bereits ein Vertrauensverhältnis zu den Geflüchteten aufgebaut. Sie können den Zugang zu diesen Personen erleichtern und sicherstellen, dass die Geflüchteten sich sicher und wohl fühlen, wenn sie an Interviews teilnehmen (Wehden, 2023). Hier können zudem Akteur:innen aus den migrantischen Communities als vertrauensbildendes Glied bzw. «anerkannte Autoritäten» (Porst, 2001) herbeigezogen werden. Die oben beim Sampling beschriebenen Zugänge über die Snowball- oder Gatekeepers-Methode sind v.a. darum auch sinnvoll, weil sie Vertrauen schaffen können (Sulaiman-Hill & Thompson, 2011 sowie Bloch, 2004). In diesem Sinne kann das Monitoring als eine Kultur der Zusammenarbeit und Einbindung dieser wichtigen zivilgesellschaftlichen Akteur:innen verstanden werden. Die Vorteile des Einbezuges solcher Akteur:innen ist, dass sie ein Interesse und Motivation mitbringen, in solchen Projekten mitzuwirken. Diese gilt es so früh wie möglich einzubinden, nicht nur bei der Erreichung der Zielgruppe, sondern in früheren Phasen, wie bspw. beim Entwurf und beim Testen des Fragebogens und bei der Konzeption von Erhebungsinstrumenten. Die zivilgesellschaftlichen Akteur:innen können dabei wichtige, kulturspezifisches Wissen vermitteln, welches bspw. bei der Formulierung der Fragen von Relevanz sein kann. Der Einbezug von zivilgesellschaftlichen Akteur:innen muss in einem grösseren Kontext gesehen werden, dass den besagten Akteur:innen die Möglichkeit zur Partizipation gegeben wird. Solche Partizipationsprozesse sind langwieriger, langfristig erweisen sich solche Formen der Zusammenarbeit aber für alle Beteiligten als gewinnbringend. Zentral dabei ist die Entschädigung bzw. Deckung von entstandenem Aufwand und Kosten oder allfälligen Vergütungen von zivilgesellschaftlichen Akteur:innen. Weiter müssen diese Akteur:innen, wenn sie bspw. bei der Durchführung der aufsuchenden Befragung involviert werden, geschult werden. Dabei ist der Frage der Qualitätssicherung hohe Wichtigkeit zu gewähren.

Der Einbezug von Geflüchteten im Zuge des Snowball Samplings, zu denen bereits Kontakte bestehen, macht deshalb Sinn, weil diese oft bereits ein Vertrauensverhältnis zu anderen Geflüchteten aufgebaut haben. Dieses Vertrauen kann helfen, die Bereitschaft zur Teilnahme an Interviews zu erhöhen. Zudem können die Netzwerke, in denen sich Geflüchtete bewegen, genutzt werden, um weitere Geflüchtete für die Teilnahme an Interviews zu gewinnen. Die Gatekeeper und Geflüchteten können relevant betreffend kulturelles Verständnis bzw. kultureller Sensibilität sein. Gatekeeper und Geflüchtete, zu denen bereits Kontakte bestehen, verstehen die kulturellen und sozialen Hintergründe der Geflüchteten besser und können Forschern helfen, kulturell sensible Fragen zu formulieren und Missverständnisse zu vermeiden. Weiter können sie sicherstellen, dass die ethischen Standards eingehalten werden und dass die

Teilnahme freiwillig und ohne Druck erfolgt <https://www.caritas.de/neue-caritas/heftarchiv/jahrgang2022/artikel/das-machen-sie-gemeinsam-den-gatekeepern-trotzen-und-tueren->. Schliesslich können Gatekeeper bei der Organisation und Durchführung der Interviews helfen, indem sie z.B. geeignete Orte für die Interviews finden und Übersetzungsdienste bereitstellen (Salzwedel, 2023). Geflüchtete, die bereits in Interviews teilgenommen haben, können ihre positiven Erfahrungen mit anderen teilen und so deren Bereitschaft zur Teilnahme fördern (Söhn & Marquardsen, 2017).

Weiter kann durch aufsuchende Arbeit in Kollektivunterkünften die Teilnehmendenquote erhöht werden. Über die Gatekeeper-Methode bieten in diesem Kontext insbesondere Sprach- oder Integrationskurse eine gute Gelegenheit. Über solche Kurse können mehrere Personen gleichzeitig erreicht werden.

Des Weiteren kann der Einsatz verschiedener Kanäle (Multi-Channel-Ansatz) zielführend sein, um die Umfrage zu bewerben und potenzielle Teilnehmer:innen zu erreichen (Sala & Lynn, 2009). Diese Kanäle können online als auch offline erfolgen und z.B. E-Mails, soziale Medien, Websites, Printmedien, persönliche Ansprachen usw. umfassen (Jourdan, 2015).

Schliesslich gibt es ausreichend Forschungserkenntnisse darüber, dass das Anbieten von Anreizen (Incentives) die Teilnahme beeinflussen kann. Anreize können Gutscheine, Geldbeträge, usw. sein. Dabei wird zwischen bedingten und unbedingten Anreizen bzw. conditional und non-conditional incentives unterschieden. Erstere sind an bestimmte Bedingungen geknüpft, wie bspw. Teilnahme an der Befragung und letztere an keine bestimmten Bedingungen, das heisst, die Befragten erhalten die Belohnung, bevor sie an der Befragung teilgenommen haben. Forschungserkenntnisse weisen darauf hin, dass über unbedingte Anreize die grösste Wirkung erzielt werden kann, jedoch sind bedingte Anreize kosteneffektiver (Young et al, 2015).

Forschungsethische Aspekte

Die Befragung geflüchteter Menschen wirft verschiedene forschungsethische und methodische Fragen auf (siehe hierzu ausführlicher Kapitel 4.2 im Zwischenbericht zu Teil 1 des Auftrags). Insbesondere ist zwingend darauf zu achten, dass die Personen in der Lage sind, freiwillig und informiert in ihre Teilnahme einzuwilligen (*informed consent*). Befragungen von und Interviews mit Geflüchteten stellen oftmals eine fachlich und methodisch hoch anspruchsvolle und für die Geflüchteten (und zum Teil auch die Forschenden) belastende Situation und Erfahrung dar. Aus diesem Grund sollte darauf verzichtet werden, Geflüchtete anzufragen, die besonders vulnerabel sind (z.B. bezüglich Aufenthaltsstatus oder gesundheitlichem Zustand), und bei denen folglich die Möglichkeiten für eine informierte freiwillige Teilnahme (*informed consent*) eingeschränkt sind (Schittenhelm, 2021).

Es gibt auch kritische Aspekte, die beim oben beschriebenen Einbezug von gesellschaftlichen Akteur:innen zu beachten sind. Einerseits, dass es sich um ehrenamtliche Personen handelt, die per Definition keine Professionellen sind und nicht dieselbe professionelle Arbeit wie bspw. Sozialarbeitende verrichten können. Andererseits ist konkret im migrantischen Kontext bei der Einbindung von «migrantischen Communities» darauf hinzuweisen, dass es in solchen Communities auch um spannungsreiche soziale Netzwerke handeln kann, mit Konflikten, Machtgefällen etc. ohne klare Repräsentativität, die reproduziert werden könnten.

Der oben beschriebene Zugang über Kollektivunterkünfte kann zudem auch kritische Aspekte beherbergen. Einerseits, dass die Interviewteilnehmenden die Befragung und die Interviews in Zusammenhang mit ihrem Asylverfahren bringen. Zudem können Sprachbarrieren in Kollektivunterkünften akuter sein. Deshalb gilt es über Sprachkurse den Zugang zu suchen. Dabei gilt es sicherzustellen, dass in den Sprachkursen die Kursteilnehmenden die formellen Kriterien betreffend Mindestaufenthaltsdauer in der Schweiz und ausländerrechtlichem Status erfüllen. Weiter gilt es sicherzustellen, dass die Kursteilnehmenden selbst den Fragebogen ausfüllen und nicht etwa andere Akteur:innen im Kurs oder in der

Unterkunft. Zudem ist zu gewährleisten, dass die Befragten verstehen, wer die Befragung durchführt und dass unterscheiden können zwischen der Befragung und möglichen asylrechtlichen Fragen.

Zur Qualitätssicherung bei Zugängen über die Kollektivunterkünfte oder ehrenamtlichen gesellschaftlichen Akteur:innen und hinsichtlich Datenqualität, würde sich ein Fragebogen für die Interviewer:innen als hilfreich erweisen. In diesem können die Interviewer:innen bspw. Angaben zum Interviewsetting machen, welche Rolle bspw. ehrenamtliche gesellschaftliche Akteur:innen beim Interview eingenommen haben, wie sich die Dolmetschenden verhalten haben, wie sie Datenqualität einschätzen usw. (Kroh et al., 2016).

Departement Soziale Arbeit

Institut für Vielfalt und gesellschaftliche Teilhabe

Pfingstweidstrasse 96
Postfach
CH-8037 Zürich

Prof. Dr. Peter Streckeisen
Telefon +41 58 934 86 17
stci@zhaw.ch
www.zhaw.ch/sozialarbeit